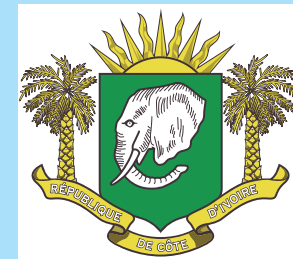


MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2024

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2024

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SIGLES ET ABREVIATIONS..... | 5 |
| LISTE DES TABLEAUX..... | 8 |
| LISTE DES FIGURES | 8 |
| LISTE DES ANNEXES..... | 8 |
| AVANT PROPOS..... | 9 |
| INTRODUCTION | 10 |
| I. Mise en œuvre du budget-programmes..... | 10 |
| I.1. <i>Acquis</i> | 11 |
| I.2. <i>Perspectives</i> | 11 |
| II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance | 13 |
| II.1. <i>Architecture programmatique</i> | 13 |
| II.2. <i>Architecture de performance</i> | 13 |
| II.3. <i>Financement global</i> | 26 |
| CONCLUSION..... | 33 |

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACD : Arrêté de Concession Définitive
AGR : Activités Génératrices de Revenus
AIP : Agence Ivoirienne de Presse
AMUGA : Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan
ANAGED : Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANStat : Agence Nationale de la Statistique
ANSUT : Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications
APE : Accords de Partenariat Economique
APEI : Accords de Partenariat Economique Intérimaires
AQ : Qualité de l'eau et Assainissement
ARTI : Autorité de Régulation du Transport Intérieur
ARV : Antirétroviraux
ASDM : Agence de Soutien et de Développement des Médias
BAC : Baccalauréat
BAD : Banque Africaine de Développement
BEPC : Brevet d'Études du Premier Cycle
BTS : Brevet de Technicien Supérieur
BURIDA : Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur
CAMES : Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CEA : Centres d'Excellence Africains
CEDEAO : Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPE : Certificat d'Études Primaires Élémentaires
CF : Contrôle Financier
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CGI : Global Cybersecurity Index
CHR : Centre Hospitalier Régional
CIB : Contrôle Interne Budgétaire
CMU : Couverture Maladie Universelle
CNDS : Conseil National du Dialogue Social
CNI : Carte National d'Identité

CNJCI : Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire
CONAFIP : Comité National de suivi de la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des Finances Publiques
COP : Contrat d'Objectif et de Performance
CPPE : Centres de Protection de la Petite Enfance
CSC : Centres de Service Civique
CSST : Comité de Sécurité et de Santé au Travail
CST : Comptes Spéciaux du Trésor
CSU : Centre de Secours d'Urgence
DAENF : Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle
DDAP : Direction de la Documentation, des Archives et des Publications
DGBF : Direction Générale du Budget et des Finances
DGPE : Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DPPD-PAP : Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
DR : Direction Régionale
DRMGB : Direction de la Réglementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire
E2C : Ecole de la Deuxième chance
EMGA : Etat-Major Général des Armées
ENA : Ecole Nationale d'Administration
ENR : Evaluation Nationale des Risques
ENSEA : Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan
EPN : Etablissement Public National
ESPC : Établissements Sanitaires de Premier Contact
ESRS : Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
FAA : Fédéral Aviation Administration
FCB : Formation Commune de Base
FD : Fonds de Développement
FDFP : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FER : Fonds d'Entretien Routier
FIRCA : Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole

FIMR: Fonds d'Investissement en Milieu Rural
 FNAD : Financement de l'Assainissement et le Drainage
 FNLS : Fonds National de lutte contre le SIDA
 FONSIC : Fonds National de l'Industrie Cinématographique
 GED-MPD : Gestion Électronique des Documents-Ministère du Plan et du Développement
 GPS : Global Positioning System
 HA : Hectare
 HG : Hôpital Général
 ICF : Initiative Cacao Forêts
 IFEF : Institut de Formation et d'Education Féminine
 IGIS : Indice Général Ivoirien de Sécurité
 INFPA : Institut National de Formation Professionnelle Agricole
 INSCS : Indice National de Solidarité et de Cohésion Sociale
 ISE : Institutions Socio-Educatives
 ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
 ITS : Impôt sur Traitement et Salaires
 JFAC : Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques
 LOLF : Loi Organique relative aux Lois de Finances
 MCLU : Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
 MENA : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
 MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
 MFB : Ministère des Finances et du Budget
 MILDA : Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action
 MINHAS : Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
 MW : Méga Watt
 OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables
 OIPC : Office Ivoirien du Patrimoine Culturel
 OISSU : Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires
 ONAC-CI : Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire
 ONG : Organisation Non Gouvernementale
 OPA : Offre Publique d'Achat
 OPA : Organisation Professionnelle Agricole
 OSC : Organisations de la Société Civile
 PA : Plan d'Aménagement

PAFS : Projet d'Assurance Fiscale Sociale
 PAO : Plan d'Actions Opérationnel
 PAP : Projet Annuel de Performance
 PAS : Plan d'Action Stratégique
 PAT : Programme d'Appui aux Transformations de l'Enseignement Supérieur
 PCC : Prélèvement Communautaire de la CEDEAO
 PCS : Prélèvement Communautaire de Solidarité
 PDC : Plan de Développement de Commune
 PDL : Plan de Développement Local
 PDLM : Plan de Développement Local Minier
 PDV : Plan de Développement Villageois
 PF : Planification Familiale
 PFE : Pratiques Familiales Essentielles
 PIB : Produit Intérieur Brut
 PIP : Programme d'Investissements Publics
 PJEJ : Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
 PME : Petite et Moyenne Entreprise
 PMR : Promotion des filles et des personnes à Mobilités Réduites
 PND : Plan National de Développement
 PNDC : Programme National de Développement Communautaire
 PNIA : Programme National d'Investissement Agricole
 PNLTAT : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions
 PPCB : Péripleumonie Contagieuse Bovine
 PPM : Plan de Passation des Marchés
 PPR : Peste des Petits Ruminants
 PSAENF : Plan Stratégique de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle
 PTA : Plan de Travail Annuel
 PTFs : Partenaires Techniques et Financiers
 PTMP : Programme National de la Promotion de la Médecine Traditionnelle
 PVVIH : Personnes Vivant avec le VIH
 RAP : Rapport Annuel de Performance
 RGP : Rapport Général sur la Performance
 RProg : Responsable de Programme
 RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

RSTI : Régime Social des Travailleurs Indépendants
RSU : Registre Social Unique
RTI : Radiodiffusion Télévision Ivoirienne
RUO : Responsable d'Unité Opérationnelle
SEGH : Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures
SFD : Système Financiers Décentralisés
SGG : Secrétariat Général du Gouvernement
SIDA : Syndrome d'Immuno-Déficience Acquis
SIG : Système d'Information et de Gestion
SIG : Système d'Information Géographique
SIGFU : Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain
SIGOMAP : Système Intégré de Gestion des Opérations des Marchés Publics
SIGOBE : Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat
SIR : Société Ivoirienne de Raffinage
SNJ : Service National des Jeunes
SNPS : Stratégie Nationale de Protection Sociale
SOSTECI : Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en CI
SPEE : Service de Promotion Économique Extérieure
SPJEJ : Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse

SRADT : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
SST : Santé et Sécurité au Travail
SWEED : Sustainable World Engagement for Demographic Development
TDVD : Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
TMR : Taux Moyen de Réalisation
TNT : Télévision Numérique Terrestre
TSSMP : Taxes sur les Sacs et Sachets en Matière Plastique
TSU : Taxe Spécifique Unique
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA : Union Africaine
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UFR : Unité de Formation et de Recherche
VAE : Validation des Acquis de l'Expérience
VBG : Violence Basée sur le Genre
VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine
VITIB : Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
ZNA : Zoo National d'Abidjan

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique..... | 13 |
| Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance | 14 |
| Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels..... | 26 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|--|----|
| Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs | 14 |
| Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs | 14 |
| Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission..... | 15 |
| Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » | 16 |
| Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice » | 17 |
| Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique » | 18 |
| Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche » | 19 |
| Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales »..... | 20 |
| Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs » | 21 |
| Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs » | 22 |
| Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement industriel et Commercial »..... | 23 |
| Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature » | 24 |
| Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2024 | 25 |
| Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2024 | 26 |
| Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2024 | 26 |
| Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses..... | 27 |
| Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses | 28 |
| Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses..... | 28 |
| Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses | 29 |
| Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses entre 2023 et 2024 | 29 |

LISTE DES ANNEXES

| | |
|---|----|
| Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée..... | 34 |
| Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères | 52 |
| Annexe 3 : Liste des Comptes Spéciaux du Trésor pour l'exercice budgétaire 2024 | 96 |

AVANT PROPOS

La gestion en mode budget-programmes fait obligation aux Responsables de Programme (RProg), dans le cadre de la redevabilité, de produire à la fin de chaque exercice budgétaire, les Rapports Annuels de Performance (RAP) des programmes mis en œuvre.

Ces Rapports Annuels de Performance retracent la mise en œuvre des Projets Annuels de Performance (PAP). Ils présentent les réalisations, les résultats et le suivi de la performance. Les RAP sont soumis à la Cour des comptes pour audit de performance, ainsi qu'au Parlement pour information.

Le contenu de ces rapports est synthétisé dans un document unique intitulé "Rapport Général sur la Performance" (RGP), élaboré par le Ministre en charge du Budget.

Dans cette perspective, le RGP se veut un outil de synthèse destiné à offrir une lecture claire et approfondie des résultats obtenus par la mise en œuvre des programmes des ministères.

Le Rapport Général sur la Performance a donc vocation à faciliter la compréhension des résultats produits par les différents programmes des ministères après la mise en œuvre des politiques publiques. Ce document récapitule les résultats présentés dans les Rapports Annuels de Performance. Il permet aux décideurs, aux acteurs budgétaires, à la société civile et aux citoyens d'apprécier de manière graphique et analytique les performances réalisées en matière de gestion des Finances Publiques. Il fournit également aux décideurs des éléments pouvant guider les choix stratégiques de la gestion des programmes.

Ainsi, le Rapport Général sur la Performance représente la note explicative qui accompagne les RAP à la Cour des comptes et au Parlement. Il présente l'évolution des indicateurs, les données statistiques relatives à la répartition des indicateurs et les taux de réalisation des cibles au sein des programmes des différentes missions pour l'exercice concerné.

Il présente également les données budgétaires en termes de prévisions de dépenses et leur niveau de réalisation. Par conséquent, le RGP contribue à la lecture et à l'exploitation des Rapports Annuels de Performance.

La rédaction du RGP au titre de l'exercice 2024, s'appuie sur la consolidation des acquis des années antérieures et fixe les automatismes nécessaires, en matière de compte-rendu de la gestion en mode budget-programmes.

En résumé, le RGP présente l'évolution des données d'année en année, afin d'éclairer les débats sur la gestion des finances publiques, en mettant un accent sur les objectifs de politiques publiques, les moyens qui leur sont alloués et les réalisations obtenues.

INTRODUCTION

La reddition des comptes dans l'administration publique ivoirienne est consacrée par l'article 51 alinéa 1 de la Loi Organique n°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux Lois de Finances, qui stipule que : « il est fait obligation aux ministères et éventuellement aux institutions gestionnaires de programmes de produire, à la fin de chaque exercice, leurs rapports annuels de performance de l'exercice et de les transmettre au ministre en charge des finances au plus tard à la fin du mois de mai de l'année suivante ».

En effet, la reddition des comptes a pour objectif d'apprécier la performance, de renforcer la transparence entre les citoyens et les agents publics et d'évaluer la qualité de la gestion des politiques publiques à la fin de chaque exercice budgétaire.

Par conséquent, les RAP contribuent à l'amélioration des résultats des programmes et du bien-être des populations. Ils permettent également de vérifier le niveau de réalisation des activités prévues dans le Projet Annuel de Performance (PAP) et d'évaluer les ressources en adéquation avec les résultats obtenus.

Ainsi, depuis le basculement en mode budget-programmes le 1^{er} janvier 2020, les Responsables de Programme produisent régulièrement les Rapports Annuels de Performance. Sur la base des RAP reçus des ministères, le Ministre en charge des Finances et du Budget élabore le Rapport Général sur la Performance, lequel est joint aux RAP transmis à la Cour des comptes et au Parlement. Ce rapport général constitue la synthèse des RAP des ministères.

L'année 2025 marque la 5^{ème} édition des Rapports Annuels de Performance et du Rapport Général sur la Performance.

A cet égard, le RGP est élaboré chaque année pour l'exercice clos afin de faciliter l'exploitation des RAP.

Pour l'exercice 2024, le RGP est bâti sur l'analyse des réalisations de cent vingt (120) programmes. Tous ces programmes y sont regroupés selon les neuf (09) missions assignées à la gestion publique.

Le contenu du Rapport Général sur la Performance 2024 comporte deux (02) parties :

- la première partie porte sur la mise en œuvre du budget-programmes qui rappelle les avancées réalisées et énonce les perspectives liées à la réforme budgétaire ;
- la deuxième partie présente la synthèse des Rapports Annuels de Performance qui fait l'économie de l'exploitation des RAP produits par les Ministères et fait ressortir les perspectives liées à cet exercice.

I. Mise en œuvre du budget-programmes

L'année 2024 constitue la deuxième année du nouveau cycle de programmation triennale (2023-2025) basé sur les acquis du premier cycle de programmation 2020-2022. Toutefois, plusieurs défis restent à relever.

I.1. Acquis

L'exercice budgétaire 2024 s'est déroulé dans un contexte marqué par la consolidation des acquis notamment :

- l'existence d'un cadre juridique conforme aux normes de l'UEMOA ;
- l'appropriation des outils de gestion par les acteurs ;
- l'implication des acteurs budgétaires au plus haut niveau ;
- l'existence d'un système d'information budgétaire performant ;
- le renforcement des capacités des acteurs sur toutes les thématiques du budget-programmes ;
- l'appropriation par les ministères du processus des conférences dédiées à la performance ;
- le déploiement progressif du dispositif du Contrôle de Gestion (CG) et du Contrôle Interne Budgétaire (CIB) dans les ministères ;
- l'élaboration des cadres de performance des Comptes Spéciaux du Trésor (CST) pour la programmation 2025-2027 ;
- la requalification de certaines recettes de service en recettes fiscales.

I.2. Perspectives

Pour consolider les acquis, plusieurs leviers d'actions sont envisagés.

I.2.1. Gestion des programmes Comptes Spéciaux du Trésor

L'article 35 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) dispose que chaque CST constitue un programme. Dès lors, chaque CST inscrit dans la Loi de Finances doit être assorti des composantes de la chaîne programmatique (programme, actions, activités) et du cadre de performance (objectifs, indicateurs, cibles).

Ainsi, au cours de l'exercice budgétaire 2024, le Ministère des Finances et du Budget a accompagné les gestionnaires des CST des ministères à l'élaboration des cadres de performance de leur programme CST. Ce processus a conduit à l'intégration, dans les DPPD-PAP 2025-2027, des cadres de performance des programmes CST ainsi que des actions et activités issues de la déclinaison desdits programmes CST en cohérence avec les objectifs et les indicateurs prédéfinis. A cet effet, les programmes CST produiront leur premier RAP à la fin de l'exercice budgétaire 2025.

I.2.2. Poursuite du renforcement des capacités des acteurs des ministères

L'appropriation continue de la gestion en mode budget-programmes par les acteurs budgétaires commande la poursuite des opérations de renforcement de capacités axées sur les thématiques de la réforme budgétaire. Ces exercices réguliers de formation au profit des acteurs budgétaires visent à accroître la maîtrise des processus et des outils de la gestion budgétaire en mode budget-programmes.

Ces formations porteront sur toutes les thématiques d'élaboration et d'exécution du budget de l'Etat, notamment la nomenclature budgétaire de l'Etat, le circuit et les procédures d'exécution du budget et le suivi de la performance.

Ces sessions de renforcement des capacités devront faciliter la maîtrise des liens entre les éléments de la chaîne programmatique (programmes, actions et activités) et ceux de l'architecture de la performance (objectifs, indicateurs et cibles) ainsi que l'interprétation adéquate des résultats (écarts et taux de réalisation).

1.2.3. Poursuite de l'implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion

La mise en œuvre du Contrôle de Gestion a démarré par l'élaboration, en 2021, d'un guide sur le Contrôle de Gestion contenant les outils de pilotage et de suivi de la performance des programmes, notamment les fiches d'expression des besoins, les matrices d'actions et d'activités, les lettres d'engagement sur la performance, les lettres d'engagement opérationnel, les tableaux de bords et les plans de travail. Les ministères ont été sensibilisés sur les enjeux de l'implémentation des outils.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de la gestion budgétaire, le Ministère en charge des Finances et du Budget entend poursuivre l'implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion dans les ministères. Cette activité consistera à renforcer les capacités des acteurs concernés à l'utilisation de ces outils.

La maîtrise des outils du Contrôle de Gestion par les ministères devra à terme renforcer la qualité des documents budgétaires produits (Projets Annuels de Performance, Rapports Annuels de Performance et Rapport Général sur la Performance).

1.2.4. Implémentation du Contrôle Interne Budgétaire

La mise en œuvre du Contrôle Interne Budgétaire (CIB) a démarré par une phase pilote avec cinq (05) ministères. Ce processus a abouti à l'élaboration d'un référentiel du Contrôle Interne Budgétaire dans ces ministères et à la mise en place d'un comité-CIB. Ces ministères devront poursuivre leurs travaux de CIB à travers la mise en place de leur comitologie et le suivi de la mise en œuvre du référentiel.

L'implémentation du Contrôle Interne Budgétaire se poursuivra à travers l'extension du déploiement du CIB dans dix (10) autres ministères que sont :

- le Ministère des Transports ;
- le Ministère de la Culture et de la Francophonie ;
- le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique;
- le Ministère des Eaux et Forêts ;
- le Ministère du Tourisme et des Loisirs ;
- le Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
- le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;
- le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ;
- le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité.

Cette phase d'extension à terme fera l'objet d'évaluation suivie de l'intégration des ministères restants.

1.2.5. Poursuite de l'extension du SIGOBE

Développé en environnement WEB avec des technologies modernes, le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat (SIGOBE) inclut tous les acteurs budgétaires et renforce la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des opérations budgétaires. Le système a été déployé dans plusieurs entités de l'Etat (Ministères, Représentations Nationales à l'Etranger, Etablissements Publics Nationaux et Structures assimilées). Aussi, le SIGOBE a été étendu à la gestion des matières en vue de la tenue efficace de la Comptabilité des matières. A cet effet, le module "Entrée" (enregistrement) a été validé et est opérationnel. Toutefois, les modules "Suivi" des matières et "Amortissements" sont en cours de développement.

A terme, il s'agira pour le Ministère en charge du Budget de déployer le SIGOBE dans les Institutions de la République et les projets cofinancés. Les cadres juridiques devant permettre leur implémentation sont en cours de validation.

II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance

II.1. Architecture programmatique

Au titre de l'exercice 2024, l'architecture programmatique présente 34 sections (Primature et 33 ministères), 120 programmes hors Comptes Spéciaux du Trésor décomposée en 33 programmes supports et 87 programmes opérationnels avec 466 actions. Cette architecture programmatique comprend également 16 programmes Comptes Spéciaux du Trésor (CST) composés de 33 Comptes d'Affectation Spéciale.

Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique

| | NOMBRE DE MISSIONS | NOMBRE DE SECTIONS | NOMBRE DE PROGRAMMES | NOMBRE D'ACTIONS |
|----------|--------------------|--------------------|----------------------|------------------|
| HORS CST | 9 | 34 | 120 | 466 |
| AVEC CST | | | 136 | 483 |

Source : Annexe 4 DPPD-PAP 2024-2026

II.2. Architecture de performance

II.2.1. Analyse globale des données sur le cadre de performance

L'analyse des cadres de performance porte sur 119 programmes hors CST de 34 sections.

NB : La section 440 « Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes » dispose d'un seul programme « Transport Maritime et Fluvio-lagunaire » transféré du ministère des Transports. Cependant le programme 1 « Administration générale » commun à l'ensemble des ministères a été mis en place en cours de gestion à travers l'octroi des crédits budgétaires suite au réaménagement du Gouvernement intervenu à travers le décret n°2023-1023 du 27 décembre 2023 portant nomination d'un Ministre délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes. Ce programme « Administration générale » ne dispose donc pas de cadre de performance.

Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance

| | NOMBRE DE MISSIONS | NOMBRE DE SECTIONS | NOMBRE D'OBJECTIFS GLOBAUX | NOMBRE DE PROGRAMMES | NOMBRE D'OBJECTIFS SPECIFIQUES | NOMBRE D'INDICATEURS |
|----------|--------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| HORS CST | 9 | 34 | 119 | 119 | 325 | 1030 |

Sources : Annexe 4 DPPD-PAP 2024-2026, RAP 2024 des ministères

Les programmes supports et opérationnels au nombre de 119 comportent 1030 indicateurs rattachés à 325 objectifs spécifiques. L'analyse des RAP se fera uniquement sur les programmes hors CST.

Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs

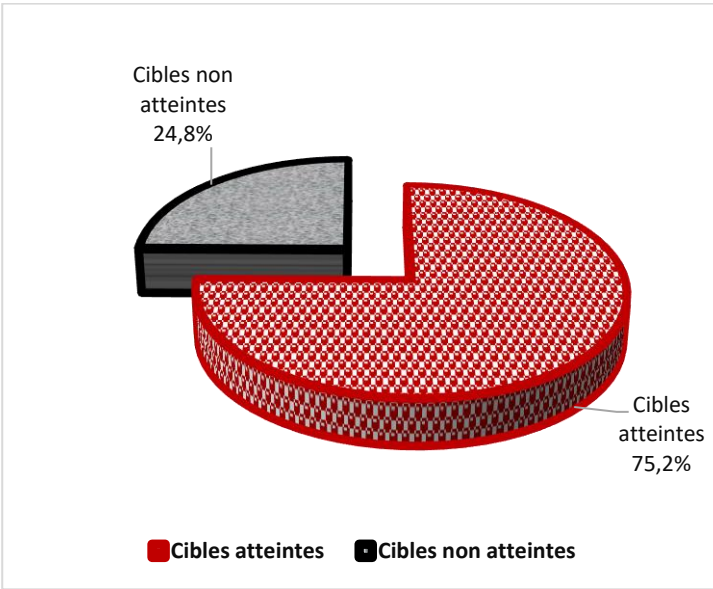
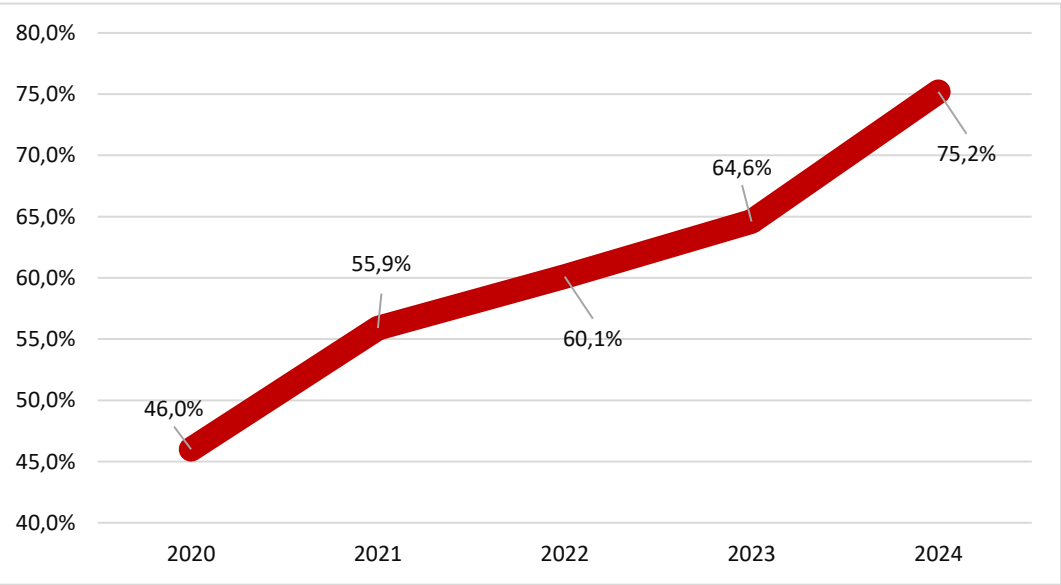


Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs

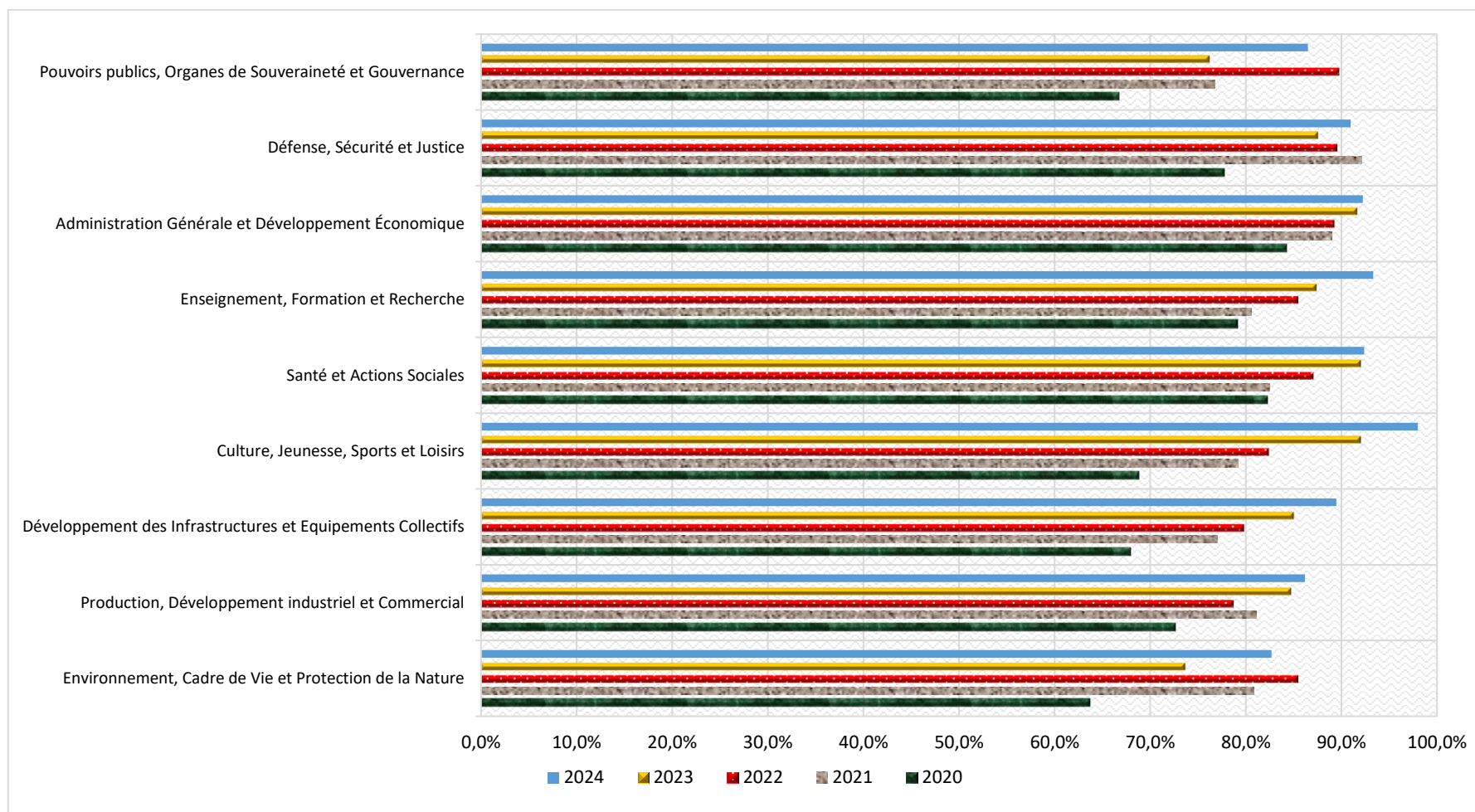


Source : RAP 2024 des ministères

Les valeurs cibles pour 2024 ont été atteintes dans 75,2% des cas contre 64,6% en 2023, 60,1% en 2022, 55,9% en 2021 et 46% en 2020.

II.2.2. Analyse de la réalisation des indicateurs par mission

Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission



Source : RAP 2024 des ministères

En 2024, le taux moyen global de réalisation des indicateurs est de 90,2% contre 85,4% en 2023, 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020, soit un taux d'accroissement de 5,6% par rapport à 2023. Toutes les missions connaissent une progression du niveau de la réalisation de leurs indicateurs par rapport à 2023.

II.2.3. Analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission

Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance »

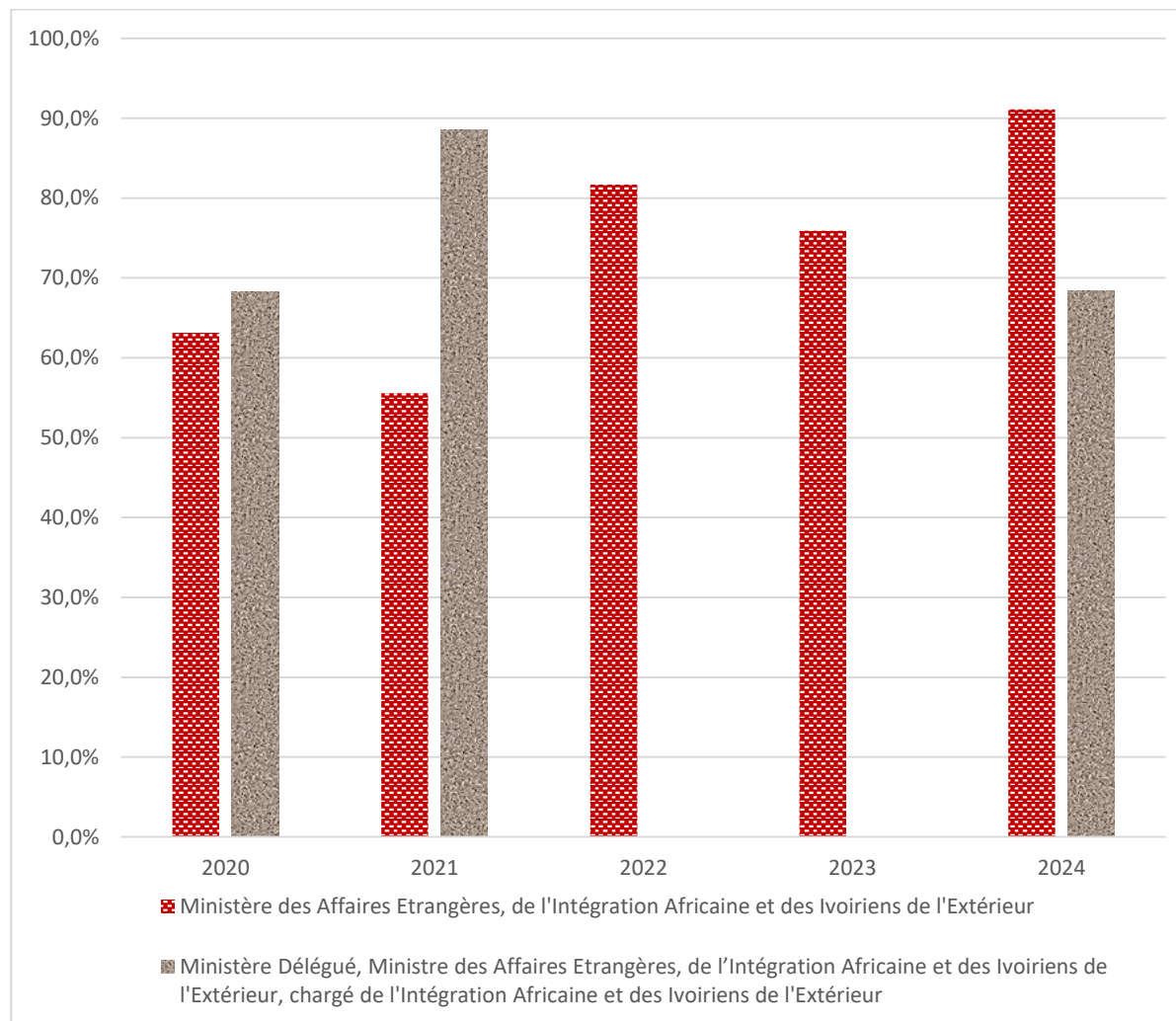
En 2024, la mission 1 « Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » est constituée de 2 ministères. Cette mission comporte 57 indicateurs.

Il convient, toutefois, de relever qu'en 2022 et 2023, le Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur n'existait pas dans la liste des ministères disposant de cadres de performance.

Le Taux Moyen de Réalisation (TMR) des cibles définies par cette mission est de 86,5% en 2024 contre 75,9% en 2023, 89,7% en 2022, 76,7% en 2021 et 66,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du taux moyen de réalisation entre 2023 et 2024 est de 13,9%.

NB : Dans cette mission, le programme renforcement des capacités rattaché à la Primature a atteint toutes ses cibles, soit un taux de réalisation de 100%.



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 1

En 2024, la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice » est composée de 3 ministères dont la performance est mesurée par 98 indicateurs.

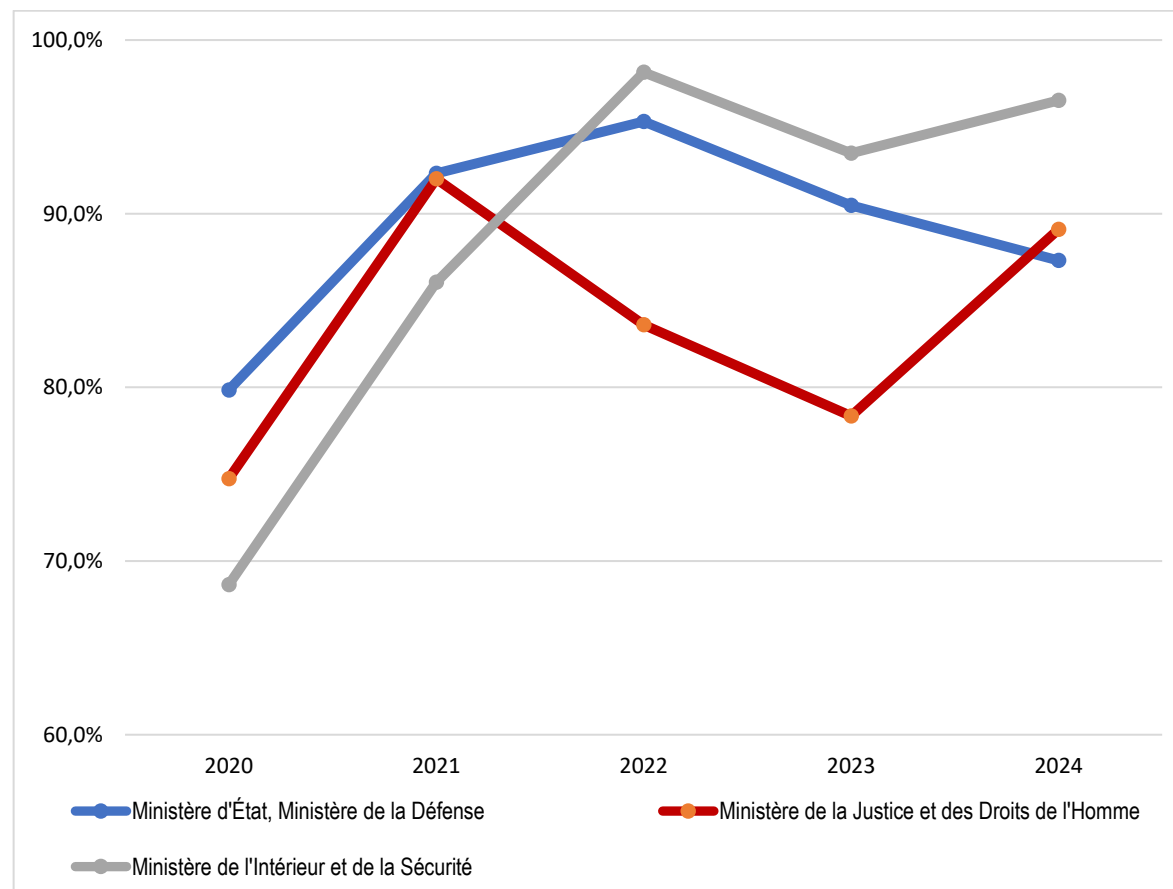
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 91% en 2024 contre 87,4% en 2023, 89,5% en 2022, 92,2% en 2021 et 77,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour la mission 2, est de 4%.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité a le taux moyen de réalisation (96,5%) le plus élevé en 2024.

Par ailleurs, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 13,7%.

Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 2

Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique »

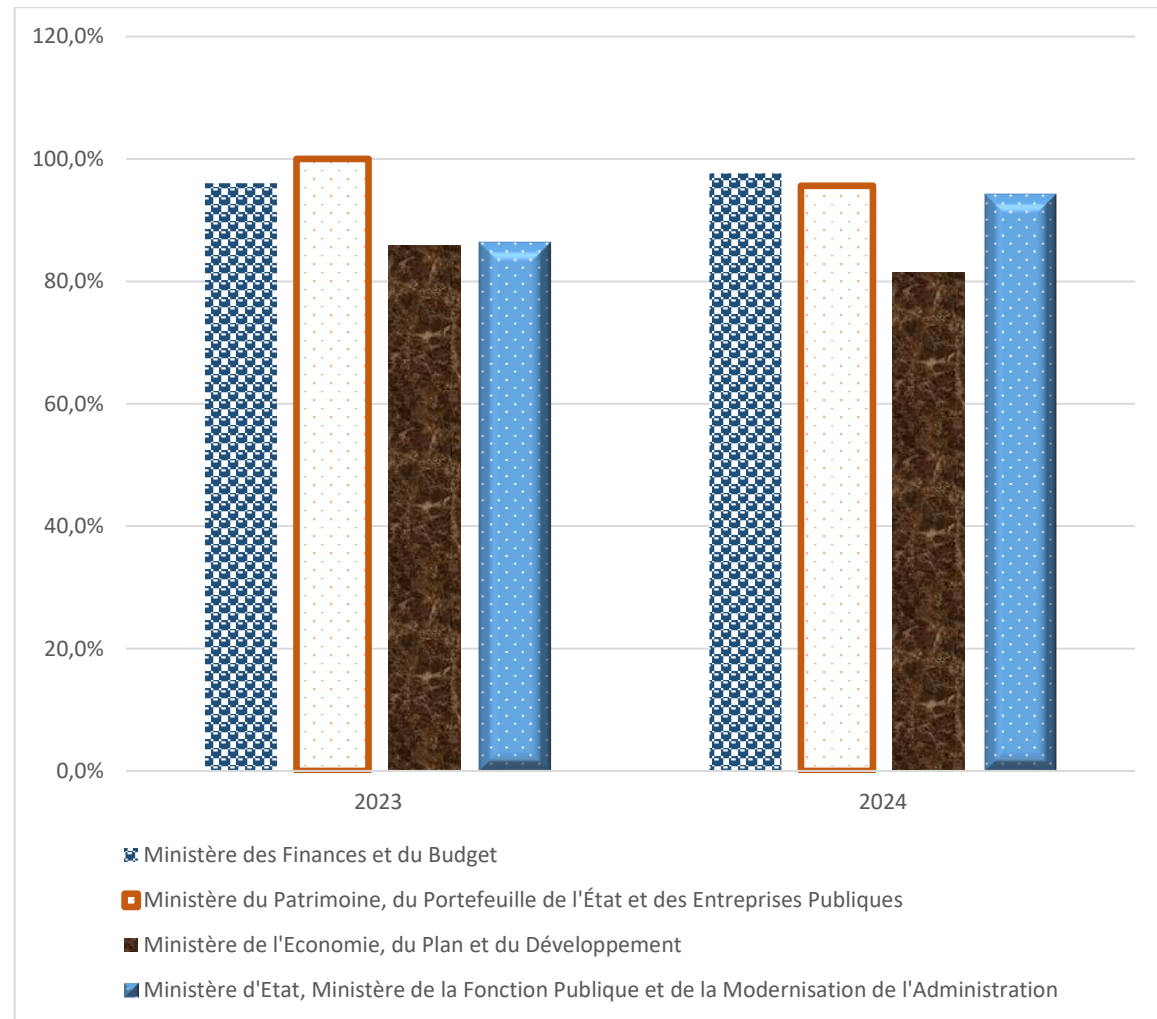
En 2024, la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique » comprend 4 ministères comportant 142 indicateurs.

Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 92,2% en 2024 contre 91,6% en 2023.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024 est de 0,7%.

Le Ministère des Finances et du Budget présente le taux de réalisation le plus élevé en 2024, soit 97,6%.

Par ailleurs, le Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 9,1%.



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 3

En 2024, la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 84 indicateurs.

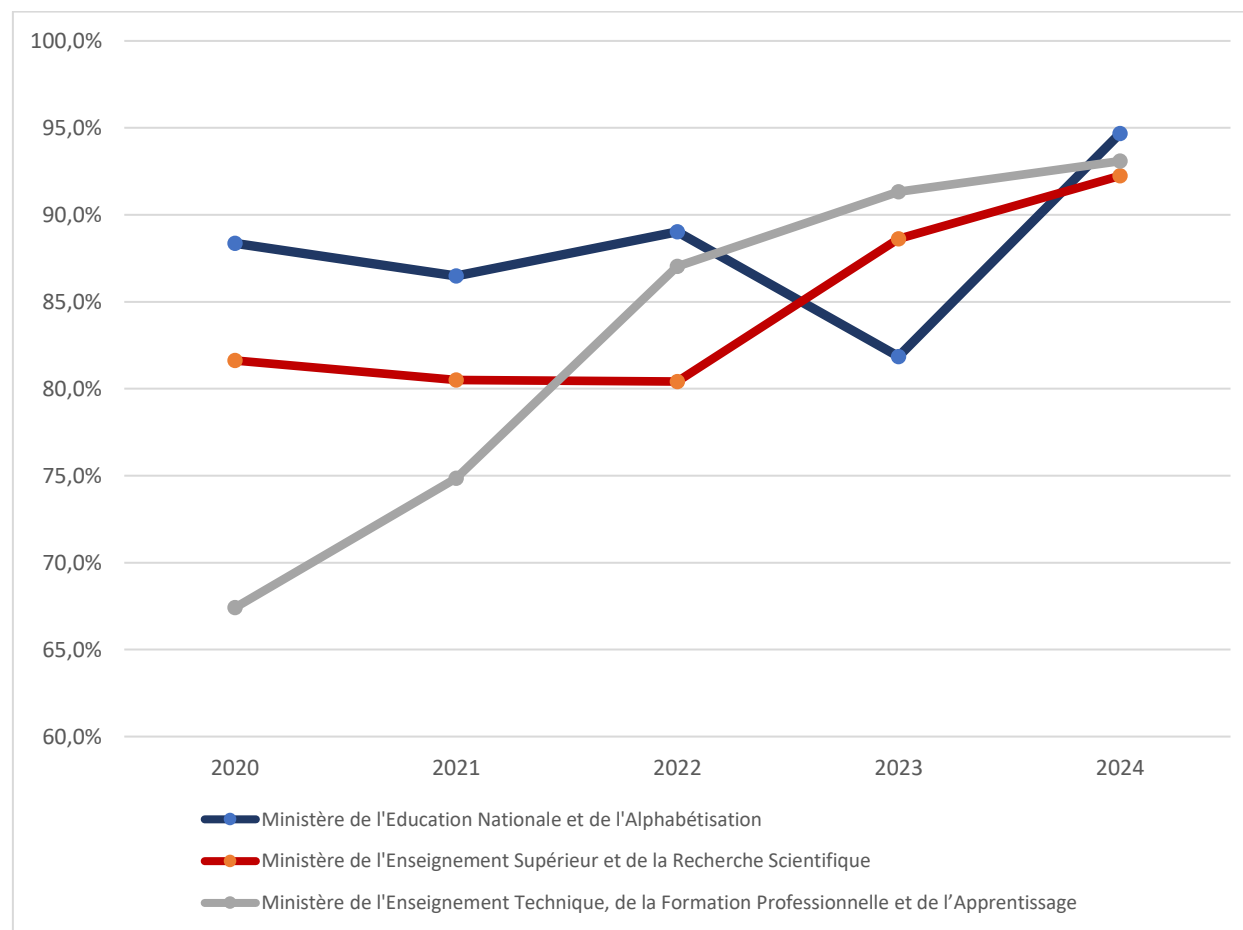
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 93,3% en 2024 contre 87,3% en 2023, 85,4% en 2022, 80,6% en 2021 et 79,1% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, en ce qui concerne la mission 4, est de 6,9%.

Le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage présente une croissance continue depuis 2020.

Par ailleurs, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux d'accroissement de 15,7%.

Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 4

En 2024, la mission 5 « Santé et Actions Sociales » comprend 4 ministères dont la performance est mesurée à travers 141 indicateurs.

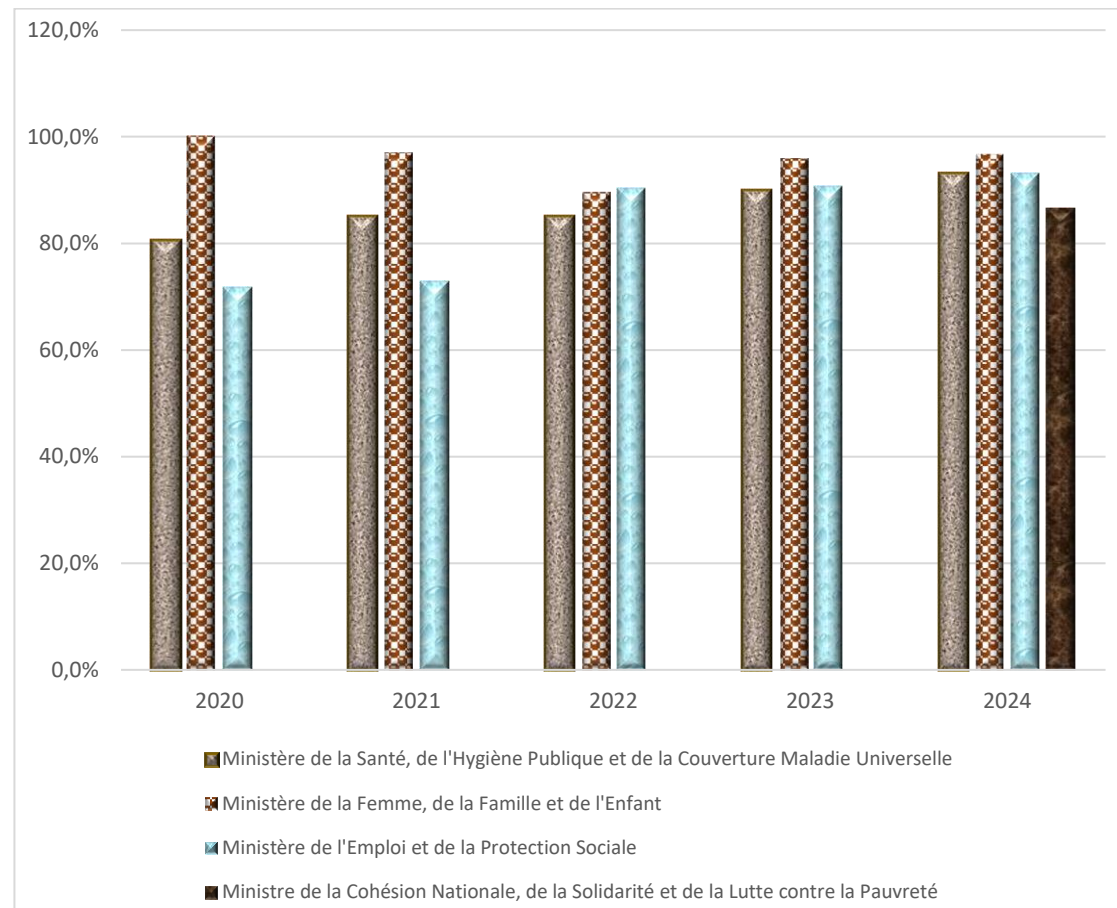
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 92,4% en 2024 contre 92% en 2023, 87% en 2022, 82,5% en 2021 et 82,3% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour cette mission, est de 0,4%.

Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant présente le taux de réalisation le plus élevé en 2024 avec 96,6%.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 3,7%.

Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 5

En 2024, la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs » est constituée de 5 ministères dont la performance est mesurée par 120 indicateurs.

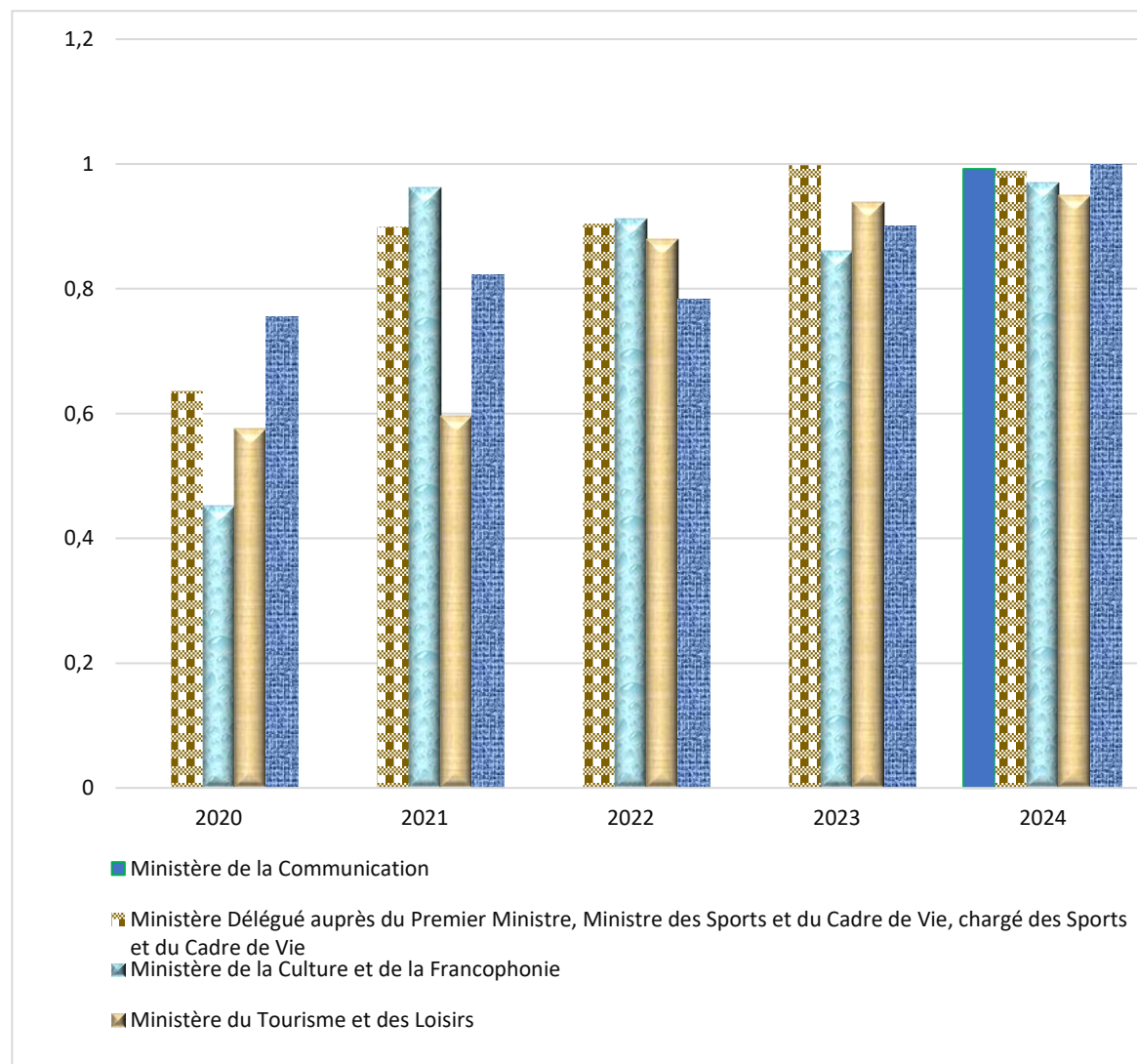
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 98% en 2024 contre 92% en 2023, 82,3% en 2022, 79,2% en 2021 et 68,8% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, au titre de cette mission, est de 6,5%.

Les deux (2) ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 sont :

- le Ministère de la Culture et de la Francophonie avec un taux de croissance de 12,8% ;
- le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique avec un taux de croissance de 11,1%.

Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 6

En 2024, la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs » est constituée de 6 ministères dont la performance est mesurée par 139 indicateurs.

Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 89,5% en 2024 contre 84,9% en 2023, 79,7% en 2022, 77% en 2021 et 67,9% en 2020.

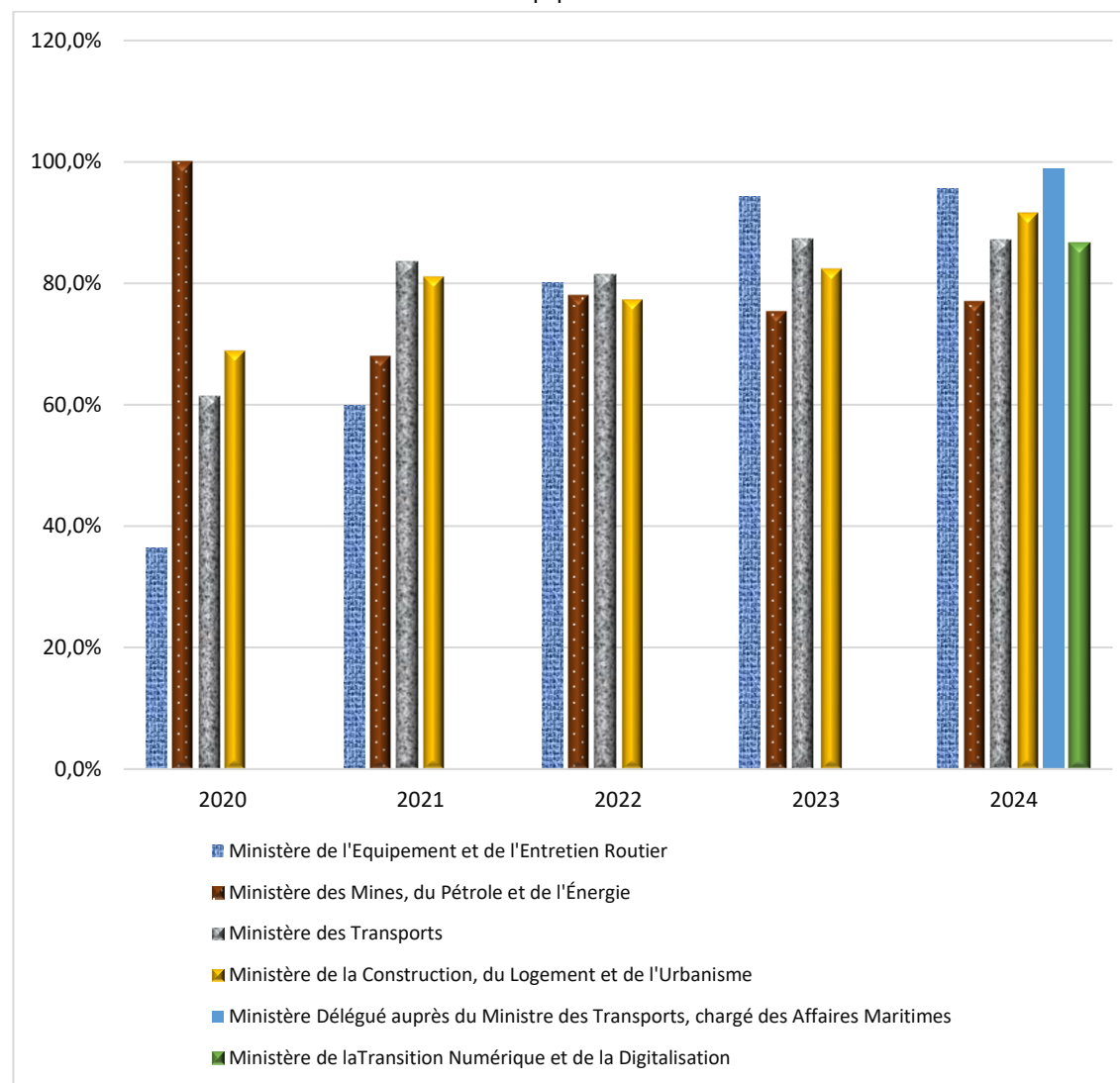
Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, de cette mission, est de 5,4%.

Les deux (2) ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 sont :

- Ministère délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes ;
- Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier.

Par ailleurs, le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier a connu une performance continue passant de 36,4% en 2020 à 60% en 2021, 80,1% en 2022, 94,4% en 2023 et 95,6% en 2024, soit des taux d'accroissement

Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 7

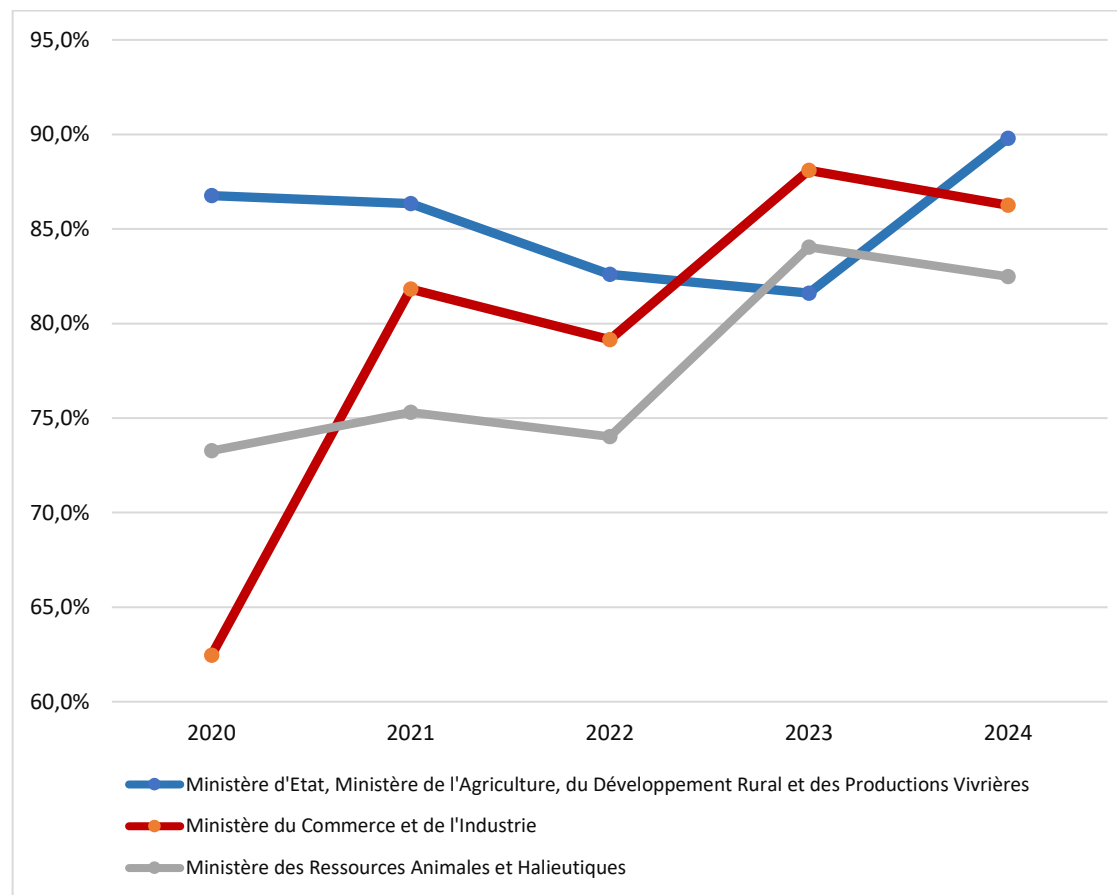
En 2024, la mission 8 « Production, Développement Industriel et Commercial » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 144 indicateurs.

Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 86,2% en 2024 contre 84,6% en 2023, 78,6% en 2022, 81,1% en 2021 et 72,6% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, en ce qui concerne cette mission, est de 1,9%.

Le ministère ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 est le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières.

Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement Industriel et Commercial »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 8

En 2024, les ministères composant la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature » sont au nombre de 3 dont la performance est mesurée par 89 indicateurs.

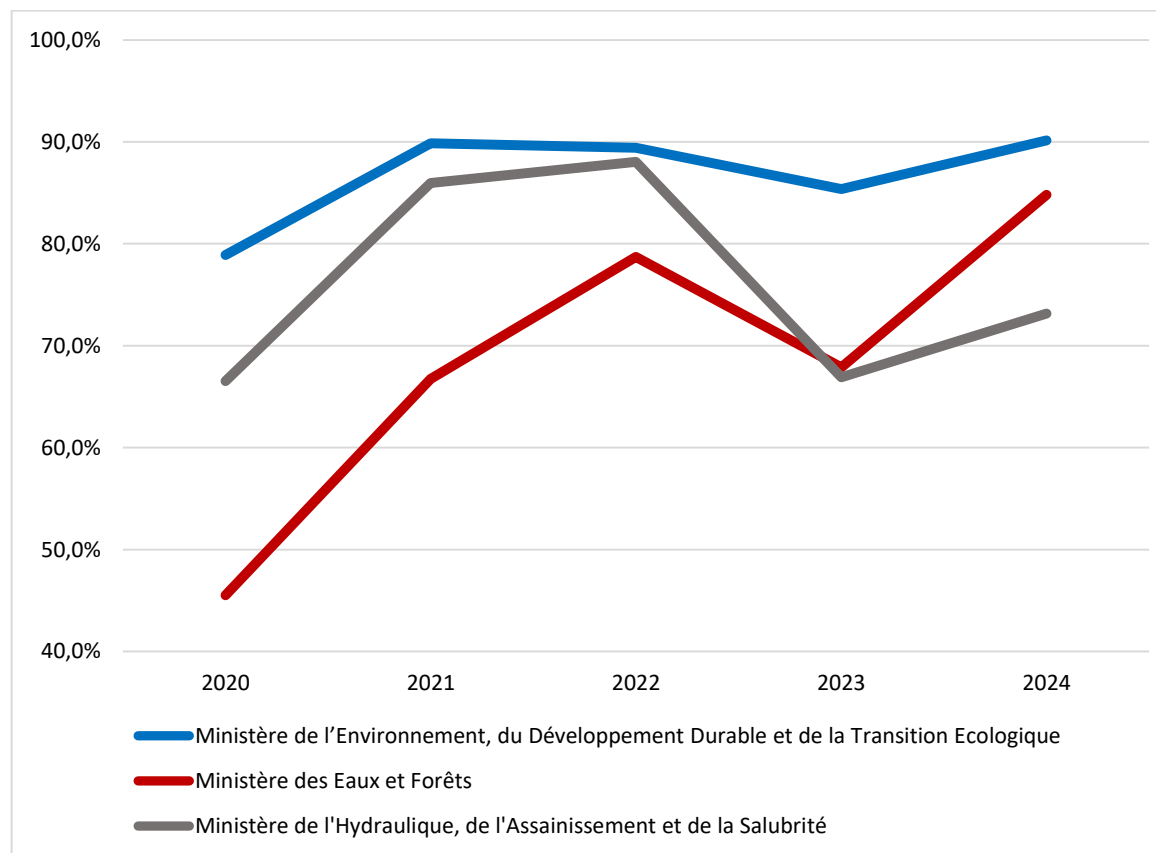
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 82,7% en 2024 contre 73,4% en 2023, 85,4% en 2022, 80,9% en 2021 et 63,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour ce qui est de cette mission, est de 12,7%.

Dans cette mission, le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique a le taux de réalisation le plus élevé en 2024, soit 90,2%.

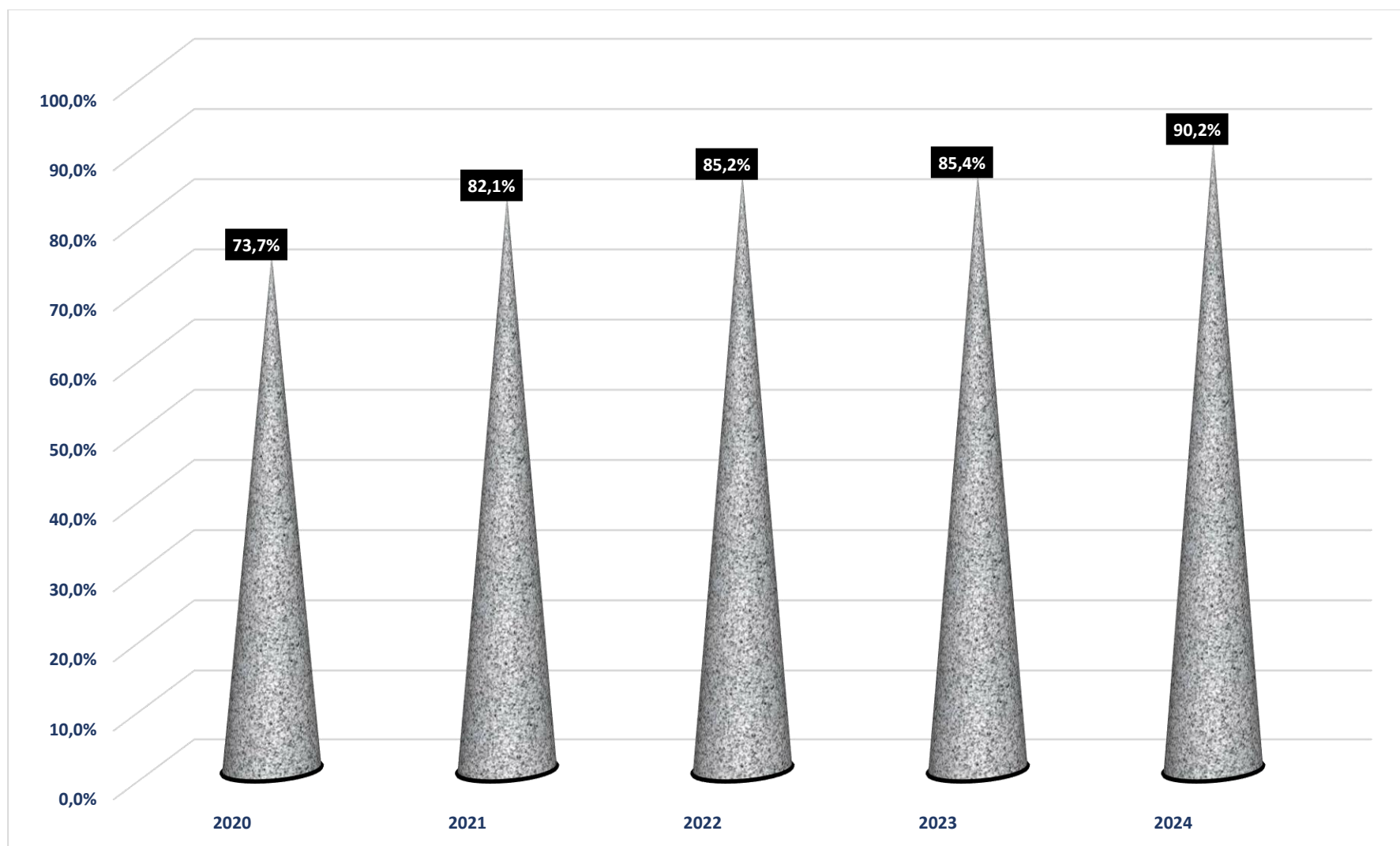
Néanmoins, le Ministère des Eaux et Forêts a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 24,9%.

Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 9

Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2024



Source : RAP 2020 à 2024

L'analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission relève que le taux moyen de réalisation des cibles pour les neuf (09) missions présente une croissance continue. Il est passé de 73,7% en 2020 à 90,2% en 2024, soit un taux d'accroissement de 22,4%.

.II.3. Financement global

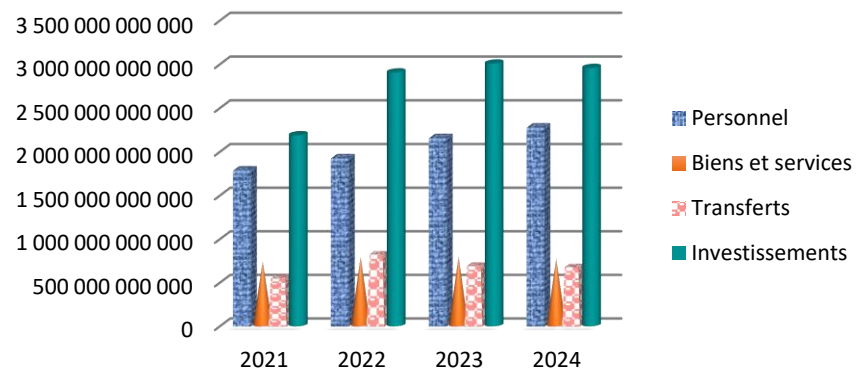
II.3.1. Financement global des programmes supports et opérationnels

Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels

| | BUDGET VOTE | BUDGET ACTUEL (a) | MANDAT ORDONNANCÉ (b) | TAUX D'EXECUTION (d) = (b)/(a) |
|-------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| Personnel | 2 245 156 467 008 | 2 278 383 274 656 | 2 275 736 963 102 | 99,9% |
| Biens et Services | 583 767 386 801 | 756 851 771 655 | 747 749 630 697 | 98,8% |
| Transferts | 541 453 725 275 | 674 216 572 971 | 673 807 351 762 | 99,9% |
| Investissements | 2 052 376 104 756 | 2 958 916 528 831 | 2 638 251 693 219 | 89,2% |
| Total | 5 422 753 683 840 | 6 668 368 148 113 | 6 335 545 638 780 | 95,0% |

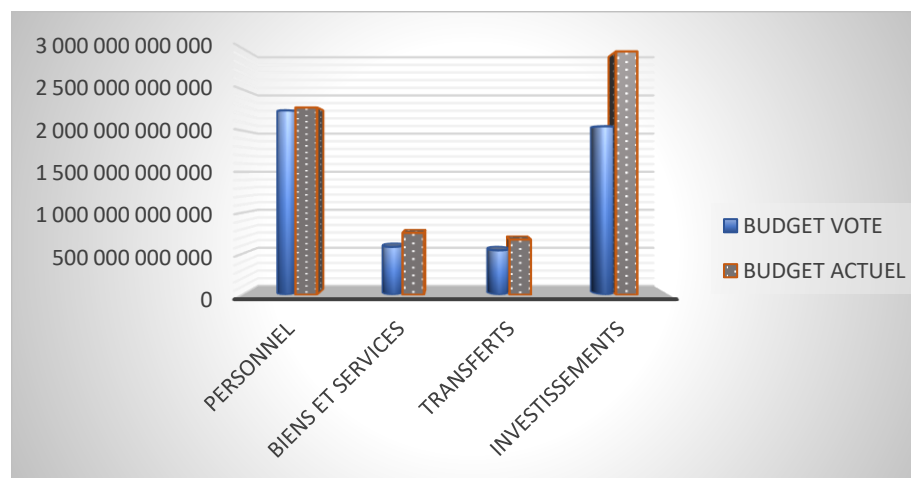
Source : DGBF

Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2024



Source : DGBF

Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2024



Source : DGBF

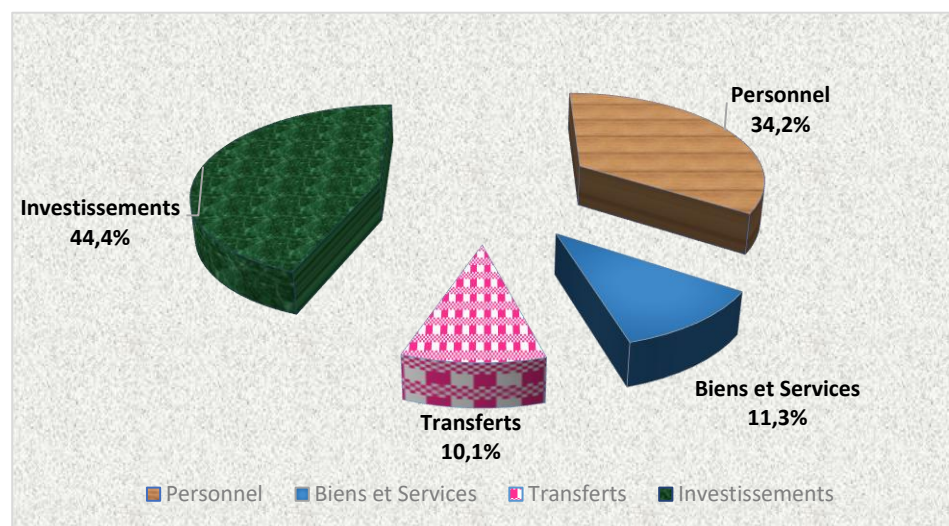
De 2021 à 2024, le niveau des crédits des quatre (4) natures de dépenses de l'ensemble des programmes a connu une hausse de 27%. Le budget voté alloué à ces programmes en 2024 s'élevait à 5.422.753.683.840 FCFA.

Divers actes modificatifs intervenus en cours d'exercice ont porté le budget actuel des programmes à 6.668.368.148.113 FCFA contre :

- 6.634.296.855.727 FCFA en 2023 ;
- 6.433.276.364.481 FCFA en 2022 ;
- 5.249.156.717.833 FCFA en 2021.

En 2024, sur les quatre natures de dépenses, les investissements ont connu une variation passant d'un budget initial de 2.052.376.104.756 FCFA à un budget actuel de 2.958.916.528.831 FCFA, soit 906.540.424.075 FCFA représentant une hausse de 44,2%. Les dépenses de biens et services ont évolué de 29,6% passant de 583.767.386.801 FCFA à 756.851.771.655 FCFA. Les dépenses de transferts ont évolué de 24,5% passant de 541.453.725.275 FCFA à 674.216.572.971 FCFA. Quant aux dépenses de personnel, elles ont évolué de 1,5% passant de 2.245.156.467.008 FCFA à 2.278.383.274.656 FCFA.

Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses

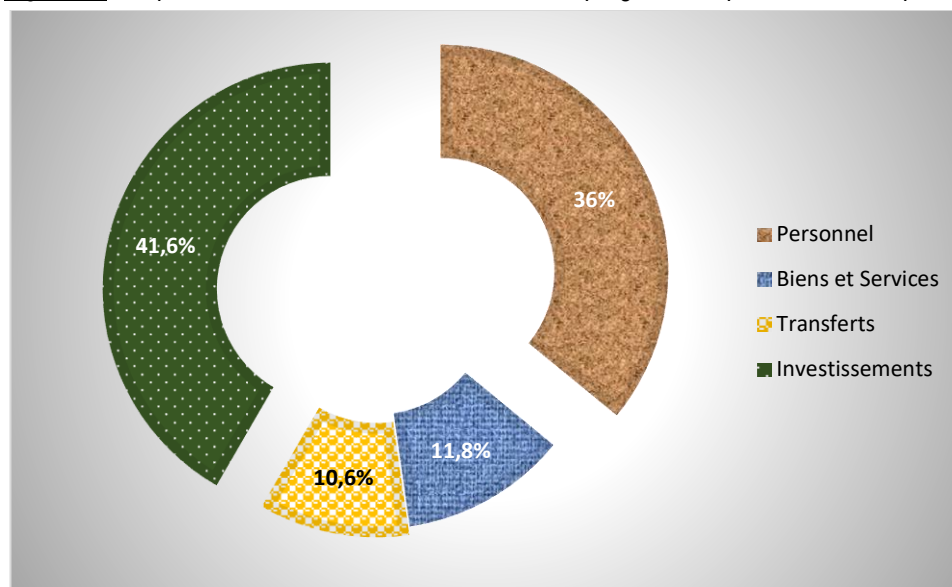


Source : DGBF

En 2024, le budget global des programmes a connu une hausse de **23%** en passant d'un budget voté de **5.422.753.683.840 FCFA** à un budget actuel de **6.668.368.148.113 FCFA** dont :

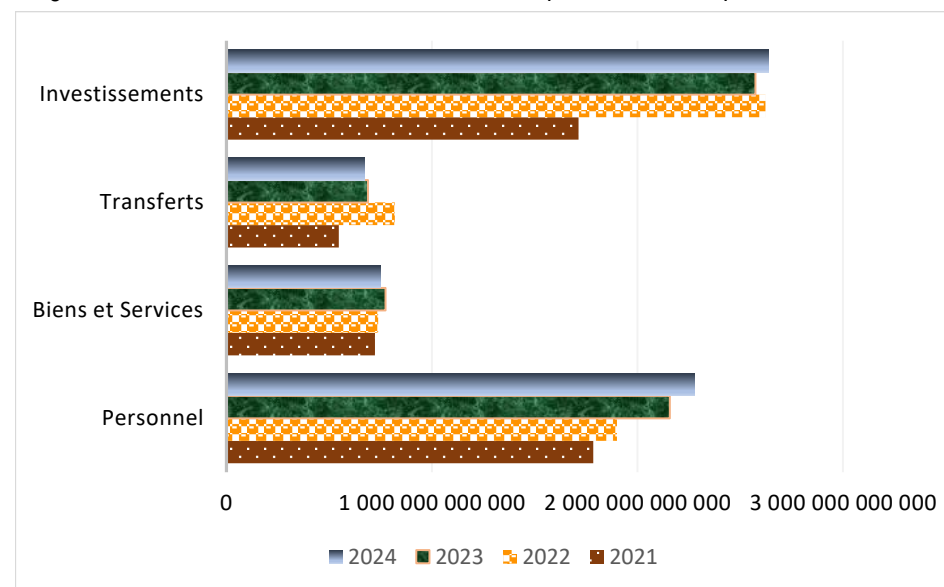
- 2.278.383.274.656 FCFA pour le Personnel, soit 34,2%;
- 756.851.771.655 FCFA pour les Biens et Services, soit 11,3%;
- 674.216.572.971 FCFA pour les Transferts, soit 10,1%;
- 2.958.916.528.831 FCFA pour les Investissements, soit 44,4%.

Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses



Source : DGBF

Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses



Source : DGBF

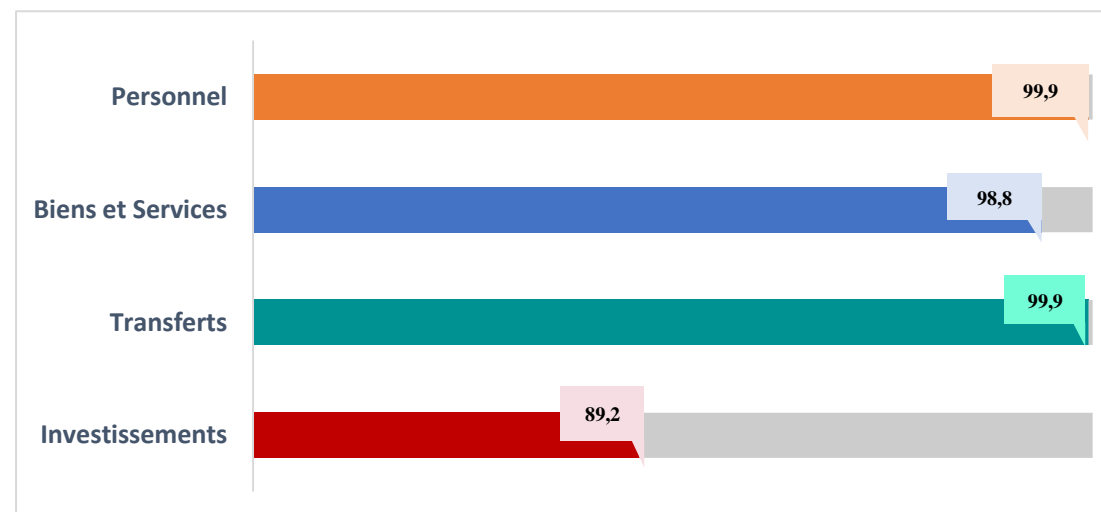
La proportion des dépenses exécutées par nature (base mandats ordonnancés) de 2021 à 2024 se présente comme suit :

- 36% pour le Personnel en 2024 contre 34,8% en 2023, 31,2% en 2022 et 37,4% en 2021 ;
- 11,8% pour les Biens et Services en 2024 contre 12,5% en 2023, 12,2% en 2022 et 15,2% en 2021 ;
- 10,6% pour les Transferts en 2024 contre 11,1% en 2023, 13,5% en 2022 et 11,5% en 2021 ;
- 41,6% pour les Investissements en 2024 contre 41,6% en 2023, 43,1% en 2022 et 35,9% en 2021.

Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes par nature de dépenses

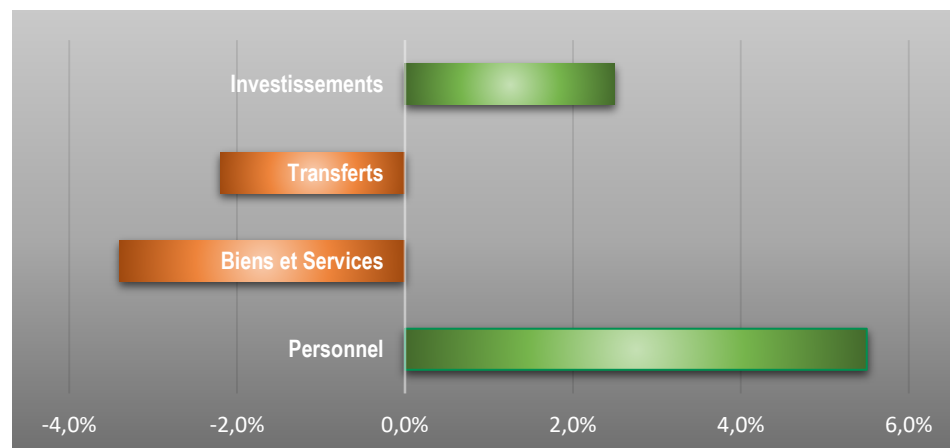
Le taux global d'exécution du budget des programmes est de 94,8% en 2024 contre 93,4% en 2023. Le taux d'exécution par nature de dépenses se présente comme suit :

- 99,9% pour le Personnel contre 100% en 2023, 98% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une hausse de 27,5% entre 2024 et 2021 ;
- 98,8% pour les Biens et Services contre 99,4% en 2023, 95% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une hausse de 3,4% entre 2024 et 2021 ;
- 99,9% pour les Transferts contre 100% en 2023, 99,9% en 2022 et 99,9% en 2021, soit une hausse de 23,4% entre 2024 et 2021 ;
- 89,2% pour les Investissements contre 85,5% en 2023, 90,2% en 2022 et 78,2% en 2021, soit une hausse de 54,1% entre 2024 et 2021.



Source : DGBF

Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes par nature de dépenses entre 2023 et 2024



Source : DGBF

Entre 2023 et 2024, il est constaté une baisse des niveaux de réalisation des dépenses de transferts et de biens et services respectivement de 2,2% et 3,4%.

Les dépenses de personnel et d'investissement ont connu des hausses respectives de 5,5% et de 2,5% entre 2023 et 2024.

II.3.2. Financement global des CST

Tableau 4 : Financement global des CST

| | BUDGET VOTE | BUDGET ACTUEL (a) | EXECUTION (b) | TAUX D'EXECUTION (c) = (b)/(a) |
|--------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| Transferts | 1 300 573 176 811 | 1 222 596 989 710 | 1 222 596 989 710 | 100% |
| Total | 1 300 573 176 811 | 1 222 596 989 710 | 1 222 596 989 710 | 100% |

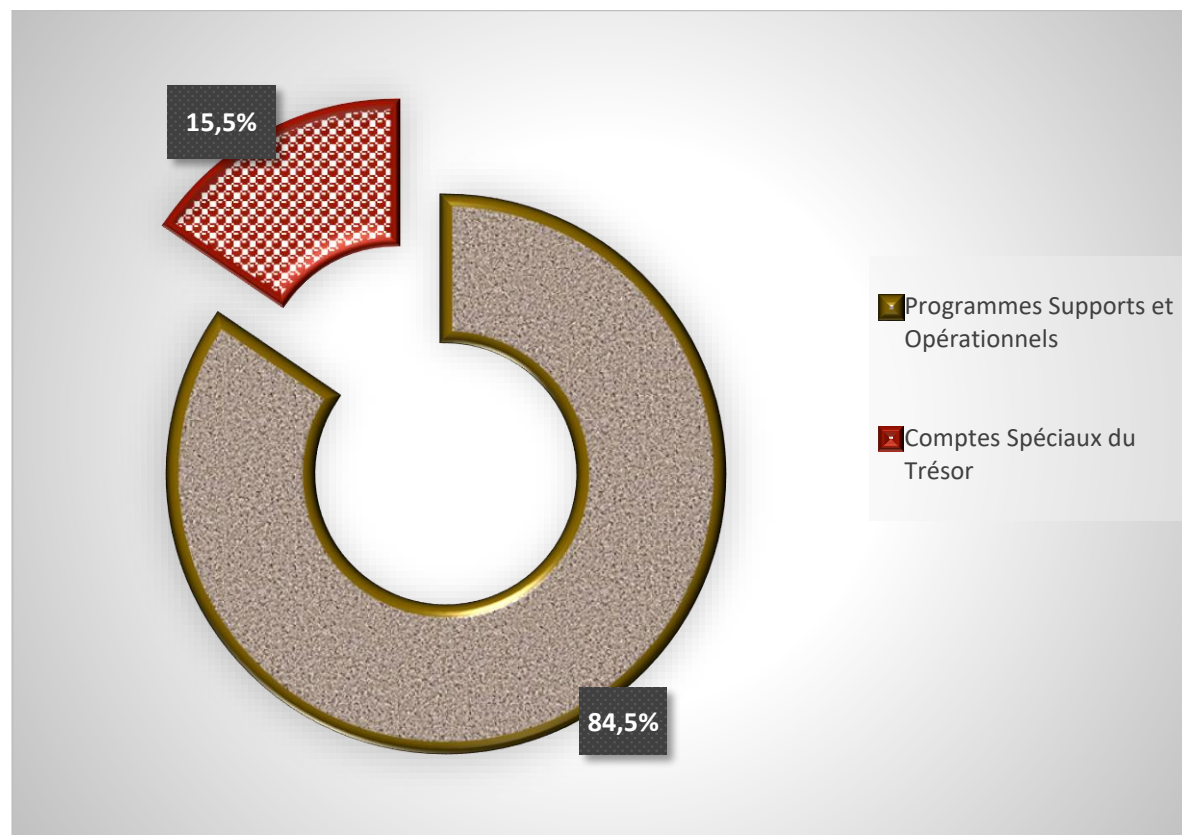
Source : DGBF

Le nombre de CST est passé de 33 en 2023 à 38 en 2024. Cette situation est due à la suppression du CST « Transférer la taxe spéciale » logé au Ministère des Finances et du Budget et la création de six (6) nouveaux CST dans trois (3) ministères. Il s'agit de :

- au titre du Ministère des Transports :
 - Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'AMUGA ;
 - Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'ARTI ;
- au titre du Ministère de la Culture et de la Francophonie :
 - Transférer la taxe sur les jeux de hasard ;
 - Transférer les recettes affectées au Fonds National de l'Industrie Cinématographique (FONSIC) ;
 - Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande (TDVD) / ONAC-CI ;
- au titre du Ministère du Commerce et de l'Industrie :
 - Transférer les recettes affectées au Fonds National pour le Développement des Zones Industrielles.

Pour l'année 2024, le budget voté au titre des Comptes Spéciaux du Trésor est de 1.300.573.176.811 FCFA. Ce montant est passé à 1.222.596.989.710 FCFA au budget actuel contre 1.057.575.372.910 FCFA en 2023 et 742.322.430.227 FCFA en 2022, soit une hausse de 39,3% de 2022 à 2024.

Figure 21 : Répartition du budget entre les programmes « supports et opérationnels » et les CST

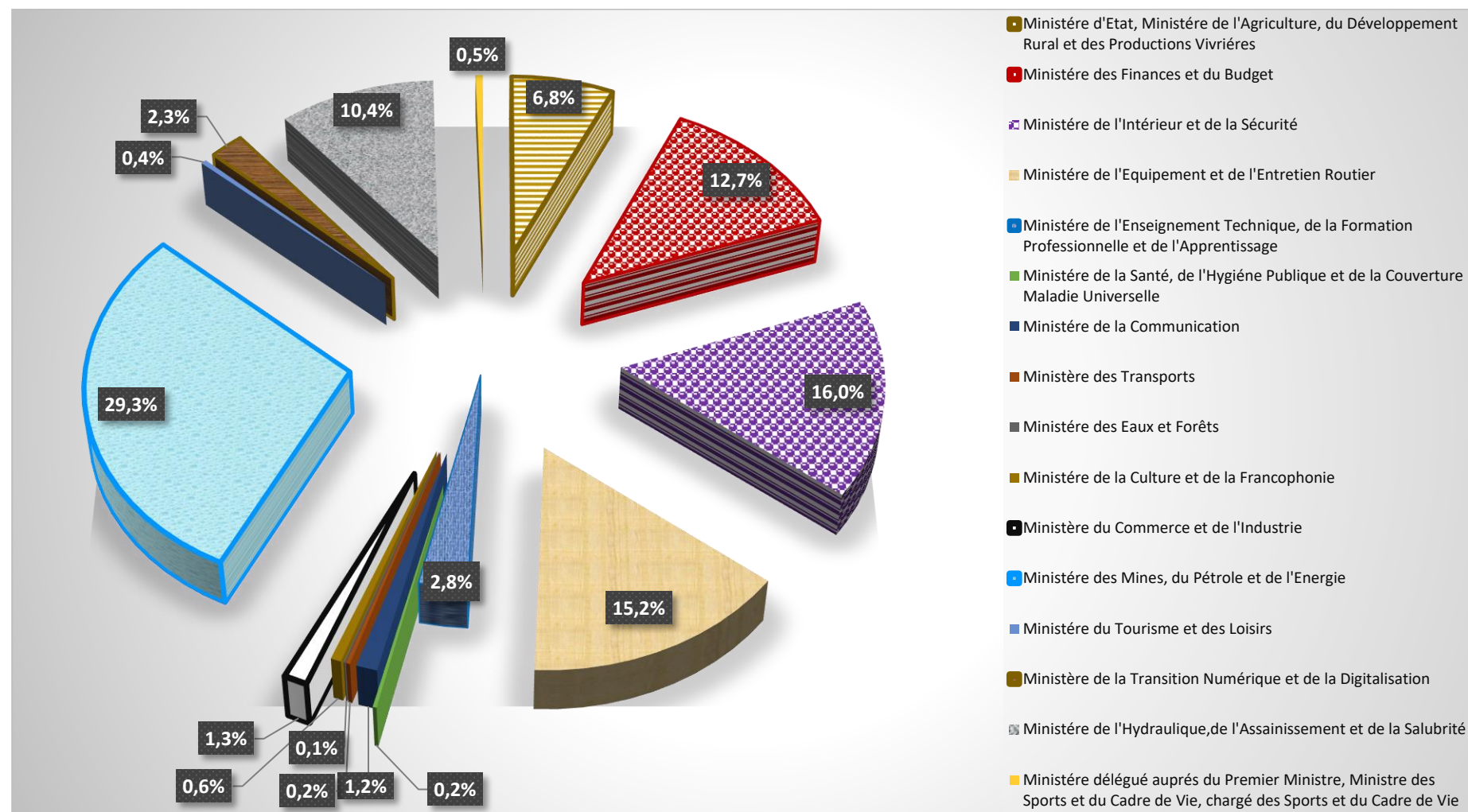


Source : DGBF

En 2024, le budget global des programmes y compris les CST s'élève à 7.890.965.137.823 FCFA. Il est reparti comme suit :

- 6.668.368.148.113 FCFA pour les programmes supports et opérationnels, soit 84,5% contre 86,3% en 2023 et 89,7% en 2022 ;
- 1.222.596.989.710 FCFA pour les Comptes Spéciaux du Trésor, soit 15,5% contre 13,7% en 2023 et 10,3% en 2022.

Figure 22 : Répartition du budget des CST par ministère



Source : DGBF

Les CST des ministères des Mines, du Pétrole et de l'Energie, de l'Intérieur et de la Sécurité, de l'Équipement et de l'Entretien Routier, représentent 60,5% du volume global du budget des CST.

CONCLUSION

Le Rapport Général sur la Performance 2024 a été élaboré à partir des RAP produits par les ministères. L'ensemble des indicateurs des RAP des ministères disposaient de cibles prédéfinies. La complétude des tableaux et la qualité des RAP confirment l'appropriation de l'orthodoxie du budget-programmes par les ministères.

Le RGP 2024 a permis de faire la synthèse de la performance des ministères sur la base de 1030 indicateurs de performance retenus. Cette synthèse fait ressortir un taux moyen de réalisation de 90,2% contre 85,4% en 2023, 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020.

L'évolution constante de l'atteinte des résultats de 2020 à 2024 traduit les efforts du Gouvernement dans la prise en compte des besoins des populations en vue de l'amélioration de leur bien-être à travers la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques.

Ainsi, en rendant compte des actions du Gouvernement, les gestionnaires de crédits respectent les principes de la gestion en mode budget-programmes énoncés dans les différentes lois organiques se rapportant aux Lois de Finances et au Code de Transparence dans la gestion des finances publiques.

En vue de renforcer la culture de la redevabilité dans l'administration publique, plusieurs activités seront menées, notamment la poursuite du renforcement des capacités des acteurs, la sensibilisation et le renforcement du système statistique, la poursuite de l'implémentation du contrôle interne budgétaire et du contrôle de gestion dans l'administration publique et l'élaboration des Rapports Annuels de Performance des programmes Comptes Spéciaux du Trésor à la fin de l'exercice 2025.

ANNEXES

Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|--|---|
| 1-Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance | Primature | |
| | Programme 1 : Renforcement des Capacités | Action 1.1 : Animation et coordination des actions de renforcement des capacités |
| | | Action 1.2 : Valorisation et promotion du capital humain en vue de la transformation économique et sociale |
| | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | | Action 1.5 : Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels |
| | | Action 1.6 : Intensification des missions de prospections économique et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire |
| | Programme 2 : Relation bilatérale | Action 2.1 : Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale |
| | | Action 2.2 : Promotion et suivi des relations bilatérales |
| | Programme 3 : Relation multilatérale | Action 3.1 : Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale |
| | | Action 3.2 : Suivi de la relation multilatérale |
| | Programme 4 : Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires | Action 4.1 : Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'État |
| | | Action 4.2 : Protection des réfugiés et apatrides |
| | | Action 4.3 : Gestion des affaires juridique, consulaire et de l'Etat civil |
| | Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du Ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | Programme 2 : Politiques d'Intégration | Action 2.1 : Libre circulation et intégration monétaire |
| | | Action 2.2 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine |
| | Programme 3: Diaspora | Action 3.1 : Lutte contre la migration irrégulière |
| | | Action 3.2 : Contribution de la diaspora au développement économique |
| | | Action 3.3 : Assistance aux ivoiriens de la diaspora |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|---|
| 2-Défense, Sécurité et Justice | Ministère d'État, Ministère de la Défense | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication |
| | Programme 2 : Défense | Action 2.1 : Coordonner les activités des Armées et des forces spéciales |
| | | Action 2.2 : Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales |
| | | Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale |
| | Programme 3 : Sécurité | Action 3.1 : Coordination des activités des unités et services de la gendarmerie nationale |
| | | Action 3.2 : Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale |
| | | Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale |
| | Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources matérielles et financières du ministère |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Sécurité Intérieure | Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de Police |
| | | Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police |
| | | Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens |
| | | Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la Police Nationale |
| | Programme 3 : Décentralisation | Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation |
| | | Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales |
| | | Action 3.3 : Coordination des services des districts autonomes |
| | | Action 3.4 : Coordination des services des régions |
| | | Action 3.5 : Coordination des services des communes |
| | | Action 3.6 : Coordination du développement des services généraux dans les districts autonomes |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---------------------------------------|--|
| 2-Défense, Sécurité et Justice (suite) | Programme 3 : Décentralisation | Action 3.7 : Coordination du développement des services généraux dans les régions |
| | | Action 3.8 : Coordination du développement des services généraux dans les communes |
| | | Action 3.9 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts Autonomes |
| | | Action 3.10 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions |
| | | Action 3.11 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes |
| | | Action 3.12 : Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes |
| | | Action 3.13 : Coordination du développement des affaires économiques dans les régions |
| | | Action 3.14 : Coordination du développement des affaires économiques dans les communes |
| | | Action 3.15 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les districts autonomes |
| | | Action 3.16 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions |
| | | Action 3.17 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes |
| | | Action 3.18 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes |
| | | Action 3.19 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions |
| | | Action 3.20 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes |
| | | Action 3.21 : Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes |
| | | Action 3.22 : Coordination du développement de la santé dans les régions |
| | | Action 3.23 : Coordination du développement de la santé dans les communes |
| | | Action 3.24 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les districts autonomes |
| | | Action 3.25 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions |
| | | Action 3.26 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes |
| | | Action 3.27 : Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes |
| | | Action 3.28 : Coordination du développement de l'enseignement dans les régions |
| | | Action 3.29 : Coordination du développement de l'enseignement dans les communes |
| | | Action 3.30 : Coordination du développement de la protection sociale dans les districts autonomes |
| | | Action 3.31 : Coordination du développement de la protection sociale dans les régions |
| | | Action 3.32 : Coordination du développement de la protection sociale dans les communes |
| | | Action 3.33 : Coordination et suivi des activités des collectivités territoriales |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|---|--|
| 2-Défense, Sécurité et Justice (suite et fin) | Programme 4 : Administration territoriale et identification | Action 4.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du Territoire |
| | | Action 4.2 : Modernisation du processus d'identification des populations |
| | | Action 4.3 : Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'État |
| | Programme 5 : Protection civile | Action 5.1 : Renforcement de la protection civile |
| | | Action 5.2 : Information et sensibilisation |
| | Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication |
| | Programme 2 : Juridictions | Action 2.1: Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire |
| | | Action 2.2 : Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale |
| | | Action 2.3 : Renforcement de la prise en charge des mineurs en contact avec le système judiciaire |
| | | Action 2.4 : Gestion de la formation et de la documentation |
| | Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs | Action 3.1 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus |
| | | Action 3.2 : Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage |
| | Programme 4 : Droits de l'homme | Action 4.1 : Promotion des Droits de l'Homme |
| | | Action 4.2 : Suivi et protection des droits de l'homme |
| 3-Administration Générale et Développement Économique | Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion du système d'information et de communication |
| | Programme 2 : Fonction Publique | Action 2.1 : Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat |
| | | Action 2.2 : Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|---|--|
| 3-Administration Générale et Développement Économique (suite) | Programme 3 : Modernisation de l'Administration | Action 3.1 : Conception et promotion des instruments de modernisation de l'administration |
| | | Action 3.2 : Gestion des outils de modernisation et de transformation du service public |
| | | Action 3.3 : Renforcement de la politique de modernisation de l'Administration |
| | | Action 3.4 : Conception et promotion des instruments de modernisation de l'administration |
| | | Action 3.5 : Gestion des outils de modernisation et de transformation de service public |
| | Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Information et communication |
| | Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière | Action 2.1 : Pilotage des politiques économiques et financières |
| | | Action 2.2 : Coordination des activités du programme |
| | | Action 2.3 : Gestion efficiente des ressources du programme |
| | | Action 2.4 : Promotion et coopération économiques régionales et internationales |
| | Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation | Action 3.1 : Pérennisation des réflexions prospectives |
| | | Action 3.2 : Réalisation de la planification stratégique |
| | | Action 3.3 : Programmation des investissements publics |
| | | Action 3.4 : Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'État |
| | Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local | Action 4.1 : Mise en place des outils d'aménagement du territoire |
| | | Action 4.2 : Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire |
| | | Action 4.3 : Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local |
| | Programme 5 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques | Action 5.1 : Gestion de l'aide et du partenariat |
| | | Action 5.2 : Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux |
| | | Action 5.3 : Gestion des statistiques |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|--|--|
| 3-Administration Générale et Développement Économique (suite) | Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Information et communication |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | Programme 2 : Portefeuille de l'État | Action 2.1 : Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE |
| | | Action 2.2 : Gestion active du portefeuille de l'État |
| | | Action 2.3 : Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques |
| | Ministère des Finances et du Budget | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Animation et coordination des activités du ministère |
| | | Action 1.2 : Information et communication |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.5 : Gestion des contentieux de l'État |
| | | Action 1.6 : Contrôle de l'exécution du budget |
| | Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique | Action 2.1 : Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Étranger |
| | | Action 2.2 : Mobilisation des Ressources, règlement des dépenses et tenues de la comptabilité publique |
| | | Action 2.7 : Réglementation, surveillance du secteur financier et amélioration du système d'information financière |
| | Programme 3: Douanes | Action 3.1: Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière |
| | | Action 3.2: Gestion des ressources informatiques |
| | | Action 3.3: Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux |
| | | Action 3.4: Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières |
| | Programme 4 : Impôts | Action 4.1 : Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services |
| | | Action 4.2 : Établissement de l'assiette de l'impôt |
| | | Action 4.3 : Contrôle de l'impôt |
| | | Action 4.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes |
| | | Action 4.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|---|
| 3-Administration Générale et Développement Économique (suite et fin) | Programme 5 : Budget | Action 5.1 : Coordination et animation de l'administration budgétaire |
| | | Action 5.2 : Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année |
| | | Action 5.3 : Contrôler les opérations budgétaires de l'État, des établissements publics nationaux et des collectivités décentralisées |
| | | Action 5.4 : Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles |
| | | Action 5.5 : Gestion des systèmes d'information budgétaires |
| | Programme 6 : Marchés Publics | Action 6.1 : Pilotage de l'administration des Marchés Publics |
| | | Action 6.2 : Qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles |
| | | Action 6.3 : Gestion de la formation, de la communication et des systèmes d'information des Marchés Publics |
| | | Action 6.4 : Réglementation, contrôle, suivi et évaluation des opérations des Marchés Publics |
| | Programme 7 : Gestion des Financements | Action 7.1 : Coordination des activités |
| | | Action 7.2 : Négociation et Mobilisation des financements |
| | | Action 7.3 : Optimisation de la gestion des financements et de la Dette |
| | | Action 7.4 : Planification, études et production des données statistiques |
| | | Action 7.5 : Gestion efficiente des ressources |
| 4-Enseignement Formation et Recherche | Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Information et communication |
| | | Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire | Action 2.1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires |
| | | Action 2.2 : Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire |
| | | Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire |
| | | Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire |
| | Programme 3 : Enseignement secondaire général | Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle |
| | | Action 3.2 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général |
| | Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non formelle | Action 4.1 : Gestion de l'alphabétisation |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|--|
| 4-Enseignement Formation et Recherche (suite et fin) | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et Animation |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication |
| | | Action 1.5 : Développement de la démarche qualité du système d'ESRS |
| | Programme 2 : Enseignement supérieur | Action 2.1 : Gestion des universités et des grandes écoles |
| | | Action 2.2 : Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés |
| | | Action 2.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques |
| | | Action 2.4 : Accroissement des infrastructures et équipement des universités et grandes écoles publiques |
| | Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine | Action 3.1 : Pacification de l'environnement universitaire |
| | | Action 3.2 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires |
| | | Action 3.3 : Gestion des Bourses et secours financiers |
| | | Action 3.4 : Amélioration des prestations des restaurants universitaires et la qualité du dispositif sanitaire en milieu universitaire |
| | | Action 3.5 : Promotion des filles et des personnes à mobilité réduite (PMR) en milieu universitaire |
| | Programme 4 : Recherche scientifique et innovation | Action 4.1 : Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation |
| | | Action 4.2 : Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche |
| | | Action 4.3 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures |
| | | Action 4.4 : Renforcement du niveau de financement de la recherche et de l'innovation |
| | | Action 4.5 : Promotion des résultats de la recherche |
| | Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Information et communication |
| | | Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage | Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue |
| | | Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle |
| | | Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage |
| | Programme 3 : Enseignement secondaire technique | Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire technique |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|-----------------------------|--|--|
| 5-Santé et Actions Sociales | Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Information et communication |
| | | Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières |
| | Programme 2 : Promotion de la Femme et de l'approche genre | Action 2.1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre |
| | | Action 2.2 : Développement des approches de lutte contre les VBG |
| | | Action 2.3 : développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural |
| | | Action 2.4 : Renforcement de l'autonomisation de la femme |
| | Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille | Action 3.1 : Promotion des conditions de bien-être familial |
| | | Action 3.2 : Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles |
| | Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables | Action 4.1 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables |
| | | Action 4.2 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et les violences faites aux enfants |
| | Programme 5 : Autonomisation des femmes | Action 5.1: Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat |
| | | Action 5.2 : Appui aux projets d'entrepreneuriat des femmes |
| | Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication |
| | Programme 2 : Emploi | Action 2.1: Conception et suivi de la Politique d'Emploi |
| | | Action 2.2 : Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi |
| | | Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables |
| | Programme 3 : Travail | Action 3.1: Conception et suivi de la politique générale du Travail |
| | | Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail |
| | | Action 3.3: Dialogue social |
| | | Action 3.4: Lutte contre le travail des enfants |
| | Programme 4 : Protection sociale | Action 4.1: Assistance des groupes vulnérables |
| | | Action 4.2: Mise en œuvre de la sécurité sociale et mutualité |
| | | Action 4.3: Formation des travailleurs sociaux |
| | | Action 4.4: Conception et suivi de la politique générale de protection sociale |
| | | Action 4.5: Protection des groupes vulnérables |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|--|
| 5-Santé et Actions Sociales (suite et fin) | Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Renforcement de la coordination et de l'animation des activités du ministère |
| | | Action 1.2 : Amélioration de la planification, de la programmation, des statistiques et du suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Développement du système informatique et de communication |
| | | Action 1.4 : Renforcement de la gestion des ressources du Ministère |
| | | Action 1.5 : Amélioration des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre |
| | Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire | Action 2.1 : Coordination et suivi des actions d'assistance aux ménages en détresses et sinistrées |
| | | Action 2.2 : Assistance aux ménages en détresses et sinistrées |
| | | Action 2.3 : Renforcement du mécanisme national de veille et d'alerte en matière de solidarité et de cohésion sociale |
| | | Action 2.4 : Renforcement des mécanismes de coordination, d'assistance et du suivi des personnes victimes de traite et de trafic illicite des migrants |
| | | Action 2.5 : Faire le promotion de l'économie sociale et solidaire |
| | Programme 3 : Lutte contre la pauvreté | Action 3.1 : Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales |
| | | Action 3.2 : Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire |
| | | Action 3.3 : Opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU) |
| | Programme 4 : Cohésion Nationale | Action 4.1 : Prévention et gestion des conflits |
| | | Action 4.2 : Sécurité Humaine |
| | | Action 4.3 : Unité Nationale |
| | Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources du Ministère |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité | Action 2.1 : Réhabilitation, extension, rééquipement et maintenance des infrastructures sanitaires |
| | | Action 2.2 : Construction, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires |
| | | Action 2.3 : Amélioration de la disponibilité des médicament, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la nouvelle PSP et au niveau périphérique |
| | | Action 2.4 : Prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide (de base du premier niveau de référence et EPN hospitaliers) |
| | | Action 2.5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé |
| | Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie | Action 3.1 : Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme, la tuberculose et l'hépatite virale |
| | | Action 3.2 : Renforcement des interventions de prévention contre les autres maladies transmissibles et non-transmissibles et les maladies tropicales négligées |
| | | Action 3.3 : Amélioration de la prévention de la santé et l'hygiène publique et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles |
| | | Action 3.4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|--|--|
| 6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs | Ministère de la Communication | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Gestion du système d'Information et communication |
| | Programme 2 : Communication et médias | Action 2.1 : Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire |
| | | Action 2.2 : Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle |
| | | Action 2.3 : Régulation du secteur de la communication et des médias |
| | Ministère de la Culture et de la Francophonie | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives | Action 2.1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles |
| | | Action 2.2 : Promotion du livre et de la lecture publique |
| | | Action 2.3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants |
| | | Action 2.4 : Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles |
| | Programme 3 : Patrimoine culturel | Action 3.1 : Inventaire du patrimoine culturel national |
| | | Action 3.2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national |
| | | Action 3.3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national |
| | Programme 4 : Enseignement artistique et culturel | Action 4.1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel. |
| | | Action 4.2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel |
| | | Action 4.3 : Développement du système de formation artistique et culturelle |
| | Programme 5 : Francophonie | Action 5.1 : Promotion de la Francophonie |
| | Ministère du Tourisme et des Loisirs | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 11 : Coordination et animation |
| | | Action 12 : Information et communication |
| | | Action 13 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 14 : Gestion des ressources du Ministère |
| | Programme 2 : Tourisme | Action 2.1 : Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur |
| | | Action 2.2 : Suivi des services extérieurs du Ministère du tourisme |
| | | Action 2.3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur |
| | | Action 2.4 : Incitation des résidents à la consommation touristique |
| | | Action 2.5 Renforcement des capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération |
| | | Action 2.6 : Amélioration de la visibilité de la destination Cote d'Ivoire |
| | Programme 3 : Loisir | Action 3.1 : Construction et mise à niveau d'infrastructures de loisirs |
| | | Action 3.2 : Promotion des jeux traditionnels |
| | | Action 3.3 : Vulgarisation de la pratique des loisirs |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|--|
| 6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs(suite et fin) | Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination de la politique du secteur jeunesse |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Information et communication |
| | | Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation |
| | Programme 2 : Promotion de la jeunesse | Action 2.1 : Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes |
| | | Action 2.2 : Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes |
| | | Action 2.3 : Promotion des institutions socio-éducatives des jeunes |
| | Programme 3 : Emploi des jeunes | Action 3.1 : Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune |
| | | Action 3.2 : Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes |
| | Programme 4 : Service civique | Action 4.1 : Promotion de la culture civique, citoyenne et du volontariat des jeunes |
| | | Action 4.2 : Construction, réhabilitation et opérationnalisation des Centres de Services Civique (CSC) |
| | Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination de la politique du sport |
| | | Action 1.2 : Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques |
| | | Action 1.3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines |
| | | Action 1.4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine |
| | Programme 2 : Sport | Action 2.1 : Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives |
| | | Action 2.2 : Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous |
| | | Action 2.3 : Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau |
| 7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs | Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion du domaine public de l'Etat |
| | | Action 1.5 : Information et communication |
| | Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts | Action 2.1 : Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières |
| | | Action 2.2 : Construction de nouvelles routes |
| | | Action 2.3 : Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art |
| | | Action 2.4 : Construction des ouvrages d'art |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|--|--|
| 7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite) | Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation du ministère |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Hydrocarbures | Action 2.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures |
| | | Action 2.2 : Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers |
| | | Action 2.3 : Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier |
| | Programme 3 : Énergie | Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie |
| | | Action 3.2 : Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique |
| | | Action 3.3 : Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie |
| | | Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques |
| | Programme 4 : Mines et géologie | Action 4.1 : Contrôle et suivi de l'application de la législation minière |
| | | Action 4.2 : Gestion des informations géologiques et minières |
| | | Action 4.3 : Assainissement de l'exploitation minière |
| | | Action 4.4 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des mines et géologie |
| | Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Foncier et urbanisme | Action 2.1 : Conception et suivi des politiques de planification urbaine |
| | | Action 2.2 : Gestion du foncier |
| | | Action 2.3 : Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain |
| | Programme 3 : Construction et maintenance | Action 3.1 : Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs |
| | | Action 3.2 : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs |
| | | Action 3.3 : Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire |
| | | Action 3.4 : Instruction et délivrance du permis de construire |
| | Programme 4 : Logement et cadre de vie | Action 4.1 : Production et accès au logement abordable |
| | | Action 4.2 : Amélioration du cadre de vie |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|--|---|
| 7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite et fin) | Ministère des Transports | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et Animation |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Transport aérien | Action 2.1 : Coordination et suivi des activités du transport aérien |
| | | Action 2.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires |
| | | Action 2.3 : Renforcement de la sécurité et de la sûreté |
| | | Action 2.4 : Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs |
| | Programme 3 : Transport terrestre | Action 3.1 : Coordination et suivi des activités du transport terrestre |
| | | Action 3.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre |
| | | Action 3.3 : Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire |
| | | Action 3.4 : Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports |
| | Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes | |
| | Programme 4 : Transport maritime et fluvio-lagunaire | Action 4.1 : Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritime |
| | | Action 4.2 : Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime |
| | | Action 4.3 : Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime |
| | Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.3 : Etudes, planification, suivi, évaluation des activités du Ministère |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | Programme 2 : Economie numérique et poste | Action 2.1 : Développement du secteur économie numérique |
| | | Action 2.2 : Modernisation et développement du secteur postal |
| 8-Production, Développement Industriel et Commercial | Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Animation et coordination du Ministère |
| | | Action 1.2 : Information et communication |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.5 : Amélioration de la formation professionnelle agricole |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|--|---|
| 8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire | Action 2.1 : Elaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et sécurité alimentaire |
| | | Action 2.2 : Amélioration de l'accès aux semences certifiées et intrants homologués |
| | | Action 2.3 : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation |
| | | Action 2.4 : Dynamisation des productions alimentaires végétales |
| | | Action 2.5 : Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle |
| | | Action 2.6 : Dynamisation des programmes de la recherche agricole et du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole |
| | Programme 3 : Développement rural | Action 3.1 : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural |
| | | Action 3.2 : Equipement rural et maîtrise de l'eau |
| | | Action 3.3 : Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles |
| | | Action 3.4 : Sécurisation du domaine foncier rural |
| | | Action 3.5 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux |
| | | Action 3.6 : Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation |
| | | Action 3.7 : Renforcement du cadre incitatif pour le développement des agro-industries |
| | Programme 4 : Promotion de la riziculture | Action 4.1 : Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques |
| | | Action 4.2 : Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles |
| | | Action 4.3 : Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité |
| | | Action 4.4 : Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation |
| | | Action 4.5 : Amélioration du cadre de régulation dans la filière rizicole |
| | Ministère du Commerce et de l'Industrie | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information du ministère |
| | | Action 1.4 : Gestion des ressources humaines |
| | | Action 1.5 : Gestion des ressources matérielles et financières |
| | | Action 1.6 : Gestion de la communication et des activités du Ministère |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|---|---|--|
| 8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Programme 2 : Commerce intérieur | Action 2.1 : Renforcement de la promotion des activités commerciales |
| | | Action 2.2 : Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale, de la consommation et de la stratégie de lutte contre la vie chère |
| | | Action 2.3 : Coordination des activités de modernisation du Commerce intérieur et de lutte contre la vie chère |
| | | Action 2.4 : Renforcement des contrôles en matière de métrologie légale, de contrôle qualité et de répression des fraudes |
| | | Action 2.5 : Contribution à la création d'infrastructures commerciales de mise à marchés modernes |
| | Programme 3 : Commerce extérieur | Action 3.1 : Mise en œuvre de la politique commerciale et de la régulation des échanges |
| | | Action 3.2 : Développement des accords commerciaux et du commerce électronique |
| | | Action 3.3 : Développement et promotion des exportations |
| | | Action 3.4 : Assistance aux structures d'import/export |
| | Programme 4 : Industrie | Action 4.1 : Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité |
| | | Action 4.2 : Renforcement de la restructuration et de la mise à niveau |
| | | Action 4.3 : Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels |
| | | Action 4.4 : Renforcement de l'innovation technologique des entreprises industrielles |
| | | Action 4.5 : Renforcement des mesures d'incitations à l'investissement industriel |
| | | Action 4.6 : Renforcement des travaux de création de nouvelles infrastructures industrielles |
| | | Action 4.7 : Développement des réformes sectorielles |
| | | Action 4.8 : Incitation des investissements nationaux dans le secteur industriel |
| | Programme 5 : PME et Artisanat | Action 5.1 : Coordination, encadrement et appui à l'artisanat |
| | | Action 5.2 : Renforcement de la promotion de l'artisanat et de la mutualité |
| | | Action 5.3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux |
| | | Action 5.4 : Financement de l'activité artisanale |
| | | Action 5.5 : Assistance et amélioration de la compétitivité des PME |
| | | Action 5.6 : Renforcement de la promotion des PME |
| | | Action 5.7 : Opérationnalisation de Côte d'Ivoire PME |
| | | Action 5.8: Recensement et enregistrement des acteurs du secteur informel |
| | | Action 5.9 : Renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques des entrepreneurs |
| | | Action 5.10 : Promotion de la culture entrepreneuriale |
| | | Action 5.11 : Promotion des Start-Up |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|--|--|
| 8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite et fin) | Ministère des Ressources Animales et Halieutiques | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | Programme 2 : Développement des productions animales | Action 2.1 : Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance |
| | | Action 2.2 : Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage |
| | Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques | Action 3.1 : Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques |
| | | Action 3.2 : Préservation et gestion des ressources halieutiques |
| | Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire | Action 4.1 : Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties |
| | | Action 4.2 : Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments |
| 9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature | Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation des activités du ministère |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières |
| | | Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la documentation |
| | | Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et statistiques |
| | Programme 2 : Environnement et développement durable | Action 2.1 : Renforcement de la lutte contre la pollution des matrices environnementales |
| | | Action 2.2 : Promotion du développement durable |
| | | Action 2.3 : Gestion durable des Aires Protégées et de la Biodiversité |
| | | Action 2.4 : Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations |
| | | Action 2.5 : Renforcement de la lutte contre le changement climatique et la résilience des populations |
| | Ministère des Eaux et Forêts | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination et animation |
| | | Action 1.2 : Planification, programmation, et suivi-évaluation |
| | | Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles |
| | | Action 1.4 : Information et communication |
| | | Action 1.5 : Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau |

| MISSIONS | PROGRAMMES | ACTIONS |
|--|---|--|
| 9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature(suite et fin) | Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières | Action 2.1 : Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat |
| | | Action 2.2 : Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural |
| | | Action 2.3 : Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières |
| | | Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers |
| | | Action 2.5 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières |
| | Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques | Action 3.1 : Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques |
| | | Action 3.2 : Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses |
| | | Action 3.3 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques |
| | Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau | Action 4.1 : Instruction de dossiers de demande d'autorisation de prélèvement d'eau |
| | | Action 4.2 : Elaboration d'une carte de dégradation des états de surface |
| | Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Action 1.1 : Coordination, animation et coopération |
| | | Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières, matérielles et humaines |
| | | Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation |
| | | Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication |
| | Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine | Action 2.1 : Sécurisation des ressources en eau |
| | | Action 2.2 : Système d'hydraulique urbaine |
| | | Action 2.3 : Système d'hydraulique villageoise |
| | | Action 2.4 : Système d'hydraulique villageoise améliorée |
| | Programme 3 : Assainissement et drainage | Action 3.1 : Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural |
| | | Action 3.2 : Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage |
| | Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances | Action 4.1 : Réduction des nuisances |
| | | Action 4.2 : Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets |

Source : Annexe 4 : DPPD-PAP 2024-2026

Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|---|--|-------------------|----------------|------------------|
| Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance | Primature | | | | | |
| | Programme 1 : Renforcement des capacités | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des actions de renforcement des capacités | Nombre d'instruments (Cadre institutionnel, documents stratégiques de coordination) fonctionnels | Nbre | 1 | 1 |
| | | | Proportion des actions de Renforcement de Capacités coordonnées | % | 70 | 75 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Développer les capacités nationales | Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues du secteur public | % | 89 | 114 |
| | | | Proportion de personnes bénéficiaires des actions de Renforcement de Capacités issues du secteur privé | % | 80 | 100 |
| | | | Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues de la société civile | % | 80 | 111 |
| | | | Nombre d'outils de valorisation et de promotion des compétences humaines | Nbre | 2 | 2 |
| | Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | | | | | |
| | Programme 1 : Administration générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère | Taux de réalisation des activités du plan d'action prioritaires | % | 65 | 63,4 |
| | | | Proportion des missions de contrôle, d'audits et d'investigation réalisée | % | 70 | 30 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles | Taux de réalisation du mouvement diplomatique | % | 85 | 79 |
| | | | Taux de mobilisation des financements budgétaires des programmes | % | 52 | 72 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Moderniser les systèmes d'information | Taux de réalisation du projet d'archivages | % | 75 | 74 |
| | | | Proportion des procédures dématérialisées du Ministère | % | 50 | 60 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels | Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire | % | 50 | 51 |
| | | | Taux de réalisation des réunions et conférences internationales préparées et coordonnées | % | 80 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 5 : Renforcer la diplomatie économique | Montant des ressources financières extérieures mobilisées à l'initiative des Ambassades (en milliards de FCFA) | Milliards de FCFA | 1700 | 3732 |
| | | | Proportion de réalisation des missions de prospection en faveur des entreprises ivoiriennes | % | 50 | 80 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|--|---|--|--|-------|----------------|------------------|--|
| Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance (suite) | Programme 2 : Relation Bilatérale | Objectif Spécifique 1 : Renforcer la relation bilatérale | Taux de réalisation des missions des Ambassades à accréditation multiple dans leurs circonscriptions diplomatiques | % | 60 | 77,3 | |
| | | | Nombre de collectivités territoriales assistées, promues et suivies en liaison avec les Ministères techniques. | Nbre | 5 | 9 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les instruments de coopération bénéfiques pour la Côte d'Ivoire | Nombre d'instruments de coopération bilatérale activés et réactivés (commissions mixtes, Accords de Partenariat Stratégique, Traité d'Amitié de Coopération) | Nbre | 5 | 16 | |
| | | | Nombre d'instruments de coopération bilatéraux signés (Traités, accords et conventions). | Nbre | 30 | 61 | |
| | Programme 3 : Relation Multilatérale | Objectif Spécifique 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux | Pourcentage des organisations internationales dans lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions | % | 44 | 44,3 | |
| | | | Nombre de candidats ivoiriens ayant bénéficié du soutien du Gouvernement | Nbre | 2 | 12 | |
| | | | Nombre de cadres nationaux recensés dans les Organisations Internationales | Nbre | 1400 | 1720 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer le suivi des activités des ONG internationales | Nombre d'activités d'aides au développement menées par les ONG internationales | Nbre | 331 | 342 | |
| | | | Taux des rapports d'activités des ONGI collectés | % | 35 | 40 | |
| | Programme 4 : Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés | Délai moyen de traitement des dossiers (visa et carte d'identité diplomatique et consulaire) (jours) | Jours | 5 | 5 | |
| | | | Taux de validation des demandes d'exonérations fiscales et douanières | % | 55 | 60 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité des services des affaires juridiques, consulaires et de l'état civil | Durée de traitement des dossiers d'état civil et authentification | Jours | 5 | 7 | |
| | | | Proportion des Accords soumis à ratification | % | 80 | 43,75 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer l'aide et l'assistance aux réfugiés et apatrides | Nombre de personnes à risque d'apatridie et des apatrides assistées | Nbre | 15 | 476 | |
| | | | Nombre de réfugiés non ivoiriens assistés au rapatriement volontaire | Nbre | 45 | 9 | |
| | Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | | | | | | |
| | Programme 1 : Administration générale | Objectif spécifique 1 : Renforcer la coordination et l'animation du Ministère | Taux de réalisation des réunions de Cabinet | Nbre | 100 | 21 | |
| | | | Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA) | % | 80 | 64 | |
| | | | Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au Gouvernement | Nbre | 2 | 48 | |
| | | | Pourcentage des services rédigeant des rapports d'activités trimestriels | % | 85 | 43 | |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 15 | 34 | |
| | | Objectif spécifique 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère | Taux de réalisation des activités prévues au budget | % | 90 | 96,51 | |
| | | | Taux de satisfaction des besoins en personnel des Services du Ministère | % | 66 | 60 | |
| | | | Taux de couverture en matériel de mobilité des Services du Ministère | % | 18 | 24 | |
| | | | Proportion des agents ayant bénéficié d'au moins une formation | % | 33 | 43 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|---|--|-------------------|----------------|------------------|
| Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance (suite et fin) | Programme 2 : Politiques d'Intégration | Objectif spécifique 1 : Optimiser la gouvernance en matière d'intégration africaine | Nombre d'instruments organiques de gouvernance fonctionnels | Nbre | 2 | 1 |
| | | | Nombre d'instruments de gouvernance évalués. | Nbre | 2 | 0 |
| | | | Nombre d'entreprises ivoiriennes assistées et accompagnées sur les marchés africains | Nbre | 6 | 0 |
| | | Objectif spécifique 2 : Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire | Taux de mise en œuvre du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025 | % | 28 | 28 |
| | | | Nombre d'agréments au SLE CEDEAO délivrés aux entreprises | Nbre | 25 | 28 |
| | | | Taux de mise en œuvre de la stratégie des Accords de Partenariat Économique intérimaires (APEi) | % | 60 | 50 |
| | | | Nombre de nouveaux produits éligibles aux Règles d'Origine | Nbre | 55 | 60 |
| | | | Taux d'utilisation des préférences APE-UE | % | 70 | 70 |
| | | | Taux d'utilisation des préférences APE-RU | % | 65 | 65 |
| | | | Taux de mise en œuvre du projet d'appui à la coopération en matière de résilience climatique des populations des zones frontalières /CILSS | % | 20 | 3 |
| | | | Taux d'acteurs formés à l'outil HEA/ECOAGRIS (Analyse de l'économie des Ménages) | % | 9 | 0 |
| | Programme 3 Diaspora | Objectif spécifique 1 : Lutter contre la migration irrégulière | Nombre de personnes sensibilisées à la lutte contre la migration irrégulière | Nbre | 8000 | 9000 |
| | | | Taux de comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière installés | Fraction | 20/31 | 0 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer une meilleure assistance sociale aux Ivoiriens de la Diaspora | Taux de mise en œuvre des recommandations de la Diaspora (sur les deux années après le Forum) | % | 60 | 0 |
| | | | Proportion d'ivoiriens de la diaspora en situation de détresse assistés | % | 78 | 100 |
| | | Objectif spécifique 3 :Promouvoir la contribution de la diaspora au développement économique de la Côte d'Ivoire | Montant des transferts de la Diaspora (en milliards en francs CFA) | Milliards de FCFA | 185 | 600 |
| | | | Taux d'ivoiriens de la Diaspora ayant des compétences mobilisées et valorisées | % | 75 | 65 |
| Défense, Sécurité et Justice | Ministère d'État, Ministère de la Défense | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère | Proportion de réunion de suivi de la stratégie du Programme tenues | % | 88 | 90 |
| | | | Taux de réalisation des activités en matière de législation | % | 88 | 86 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère | Taux de traitement des requêtes de maintenances des engins fluvio-lagunaires et navires | % | 77 | 100 |
| | | | Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimé par les structures | % | 84 | 85 |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 92 | 96 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la logistique du Ministère | Taux de réalisation des infrastructures | % | 68 | 70 |
| | | | Taux de réparation des véhicules et engins spécifiques de l'administration centrale | % | 80 | 82 |
| | | | Taux d'acquisition des équipements militaires | % | 68 | 95 |
| | | | Taux de collecte des données | % | 76 | 100 |
| | | | | | | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|--------------------------------------|--|---|--|---|---|------------------|-----|
| Défense, Sécurité et Justice (suite) | Programme 2 :Défense | Objectif spécifique 1 : Améliorer les conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire | Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues | % | 87 | 89 | |
| | | | Taux de réalisation des activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales | % | 82 | 78 | |
| | | | Taux de couverture des centres de santé des Armées et des Forces Spéciales. | % | 67 | 0 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales | Proportion d'éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures | % | 87 | 88 | |
| | | | Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales | % | 87 | 86 | |
| | | | Taux de traitement des besoins en équipements et en matériels des Armées et des Forces Spéciales. | % | 67 | 69 | |
| | | | Objectif Spécifique 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale | Proportion des forces de défense formées aux missions extérieures | % | 87 | 92 |
| | | | | Proportion des Forces de Défense déployées en missions extérieures | % | 95 | 100 |
| | | | Programme 3 : Sécurité | Objectif spécifique 1 : Améliorer les conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme Spécialisées | Taux de réalisation des activités du plan d'actions | % | 90 |
| | Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme | % | | | 75 | 100 | |
| | Taux de couverture des centres de santé de la Gendarmerie | % | | | 85 | 0 | |
| | Objectif Spécifique 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des unités et services de la Gendarmerie | Taux de satisfaction en besoin d'équipements et en matériels | | % | 75 | 100 | |
| | | Proportion de gendarmes formés spécifiquement | | % | 70 | 99 | |
| | Objectif Spécifique 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale | Nombre de gendarmes déployables en missions extérieures | | Nombre | 550 | 77 | |
| | | Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en mission de maintien de la paix | | % | 87 | 100 | |
| | | Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) | | Nbre | 1 | 1,3 | |
| | | Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | | | | | |
| | Programme 1: Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures | Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA) | % | 98 | 98 | |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 99 | 99,07 | |
| | | | Taux de missions d'inspection et de contrôle | % | 50 | 58,50 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières | Taux d'acteurs formés au Budget-Programme | % | 85 | 85 | |
| | | | Taux de satisfaction des besoins en personnel de sécurité | % | 84 | 70 | |
| | | | Taux d'utilisateurs formés au SIGRHAT | % | 15 | 83 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de planification, d'information, de communication du Ministère et d'Archivage National | Taux de structures disposant d'un plan d'actions | % | 100 | 100 | |
| | | | Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'Etat- Civil | % | 75 | 80 | |
| | | | Taux de missions d'assistance-conseil réalisées en matière d'Archivage | % | 60 | 60 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|---|---|---|----------|-------------------------------|-------------------------------|
| Défense, Sécurité et Justice (suite) | Programme 2 : Sécurité Intérieure | Objectif Spécifique 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité | Ratio Fonctionnaires de Police sur Population urbaine | Ratio | 1 policier pour 630 habitants | 1 policier pour 571 habitants |
| | | | Taux de policiers logés par l'État | % | 93 | 95,95 |
| | | | Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue | % | 85 | 130 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité | Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS) | Nbre | 1,2 | 1,33 |
| | | | Taux de policiers dotés en armes automatiques individuelles | % | 82 | 85,41 |
| | | | Proportion de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection | % | 12/12 | 12/12 |
| | | | Proportion de Commissariats de Police construits | % | 12/20 | 12/20 |
| | | | Proportion d'armes obsolètes détruites parmi les armes identifiées | % | 3000/5000 | 3541/5000 |
| | Programme 3 : Décentralisation | Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation | Nombre de textes législatifs et réglementaires de la décentralisation élaborés | Nbre | 3 | 12 |
| | | | Nombre d'élus locaux formés sur le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation | Nbre | 232 | 232 |
| | | | Taux de Collectivités Territoriales figurant dans l'atlas de la coopération décentralisée | % | 5 | 24 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Accroître les capacités des structures d'encadrement des collectivités | Nombre d'agents de tutelle formés | Nbre | 60 | 60 |
| | | | Nombre de membres du corps préfectoral formés | Nbre | 31 | 57 |
| | | | Nombre de documents renseignés dans le Système de Gestion Intégrée et d'Archivage Numérique des Collectivités Territoriales Ivoiriennes (SYGIDAN-CTI) | Nbre | 1392 | 1392 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de gestion économique, financière et fiscale des Collectivités Territoriales | Nombre de missions d'assistance-conseil effectuées | Nbre | 7 | 7 |
| | | | Nombre de missions de contrôle et d'inspection effectuées | Nbre | 2 | 2 |
| | | | Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique | % | 47/232 | 47/232 |
| | | | Nombre de collectivités dont les capacités ont été renforcées | Nbre | 232 | 232 |
| | Programme 4 : Administration Territoriale et Identification | Objectif Spécifique 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des Autorités Préfectorales | Proportion des résidences des Autorités Préfectorales réhabilitées | Fraction | 15/20 | 15/20 |
| | | | Proportion de bureaux des Sous-préfectures et Préfectures réhabilités | Fraction | 11/20 | 11/20 |
| | | | Taux d'Autorités Préfectorales dotées en véhicule de commandement | % | 55 | 85,92 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'État-Civil et de l'identification | Taux d'enrôlement pour la Carte Nationale d'Identité (CNI) | % | 95 | 78,74 |
| | | | Taux d'enrôlement pour la carte de résident | % | 40 | 38,54 |
| | | | Taux de production des titres d'identité (CNI) | % | 95 | 85,91 |
| | | | Taux de production des titres d'identité (carte de résident) | % | 40 | 97,59 |
| | | | Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil | % | 90 | 78,84 |
| | | | Taux de déploiement de la solution Flux migratoire | % | 45 | 0 |
| | | | Taux de déploiement de la solution Flux migratoire | % | 45 | 0 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer l'encadrement de la vie culturelle et promouvoir la laïcité de l'Etat | Nombre de rencontre avec les guides religieux (table ronde) | Nbre | 2 | 2 |
| | | | Nombre d'attestations d'existence légale délivrées | Nbre | 50 | 50 |
| | | | Taux de pèlerinages encadrés | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|--|--|--|----------|----------------|------------------|
| Défense, Sécurité et Justice (suite) | Programme 5 : Protection Civile | Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre des services de protection Civile | Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits | Fraction | 28/30 | 28/30 |
| | | | Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) équipés | Fraction | 27/30 | 27/30 |
| | | | Nombre d'interventions effectuées | Nombre | 17200 | 20717 |
| | | | Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale | % | 80 | 93 |
| | | | Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue | % | 66 | 66 |
| | | | Taux de pompiers civils dotés de tenues d'interventions | % | 70 | 70 |
| | | Objectifs spécifique 2 : Améliorer le dispositif de prévention des risques | Taux de couverture médiatique des activités d'informations et de sensibilisation sur les risques. | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques effectuées | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre d'activités de préventions effectuées | Nombre | 6000 | 7971 |
| | Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Renforcer la coordination et l'animation du Ministère | Nombre de circulaires et de notes de services rédigés | Nbre | 22 | 23 |
| | | | Nombre de réunions de direction et de séances de travail avec les chefs de cours et de juridictions tenues | Nbre | 43 | 45 |
| | | Objectifs spécifique 2 : Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire | Proportion de structures du Ministère équipées | % | 80 | 85 |
| | | | Taux de satisfaction de besoin en personnel | % | 95 | 96 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Améliorer la transparence et la lisibilité dans la gestion des activités du Ministère | Disponibilité de l'annuaire des statistique judiciaires et pénitentiaires | Nbre | 1 | 1 |
| | | | Disponibilité du rapport du suivi des activités | Nbre | 1 | 1 |
| | Programme 2 : Juridictions | Objectifs spécifique1 : Améliorer l'accès socio- économique et géographique du citoyen au système judiciaire | Nombre de personne ayant bénéficié d'assistance judiciaire | Nbre | 300 | 401 |
| | | | Taux de couverture des départements en juridictions | % | 41,66 | 43,51 |
| | | Objectifs spécifique 2 : Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse | Proportion de juridictions ayant un SPJEJ ouvert et fonctionnel | % | 56,76 | 43,59 |
| | | | Nombre d'enfant en contact avec le système judiciaire pris en charge par les SPJEJ | Nbre | 9 000 | 12 323 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Améliorer la qualité du système judiciaire | Proportion des décisions de justices publiées | % | 20 | 25 |
| | | | Proportion de personnel judiciaire ayant bénéficié d'un renforcement de capacités | % | 42,64 | 50 |
| | | Objectifs spécifique 4 : Encadrer la bonne application de la législation | Nombre d'ateliers de renforcement des capacités organisés | Nbre | 2 | 7 |
| | | | Proportion d'irrégularités relevées à partir des notices transmises par les juridictions | % | 3 | 1,5 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|---|--|--------------|----------------|------------------|
| Défense, Sécurité et Justice (suite et fin) | Programme 3 : Établissements pénitentiaires centres d'observation et de rééducation des mineurs | Objectif spécifique 1 : Améliorer le bien-être des détenus | Coût journalier alimentaire par détenu (ration) | FCFA | 2 400 | 1 650 |
| | | | Nombre de repas servis par jour | Nbre | 3 | 2 |
| | | | Proportion des détenus malades ayant bénéficié des soins | % | 100 | 100 |
| | | Objectifs spécifique 2 : Améliorer le cadre de vie des détenus | Proportion d'établissements répondant aux normes internationales construites | % | 14,7 | 14,7 |
| | | | Proportion d'établissements pénitentiaires réhabilités | % | 58,8 | 8,82 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Renforcer la réinsertion des détenus | Proportion de détenus ayant bénéficié d'une formation en milieu carcéral | % | 45 | 77,77 |
| | Proportion de détenu réinsérées | | % | 10 | 0 | |
| | Programme 4 : Droits de l'Homme | Objectif spécifique 1 : Vulgariser les droits de l'homme | Nombre d'officiers de police judiciaires, de leaders communautaires et membres des organisations de la société civile formés | Nbre | 350 | 481 |
| | | | Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées | Nbre | 3 | 4 |
| | | Objectif spécifique 2 : Veiller à la protection des Droits l'Homme | Proportion de lieux de détentions visités | % | 100 | 140 |
| Proportion de cas de requêtes comportant des allégations de violation des Droits de l'Homme traités | | | % | 90 | 93,33 | |
| Administration Générale et Développement Economique | Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère | Taux de réalisation des réunions de coordination des programmes | % | 90 | 90 |
| | | | Taux de réalisation des activités du plan d'action du ministère | % | 99 | 99 |
| | | | Taux d'exécution des saisines en matière de sanction disciplinaire | % | 85 | 65 |
| | | | Taux d'exécution des saisines en matière de distinction honorifique | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère | Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du Ministère | % | 90 | 90,4 |
| | | | Nombre d'actes de gestion du personnel délivrés | Dénombrement | 3 200 | 3 457 |
| | | | Taux de réalisation des activités prévues dans le budget | % | 97 | 97 |
| | | | Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine | % | 80 | 80 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du Ministère | Pourcentage de services et de directions disposant d'un plan d'actions | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de processus métiers modernisé | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion des activités ayant bénéficié d'une couverture médiatique | % | 80 | 80 |
| | | | | | | |
| | Programme 2 : Fonction Publique | Objectif Spécifique 1 :Gérer le recrutement et la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat | Taux de réalisation des activités planifiées du programme | % | 85 | 86 |
| | | | Taux de réalisation des concours administratifs | % | 95 | 100 |
| | | | Taux des admis aux concours administratifs mis à la disposition des ministères ayant effectivement pris service | % | 85 | 93,63 |
| | | | Taux d'absentéisme des fonctionnaires et agents de l'Etat à leur poste de travail | % | 3,2 | 0,22 |
| | | | Taux de projets d'actes transmis au contrôle financier | % | 98 | 116,68 |
| | | | Taux d'actes administratifs diffusés et archivés | % | 100 | 70,15 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|---|--|--|--|--------------|----------------|------------------|--|
| Administration Générale et Développement Économique (suite) | Programme 2 : Fonction Publique | Objectif Spécifique 2 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique | Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en Côte d'Ivoire | % | 99 | 99,83 | |
| | | | Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat hors Côte d'Ivoire | % | 93 | 94,16 | |
| | | | Proportion d'élèves recrutés, formés et mis à la disposition de l'Administration | % | 99 | 100 | |
| | | | Proportion d'auditeurs formés et mis à la disposition de l'Administration | % | 100 | 100 | |
| | | | Nombre de travaux de recherches menés dans le domaine de l'ingénierie administrative par l'ENA | Dénombrement | 2 | 0 | |
| | | | Proportion de fonctionnaires et agents du secteur privé formés | % | 92 | 92 | |
| | | | Nombre d'auditeurs formés en présentiel et en visioconférence | Dénombrement | 950 | 1345 | |
| | | | Nombre d'accords de partenariat et de conventions signés avec les structures extérieures | Dénombrement | 9 | 10 | |
| | Programme 3 : Modernisation de l'Administration | Objectif spécifique 1 : Promouvoir les instruments de modernisation de l'administration élaborés | Taux de réalisation des réunions de coordination des activités du programme | % | 80 | 80 | |
| | | | Taux de réalisation des activités planifiées du programme | % | 90 | 90 | |
| | | Objectif spécifique 2 : Suivre la mise en place des outils et pratiques de modernisation de l'Administration | Nombre cumulé d'instruments de modernisation de l'Administration mis en place | Dénombrement | 5 | 5 | |
| | | | Nombre cumulé de ministères ayant leurs postes de travail profilés et codifiés | Dénombrement | 8 | 6 | |
| | | | Nombre cumulé de procédures administratives dématérialisées et accessible en ligne | Dénombrement | 300 | 260 | |
| | | | Nombre cumulé de structures administratives utilisant la signature électronique | Dénombrement | 15 | 15 | |
| | | | Nombre de campagne de sensibilisation des usagers clients à l'utilisation des produits de modernisation par an | Dénombrement | 4 | 4 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Contribuer à l'amélioration de la qualité du Service Public | Taux de satisfaction des saisines enregistrées des usagers | % | 90 | 89 | |
| | | | Taux de couverture du pays par les cellules focales de proximité | % | 80 | 100 | |
| | Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement | | | | | | |
| | Programme 1: Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel | Proportion des textes juridiques soumis | % | 80 | 75,26 | |
| | | | Taux de contrôle des services au niveau central, régional et départemental | % | 100 | 83 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Taux de satisfaction en besoins de personnel | % | 97 | 342,86 | |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 97 | 97,17 | |
| | | | Taux de passation des lignes à marchés | % | 100 | 100 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'information et de communication | Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique | % | 45 | 92,57 | |
| | | | Taux de consultation sur la plateforme GED-MPD des documents stratégiques et de planification produits | % | 65 | 100 | |
| | | | Nombre de visites du site web du ministère | Nombre | 50 000 | 0 | |
| | | | Taux de satisfaction des services fournis répondant aux normes de qualité | % | 45 | 0 | |
| | | | Taux de déploiement du logiciel de courrier GEC-MPD | % | 85 | 97,18 | |
| | | | Taux de satisfaction en E-Services des structures du Ministère | % | 45 | 78,94 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|---|---|---------------|----------------|------------------|
| Administration Générale et Développement Économique (suite) | Programme 2: Gestion Macroéconomique et Politique Économique et Financière | Objectif Spécifique 1 : Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire | Proportion des rapports de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais | % | 100 | 100 |
| | | | Écart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel | en point de % | [-1 ; 1] | -0.6 |
| | | | Proportion de modèles Opérationnels actualisés | % | 50 | 0 |
| | | | Proportion des rapports d'études d'impact de politiques économiques transmis dans les délais | % | 50 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale | Proportion de missions de prospection d'investisseurs réalisées sur 1 an en Côte d'Ivoire | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de production de rapport sur la coopération économique bilatérale et multilatérale | % | 100 | 100 |
| | | | Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO) | Jours | 80 | 65 |
| | Programme 3: Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Évaluation | Objectif Spécifique 1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat | Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale) | % | 66 | 91 |
| | | | Proportion de cellules sectorielles de veille produisant de l'information pour la prise de décision | % | 50 | 0 |
| | | | Taux de cellules de veille stratégique installées au niveau régional | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre de rapports trimestriels de veille stratégique produits dans les délais requis | Nombre | 4 | 1 |
| | | | Nombre de nouveaux ministères dotés d'un document de politique en lien avec le PND | Nombre | 20 | 20 |
| | | | Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique | Disponibilité du PIP dans les délais requis | Binaire | 1 | 1 |
| | | | Nombre de rapports de suivi du PND produits dans les délais prescrits (Rapports semestriels et annuels de suivi) | Nombre | 2 | 2 |
| | | | | | | |
| | Programme 4: Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local | Objectif Spécifique 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire | Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place par le MPD | Fraction | 5/7 | 5/7 |
| | | | Proportion cumulée de régions ayant élaboré leur SRADT | Fraction | 13/31 | 6/31 |
| | | | Proportion cumulée de Districts Autonomes ayant élaboré leur schéma directeur | Fraction | 4/14 | 8/14 |
| | | | Proportion cumulée de cadres des collectivités formés par le MPD sur les modules d'aménagement du territoire | Fraction | 65/150 | 66/150 |
| | | | Nombre de sessions de formation organisées par le MPD à l'endroit des cadres des collectivités | Nbre | 2 | 2 |
| | | | Nombre de projets d'aménagement du territoire du MPD en cours ou achevés | Nbre | 1 | 1 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer un développement régional harmonieux | Proportion cumulée des projets privés et PPP réalisées et en cours de réalisation dans les chefs lieu de région (PEC) | Fraction | 100/393 | 110/393 |
| | | | Proportion cumulée des projets PEC inscrits dans le PIP | Fraction | 250/1582 | 255/1582 |
| | | | Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD | Fraction | 14/201 | 7/201 |
| | | | Proportion cumulée des PDL mis en place au niveau régional avec l'appui du MPD | Fraction | 24/31 | 25/31 |
| | | | Proportion cumulée des PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD | Fraction | 50/500 | 50/500 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|--|---|---|------------------------------------|----------------|------------------|
| Administration Générale et Développement Économique (suite) | Programme 5: Coordination de l'aide, Population et Productions Statistiques | Objectif spécifique 1 : Mettre en œuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat | Nombre d'études en matière d'aide et développement réalisées | Nbre | 1 | 1 |
| | | | Nombre de visites annuelles sur la plateforme numérique de gestion des études | Nbre | 600 | 0 |
| | | | Taux de réalisation des activités de mise en place de la base de données des études en matière d'aide et développement | % | 65 | 75 |
| | | | Nombre de partenariats stratégiques établis avec les partenaires non traditionnels | Nbre | 2 | 0 |
| | | | Nombre de revues périodiques des projets et programmes du PNUD organisées | Nbre | 2 | 2 |
| | | | Nombre de projets du PNUD mis en œuvre sous la modalité NIM | Nbre | 6 | 5 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Développer des politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des populations vulnérables | Nombre de rapports sur les activités relatives à l'efficacité de la coopération au développement | Nbre | 1 | 1 |
| | | | Nombre de rapports d'études et de décisions produits | Nbre | 5 | 4 |
| | | | Nombre de rencontres de plaidoyer et de partage d'expérience ou de connaissances organisées | Nbre | 9 | 4 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Améliorer la production statistique | Nombre de sessions de formation sur les défis et enjeux en matière de population et développement organisées | Nbre | 10 | 2 |
| | | | Taux d'efficacité interne ENSEA | % | 80 | 99,40 |
| | | | Taux d'efficacité externe ENSEA | % | 80 | 100 |
| | | | Nombre d'articles et de rapports d'études publiés par l'ENSEA | Nbre | 8 | 16 |
| | | | Proportion de statisticiens dans l'effectif de l'INS | % | 54 | 61,93 |
| | | Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques | Taux de réalisation des activités techniques du plan d'actions opérationnel de l'INS | % | 100 | 88 |
| | | | Nombre d'enquêtes et d'études réalisées par l'INS | Nbre | 20 | 20 |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures | Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA) | % | 100 | 100 |
| | | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat | Taux de paiement des baux courants | % | 68,69 |
| | Taux d'apurement du passif des baux | % | | 75 | 39,78 | |
| | Nombre de dossiers techniques d'immatriculation de biens immobiliers de l'Etat établis | Nombre | | 503 | 946 | |
| | Nombre de biens immobiliers de l'Etat sécurisés administrativement | Nombre | | 50 | 45 | |
| | Nombre de biens immobiliers de l'Etat Evalués | Nombre | | 182 | 182 | |
| | Programme 2 : Portefeuille de l'Etat | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion de l'Administration du Portefeuille de l'Etat | Taux d'exécution du PAS du programme du portefeuille de l'Etat | % | 80 | 96 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Portefeuille de l'État | % | 97 | 100 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer le positionnement du Portefeuille de l'Etat comme un accélérateur de développement | Nombre d'études réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'Etat | Nombre | 2 | 6 |
| | | | Nombre de contrats de performance élaborés par la DGPE | Nombre | 5 | 13 |
| | | | Nombre d'entreprises publiques ayant procédé à la signature d'une lettre de mission entre le Conseil d'Administration et le Directeur Général | Nombre | 26 | 35 |
| | | Objectif spécifique 3 : Améliorer le dispositif de contrôle des entreprises publiques | Taux de réalisation du plan d'audits des entreprises publiques | % | 80 | 100 |
| | | | Taux de réalisation du plan de contrôles opérationnels des entreprises publiques | % | 80 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|---|---|------------|----------------|------------------|
| Administration Générale et Développement Économique (suite) | Ministère des Finances et du Budget | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du Ministère | Taux de réalisation des activités du CONAFIP relevant du cabinet du MBPE | % | 80 | 85 |
| | | | Taux de réalisation du PAS du programme Administration Générale | % | 80 | Sans objet |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières | Taux de couverture des besoins en personnel des programmes | % | 80 | 100 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissements du programme Administration Générale | % | 97 | 98,70 |
| | | Objectif spécifique 3 : Assurer le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat | Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF | Jour ouvré | 6 | 4,72 |
| | Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion des ressources publiques | Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales et non fiscales) | % | 100 | 156,03 |
| | | | Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1 | Mois | 6 | 6 |
| | | | Taux de paiement des factures de moins de 30 millions dans un délai de 30 jours à compter de la prise en charge comptable | % | 100 | 57,2 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Superviser le secteur financier | Taux de mise en œuvre du planning de suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Commission bancaire | % | 95 | 92,4 |
| | | | Taux de rapatriement des recettes d'exportation | % | 95 | 79,8 |
| | | | Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures | % | 95 | 82,86 |
| | | | Proportion de systèmes financiers décentralisés respectant les obligations réglementaires | % | 90 | 97,6 |
| | | | Taux d'exécution des programmes d'audit, de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.) | % | 100 | 99,86 |
| | Programme 3 : Douanes | Objectif spécifique 1 : Mobiliser les recettes douanières | Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières | % | 98 | 98,2 |
| | | Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'administration des douanes | Taux de réalisation du PAS du programme Douane | % | 80 | 90 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Douane | % | 97 | 97,97 |
| | | Objectif spécifique 3 : Renforcer la lutte contre la fraude | Taux de réalisation des contrôles des déclarations en circuit rouge déposées en Douane | % | 80 | 95,1 |
| | | | Taux d'exécution du plan de contrôle après dédouanement | % | 80 | 90,63 |
| | | Objectif spécifique 4 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières | Taux de recouvrement des droits et taxes | % | 95 | 95,1 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|---|---|------------|----------------|------------------|
| Administration Générale et Développement Économique (suite et fin) | Programme 4 : Impôts | Objectif spécifique 1 : Mobiliser les recettes intérieures de l'Etat | Taux de réalisation des objectifs de recettes intérieures | % | 98 | 95,8 |
| | | | Taux de recouvrement de la TVA déclarée | % | 96 | 96,2 |
| | | | Taux de recouvrement des émissions impôts fonciers | % | 80 | 72,1 |
| | | Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'Administration de la DGI | Taux de réalisation du PAS du programme Impôts | % | 80 | 85 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Impôts | % | 97 | 99,58 |
| | | Objectif spécifique 3 : Elargir l'assiette fiscale | Nombre de nouveaux contribuables intégrés dans le fichier des impôts divers | Nbre | 16 000 | 30 576 |
| | | | Taux d'intégration des nouvelles parcelles fiscalisables créées au fichier des impôts fonciers | % | 80 | 82 |
| | | Objectif spécifique 4 : Réduire la fraude fiscale | Taux d'exécution du programme annuel de contrôle | % | 80 | 88,3 |
| | | | Part des recettes issues du contrôle fiscal | % | 3,8 | 6 |
| | Programme 5 : Budget | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion de l'administration budgétaire | Taux de réalisation du PAS du programme Budget | % | 95 | 100 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissements du programme Budget | % | 95 | 99,64 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'État | Taux de réalisation des audits par la Cellule d'Evaluation et d'Audit des Dépenses Publiques (CEADP) | % | 90 | 100 |
| | | | Taux d'élaboration des contrats d'objectif de performance des EPN programmés | % | 80 | Sans objet |
| | | Objectif spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines et la qualité du service | Taux d'exécution du Plan de formation des agents de la DGBF | % | 90 | 100 |
| | | | Délai moyen de traitement des requêtes des opérateurs économiques reçus par la CELIOPE | Jour ouvré | 3 | 1 |
| | | Objectif spécifique 4 : Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires | Nombre de Collectivités Territoriales et Districts Autonomes connectées au système informatique de gestion budgétaire | Nbre | 80 | 83 |
| | Programme 6 : Marchés Publics | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance de l'administration des marchés publics | Taux de réalisation du PAS du programme Marchés Publics | % | 80 | 88,9 |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Marchés Publics | % | 97 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des opérations de passation de marchés publics | Taux de marchés de gré à gré dans les marchés publics | % | 15 | 12,7 |
| | | | Délai moyen de passation des marchés | Jour | 91 | 91 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer l'utilisation des outils de gestion des marchés publics | Taux de réalisation des objectifs annuels de formation des acteurs des marchés publics | % | 95 | 184,53 |
| | Programme 7 : Gestion des Financements | Objectif spécifique 1 : Assurer la Mobilisation des financements | Taux de financements négociés | % | 100 | 80,7 |
| | | | Taux de décaissement des financements extérieurs | % | 80 | 104,4 |
| | | | Taux de couverture des émissions de titres publics | % | 100 | 108,4 |
| | | Objectif spécifique 2. Maintenir la qualité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire | Taux de remboursement de la dette intérieure | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de remboursement de la dette extérieure | % | 100 | 100 |
| | | Objectif statistique 3. Assurer la gestion des informations et des statistiques | Proportion de bulletins statistiques publiés dans le délai réglementaire | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion de Newsletters publiées dans le délai | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|---|---|--|----------|----------------|------------------|
| Enseignement, Formation et Recherche | Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur | Proportion de structures disposant d'un Contrat d'Objectif et de Performance (COP) | Fraction | 345/1038 | 41/1038 |
| | | | Proportion d'outils de gestion opérationnels (FNE, Carte Scolaire Prospective, SPASS, Progiciel des Projets, Contrôle biométrique des élèves, Progiciel de Gestion/ Allocation des ressources, Plateforme d'Affectation et d'Orientation des élèves, CODIPOST, Plateforme des Examens et Concours) | Fraction | 8/9 | 8/9 |
| | | | Taux de vulgarisation des activités réalisées du Ministère | % | 70 | 80 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion financière et la gestion des ressources humaines | Taux d'exécution du budget | % | 94,25 | 99,99 |
| | | | Nombre d'heures moyen de cours hebdomadaires dispensés par enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h) | h | 19,7 | 19,8 |
| | Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire | Ratio élève-maître au primaire public | Ratio | 42,3 | 47 |
| | | | Taux de réussite au CEPE | % | 67,76 | 83,46 |
| | | | Taux de redoublement au primaire | % | 13,80 | 15,80 |
| | | | Taux d'achèvement au primaire | % | 84,52 | 85,24 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire | Taux brut de préscolarisation | % | 11,78 | 11,56 |
| | | | Taux net d'admission au primaire | % | 74,88 | 81,72 |
| | | | Taux net de scolarisation au primaire | % | 95,04 | 96,46 |
| | | | | | | |
| | Programme 3 : Enseignement Secondaire Général | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général | Taux de réussite au BEPC | % | 33,09 | 40,18 |
| | | | Taux de réussite au BAC | % | 33,80 | 34,17 |
| | | | Taux de transition 3è/2nde général | % | 39,75 | 30,74 |
| | | | Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire | % | 70,80 | 81,14 |
| | | | Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire | % | 44,98 | 46,19 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès l'enseignement secondaire général | Taux brut de scolarisation du 1er cycle | % | 79,08 | 82,27 |
| | | | Taux brut de scolarisation au 2nd cycle | % | 45,35 | 39,26 |
| | | | Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle | % | 55,70 | 72,49 |
| | Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non Formelle | Objectif Spécifique 1 : Accroître l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle | Proportion de centres d'alphabétisation ouverts | % | 23 | 34,43 |
| | | | Proportion de classes passerelles ouvertes | % | 24,56 | 127,94 |
| | | | Proportion de SIE éligibles à l'intégration | % | 18,15 | 29,17 |
| | | | Proportion d'alphabétiseurs formés | % | 23,23 | 99,23 |
| | | | Proportion d'apprenants inscrits | % | 25,46 | 35,68 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité des apprentissages | Taux de réussite des apprenants | % | 65 | 100 |
| | | | Taux d'apprenants ayant achevé la formation | % | 75 | 85 |
| | | | Proportion de kits distribués | % | 23 | 38,79 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|---|--|--------|----------------|------------------|
| Enseignement, Formation et Recherche (suite) | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | | | | | |
| | Programme 1 : Administration générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | Proportion de services de l'administration centrale formée à la démarche qualité | % | 60 | 75 |
| | | | Proportion d'équipes qualité mises en place dans les services de l'administration centrale | % | 60 | 25 |
| | | | Taux d'avancement de la mise en place du Système d'informations et de gestion (SIG) | % | 40 | 40 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières | Taux d'encadrement (Ratio Etudiant/Enseignant) | Nombre | 25 | 19 |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 100 | 99,99 |
| | | | Taux de passation des marchés publics | % | 100 | 100 |
| | Programme 2 : Enseignement supérieur | Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités scientifiques et pédagogiques des personnels enseignants chercheurs, chercheurs et PAT | Taux de promotion des enseignants chercheurs et chercheurs au CAMES | % | 92 | 95 |
| | | | Taux de réussite des étudiants dans les universités et grandes écoles publiques | % | 57 | 64,43 |
| | | | Taux d'admissibilité à l'examen du BTS | % | 50 | 38,39 |
| | | | Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours | % | 95 | 100,00 |
| | | Objectif spécifique 2 : Renforcer l'accès à l'Enseignement Supérieur et les équipements scientifiques, pédagogiques et didactiques | Nombre d'UFR équipées en matériels scientifiques, pédagogiques et didactiques | % | 30 | 35 |
| | | | Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants | Nombre | 1 050 | 1 083 |
| | | | Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques | % | 35 | 20,08 |
| | | | Ratio étudiant/salle de TP (Universités et grandes écoles publiques) | Ratio | 28 | 24 |
| | | | Ratio étudiant/salle de TD (Universités et grandes écoles publiques) | Ratio | 25 | 24 |
| | | Objectif spécifique 3 : Réformer les maquettes pédagogiques en lien avec le monde socioprofessionnel scientifiques, pédagogiques et didactiques | Proportion de filières professionnalisantes | % | 25 | 41,91 |
| | | | Taux de mise en stage des diplômés | % | 30 | 36 |
| | | | Proportion des étudiants en formation continue | % | 9 | 9,11 |
| | | | Taux d'insertion des diplômés de l'Enseignement Supérieur | % | 20 | 25 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|---|---|--------|----------------|------------------|
| Enseignement, Formation et Recherche (suite) | Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion des bourses d'études | Proportion d'étudiants boursiers | % | 12 | 14,53 |
| | | | Taux de satisfaction des demandes de bourses éligibles | % | 94 | 93,3 |
| | | | Taux de réussite des étudiants boursiers | % | 70 | 63 |
| | | Objectif spécifique 2 : Améliorer les conditions de vie et de travail en milieu universitaire | Nombre de places assises dans les restaurants universitaires | Nombre | 9106 | 9175 |
| | | | Nombre de repas servis par an | Nombre | 14 654 095 | 14 137 510 |
| | | | Niveau de satisfaction des étudiants | % | 75 | 76 |
| | | | Taux de fréquentation des centres de santé universitaire | % | 47,49 | 47,49 |
| | | | Nombre d'activités sportives et culturelles organisées | Nbre | 6 | 122 |
| | | | Proportion d'étudiants inscrits dans les clubs sportifs et culturels | % | 1,50 | 2,66 |
| | | | Nombre d'agressions sexuelles et de cas de harcèlement | Nombre | 15 | 16 |
| | | | Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence | Nombre | 3 | 18 |
| | | Objectif spécifique 3 : Favoriser le genre et l'équité en milieu universitaire | Pourcentage de filles dans les filières STIM | % | 36,50 | 30,98 |
| | | | Pourcentage de filles dans l'enseignement supérieur | % | 46 | 46,10 |
| | | | Proportion de filles bénéficiant de la bourse d'étude | % | 8,50 | 12,07 |
| | | | Proportion de filles bénéficiant d'un lit en résidence universitaire | % | 5 | 5,30 |
| | | | Taux de réussite des filles dans les universités et grandes écoles publiques bénéficiant de bourses | % | 67 | 50 |
| | | | Proportion d'étudiants en situation de handicap bénéficiant de chambres | % | 5 | 5,20 |
| | | Objectif spécifique 4 : Accroître les capacités infrastructurelles des CROU | Proportion d'étudiants logés | % | 5,89 | 5,89 |
| | | | Ratio étudiant/lit | Ratio | 5 | 8 |
| | | | Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires | % | 17 | 27 |
| | | | Nombre d'infrastructures socio culturelles et sportives fonctionnelles | Nombre | 15 | 56 |
| | | | Proportion des CROU disposant d'un bâtiment administratif | % | 42,86 | 50 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|--|---|--------|----------------|------------------|
| Enseignement, Formation et Recherche (suite) | Programme 4 : Recherche scientifique et innovation | Objectif Spécifique 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation | Niveau de mise en œuvre des Centres d'Excellence Africains (CEA) | % | 100 | 93 |
| | | | Nombre de projets de recherche mis en œuvre dans les structures de recherche sous tutelle | Nombre | 55 | 150 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Accroître et diversifier les sources de financement de la recherche et de l'innovation | Part de l'enveloppe de la recherche et de l'innovation dans le budget du MESRS | % | 7 | 2,48 |
| | | | La part du financement extérieur des activités de recherche dans le budget du MESRS | % | 10 | 0,54 |
| | | | Nombre de projets de recherche et d'innovation financés par les structures nationales de financement | Nombre | 30 | 90 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer les capacités de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche | Nombre de résultats de recherche et d'innovation valorisés | Nombre | 45 | 63 |
| | | | Nombre de résultats de recherche et d'innovation vulgarisés ou primés | Nombre | 21 | 36 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Accroître les capacités infrastructurelles, plateaux techniques du dispositif de recherche et d'innovation | Taux d'exécution physique des projets des centres et instituts de recherche | % | 75 | 75,30 |
| | | | Nombre de fermes agropastorales fonctionnelles | Nombre | 5 | 5 |
| | Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'Enseignement Technique et de la formation Professionnelle | Nombre de textes légaux et réglementaires soumis | Nombre | 5 | 6 |
| | | | Taux de réalisation des réformes inscrites dans la feuille de route du Ministère | % | 100 | 66,67 |
| | | | Taux de réalisation des projets de la feuille de route du Ministère | % | 100 | 65,33 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer la gestion des ressources, humaines, financières, matérielles en matière d'enseignement technique, de Formation Professionnelle et d'apprentissage | Taux d'exécution du budget d'investissement | % | 97,80 | 90,90 |
| | | | Pourcentage d'enseignants du public de l'EFTP en situation de classe, encadrés au cours de l'année | % | 15 | 38,92 |
| | | | Pourcentage du personnel administratif et technique du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités | % | 30 | 34,28 |
| | Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage | Objectif Spécifique 1 : Assurer une formation professionnelle initiale de qualité | Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle initiale | % | 55 | 36,50 |
| | | | Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle initiale | % | 50 | 81,60 |
| | | | Pourcentage annuel des enseignants de spécialités du public ayant bénéficié d'une formation par immersion | % | 1% | 0,70 |
| | | | Nombre de curricula révisés de la formation professionnelle initiale | Nombre | 10 | 10 |
| | | | Pourcentage d'enseignants de la formation professionnelle du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités | % | 10 | 25,09 |
| | | | Pourcentage des enseignants de la Formation Professionnelle du privé ayant suivi une formation pédagogique à l'IPNETP | % | 5 | 9,92 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|--|---|--------|----------------|------------------|
| Enseignement, Formation et Recherche (suite et fin) | Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage (suite et fin) | Objectif Spécifique 2 : Accroître l'accès à la formation professionnelle | Taux de croissance des effectifs de la formation professionnelle | % | 20 | 33 |
| | | | Taux de croissance de la capacité d'accueil dans le public de la formation professionnelle | % | 10 | 13,81 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Déployer l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) | Nombre de personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C | Nombre | 25 000 | 29 117 |
| | | | Proportion de personnes insérées parmi les personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C | % | 85 | 80,43 |
| | | | Nombre de travailleurs certifiés grâce au processus de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) | Nombre | 1 000 | 1 500 |
| | Programme 3 : Enseignement Secondaire Technique | Objectif Spécifique 1 : Accroître l'accès à l'Enseignement Technique | Taux de croissance des effectifs de l'Enseignement Technique | % | 20 | 18,40 |
| | | | Taux de croissance de la capacité d'accueil de l'Enseignement Technique du public | % | 10 | 10,30 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer un Enseignement Technique de Qualité | Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique (Public et Privé) | % | 50 | 65,51 |
| | | | Pourcentage des enseignants de l'enseignement technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacité | % | 15 | 18,12 |
| | | | Pourcentage annuel des enseignants permanents de l'Enseignement Technique privé ayant suivi une formation pédagogique | % | 7 | 9,05 |

| | | | | | | |
|---------------------------|---|---|---|---------|------|--------|
| Santé et Actions Sociales | Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant | | | | | |
| | Programme 1 : Administration générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère | Proportion des structures inspectées | % | 80 | 100 |
| | | | Pourcentage de projets de textes élaborés soumis au SGG | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion de structures socio-éducatives évaluées | % | 80 | 80 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Taux de réalisation du plan de formation du personnel | % | 90 | 100 |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 92 | 85,59 |
| | | Objectif spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'informations et de communication du Ministère | Existence de l'annuaire statistique de l'année N-1 | oui/non | oui | oui |
| | | | Proportion d'application web développées | % | 70 | 80 |
| | Programme 2 :Promotion de la femme et de l'approche genre | Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale | Proportion de régions et districts ayant bénéficié de séances de sensibilisation sur les textes en matière de genre | % | 45 | 78,26 |
| | | | Nombre de cellules genres installées | Nombre | 76 | 71 |
| | | | Proportion d'acteur(e)s clés formé(e)s en matière de genre | % | 67,2 | 154,37 |
| | | | Nombre de femmes disposant de capacités en leadership politique pour les échéances électorales | Nombre | 175 | 786 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|---|--|--|--------|----------------|------------------|
| Santé et Actions Sociales (suite) | Programme 2 :Promotion de la femme et de l'approche genre | Objectif spécifique 2 : Améliorer les mécanismes d'intégration et réinsertion des jeunes filles dans le tissu socio-économique | Proportion d'auditrices ayant terminé leur formation | % | 90 | 94,83 |
| | | | Nombre de femmes ayant bénéficié d'un programme d'alphabétisation dans les IFEF | Nombre | 3 000 | 2 771 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Renforcer les mécanismes de protection contre les VBG | Nombre de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) installées | Nombre | 92 | 94 |
| | | | Nombre de victimes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge | Nombre | 6 500 | 9 607 |
| | | | Pourcentage de femmes victimes de viol ayant bénéficié d'une prise en charge médicale dans le délai de 72 Heures | % | 60 | 49,57 |
| | Programme 3 : Promotion et consolidation de la famille | Objectif Spécifique 1 : consolider les valeurs familiales fondamentales | Nombre de familles vulnérables soutenues | Nombre | 3 000 | 4 039 |
| | | | Nombre de réunifications familiales réalisées | Nombre | 400 | 452 |
| | | | Nombre de familles formées en compétence de vie familiale | Nombre | 2 500 | 28 311 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer le système de protection de la famille | Nombre de textes réglementaires élaborés en matière de protection des familles | Nombre | 5 | 4 |
| | | | Proportion de régions disposant d'une commission locale de la famille | % | 70 | 100 |
| | | | Proportion de communes du district d'Abidjan disposant d'une commission locale de la famille | % | 70 | 100 |
| | Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables | Objectif spécifique 1 : Améliorer la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité | Nombre d'OEV et leur famille bénéficiant de soins et soutiens selon les normes AQ par an | Nombre | 265 000 | 177 717 |
| | | | Proportion d'enfants en situation de rue identifiés ayant bénéficié d'une assistance par an | % | 71 | 90,53 |
| | | | Nombre d'enfants encadrés dans les centres de protection de la petite enfance (CPPE) | Nombre | 18 012 | 19 998 |
| | | | Nombre d'enfants pris en charge dans les Établissements de Protection de Remplacement (EPR) | Nombre | 750 | 589 |
| | | Objectif spécifique 2 : Améliorer les pratiques communautaires en matière de protection de l'enfant | Nombre de localités disposant de mécanismes communautaires de protection des enfants | Nombre | 2 010 | 3 313 |
| | | | Nombre d'enfants victimes de violences et de négligences référés pris en charge | Nombre | 5 203 | 6 641 |
| | Programme 5 : Autonomisation des femmes | Objectif Spécifique 1 : Former et sensibiliser sur le plan économique, social et juridique | Proportion d'organisations de femmes ayant bénéficié de formation sur l'entrepreneuriat | % | 44,55 | 50 |
| | | | Proportion de femmes bénéficiaires de programmes de renforcement de capacité en leadership, management et compétences de vie sociale | % | 28,91 | 32,06 |
| | | Objectif spécifique 2 : Améliorer l'appui financier et matériel apporté aux femmes | Proportion de femmes ayant bénéficié d'appuis pour l'acquisition et l'utilisation de technologies agropastorale, halieutique et artisanale | % | 31,5 | 31,5 |
| | | | Nombre d'organisations féminines ayant bénéficié d'appui en matériels | Nombre | 37 | 115 |
| | | | Nombre de partenariats obtenus avec les structures financières | Nombre | 2 | 3 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|--|---|--|-------|----------------|------------------|
| Santé et Actions Sociales (suite) | Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale | Proportion des structures du ministère inspectées | % | 68 | 93 |
| | | | Proportion des diligences des réunions du cabinet accomplies dans le délai | % | 88 | 90 |
| | | | Taux d'exécution des activités du calendrier des conférences et missions | % | 90 | 92 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 94 | 93 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer la planification, le suivi-évaluation des programmes, projets et activités | Proportion des activités du MEPS budgétisées et exécutées. | % | 66 | 75 |
| | | | Proportion des projets du MEPS suivis et évalués dans le cadre du programme d'investissement Public | % | 30 | 30,1 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Proportion des gestionnaires de crédits formés en matière de gestion des finances publiques | % | 87 | 87 |
| | | | Taux d'implémentation des fiches de postes | % | 50 | 45,04 |
| | | | Pourcentage des contrôles de ponctualité et de présence effectués par la DRH | % | 50 | 20 |
| | Programme 2 : Emploi | Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent | Taux de réalisation des activités du programme Emploi | % | 90 | 96,78 |
| | | | Taux de réalisation des sessions du Comité Emploi | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de personnes vulnérables insérées | % | 100 | 120,75 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi | Taux de réalisation des missions de suivi évaluation des Projets et Programmes en matière d'emploi | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de formalisation des emplois (SNITEF) | % | 100 | 100 |
| | | | Taux d'actualisation du Répertoire des dispositifs d'insertion et du Répertoire des mesures incitatives à la création et au maintien des Emplois | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des activités du programme | % | 78 | 79 |
| | | | Taux de réalisation du PPTD 2023–2027 | % | 25 | 10 |
| | Programme 3 : Travail | Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination des initiatives du secteur Travail | Proportion des entreprises inspectées | % | 35 | 86,35 |
| | | | Taux de grèves évitées (conflits collectifs) | % | 80 | 96 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises formelles et les unités de production informelles | Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST) | % | 70 | 80 |
| | | | Proportion des entreprises du secteur privé formel inspectées, observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail | % | 70 | 67 |
| | | | Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST) | % | 50 | 80 |
| | | | Proportion des DR formés sur les pires formes de travail des enfants | % | 40 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Renforcer la lutte contre le travail des enfants | Proportion des DR équipés en matériels roulants et informatiques | % | 15 | 100 |
| | | | Proportion de comités départementaux de suivi du travail des enfants formés sur les pires formes de travail des enfants | % | 25 | 79,73 |
| | | | Proportion de comités départementaux de suivi du travail des enfants équipés en matériels roulants et informatiques | % | 15 | 30,63 |
| | | | Taux des partenaires sociaux formés par le CNDS | % | 70 | 70 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Promouvoir le dialogue social | Proportion des conflits collectifs majeurs réglés | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--------------------------------------|--|--|---|--------|----------------|------------------|
| Santé et Actions Sociales (suite) | Programme 4 : Protection Sociale | Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination de la Protection Sociale | Taux de mise en œuvre des mesures de la SNPS | % | 55 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des activités du programme Protection Sociale | % | 70 | 100 |
| | | | Taux de réussite aux examens de fin d'année | % | 99,1 | 99,29 |
| | | | Taux d'exécution des missions d'évaluation des stages pratiques des étudiants | % | 100 | 100 |
| | | Objectif spécifique 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale | Taux de fréquentation des Centres sociaux | % | 30 | 35 |
| | | | Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge | % | 40 | 30 |
| | | | Proportion des personnes âgées prises en charge | % | 20 | 20 |
| | | | Proportion des personnes handicapées prises en charge | % | 1 | 15 |
| | | Objectif spécifique 3 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière de sécurité sociale | Pourcentage de la population enrôlée à la CMU | % | 35 | 55,31 |
| | | | Pourcentage des personnes indigentes enrôlées à la CMU | % | 90 | 36 |
| | | | Pourcentage des travailleurs indépendants enrôlés au RSTI | % | 22,68 | 12,67 |
| | | Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination, le système d'information et le suivi- évaluation | Nombre de rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du PTG, du PND et du PTA produits | Nombre | 6 | 6 |
| | | | Taux de réalisation des activités planifiées du Ministère | % | 100 | 91,22 |
| | | | Proportion de couvertures médiatiques des activités du Ministère organisées | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer le contrôle, le cadre institutionnel et réglementaire | Proportion de visites d'inspection effectuées dans les structures du Ministère | % | 26,09 | 8,70 |
| | | | Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés | Nombre | 15 | 15 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficiente des ressources du Ministère | Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés | Nombre | 250 | 350 |
| | | | Taux d'absorption des effectifs mis à disposition par la fonction publique | % | 100 | 100 |
| | Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire | Objectif spécifique 1 : Renforcer le dispositif d'identification et de suivi des ménages sinistrées, vulnérables, victimes de catastrophes naturelles et de crises | Proportion de villages couverts par les moniteurs du mécanisme d'alerte précoce | % | 78 | 100 |
| | | | Nombre de ménages vulnérables, victimes de sinistres et de catastrophes naturelles identifiés | Nombre | 22 000 | 57 829 |
| | | | Nombre de Rapports de suivi de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits | Nombre | 52 | 53 |
| | | Objectif spécifique 2 : Renforcer l'assistance apportée aux ménages vulnérables, en détresse et sinistrés | Proportion de ménages sinistrés victimes de catastrophes naturelles et crises assistés | % | 57 | 82,57 |
| | | | Proportion de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants assistés | % | 70 | 100 |
| | | Objectif spécifique 3 : Renforcer les mécanismes de financement de la solidarité et de l'action humanitaire | Nombre d'acteurs mobilisés en faveur de la solidarité dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire | Nombre | 10 | 10 |
| | | | Nombre de textes réglementaires élaborés pour la mise en place du cadre institutionnel de l'Economie Sociale et Solidaire | Nombre | 2 | 2 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|-----------------------------------|--|---|--|---|--|------------------|----|
| Santé et Actions Sociales (suite) | Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté | Objectif Spécifique 1 : Renforcer l'inclusion sociale | Proportion de personnes (hommes et femmes) vulnérables et extrêmes pauvres bénéficiaires ou participant au moins à un programme social (PTMP, SWEDD, PNDC) | Pourcentage | 80 | 80 | |
| | | | Nombre de ménages ciblés bénéficiaires du Programme de Transferts Monétaires Productifs (PTMP) | Nombre | 200000 | 230 000 | |
| | | | Proportion de ménages inscrits dans le système d'information du Registre Social Unique (RSU) | Pourcentage | 71,17 | 80 | |
| | | | Proportion des personnes (hommes et femmes) bénéficiaires des programmes sociaux ayant un identifiant unique | Pourcentage | 70 | 78 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Contribuer au renforcement du capital humain et des actions communautaires | Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant des connaissances améliorées en compétences de vie, en santé sexuelle et reproductive | Pourcentage | 90 | 86 | |
| | | | Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins un appui (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif) | Pourcentage | 100 | 76,86 | |
| | | | Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG; OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux | Pourcentage | 70 | 90 | |
| | | | Programme 4 : Cohésion Nationale | Objectif Spécifique 1 : Assurer un climat de Paix | Taux de résolution des conflits survenus | % | 80 |
| | Proportion de localités à risques touchées par les activités de cohésion sociale | % | | | 85 | 100 | |
| | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir la Sécurité Humaine | Taux d'actions de renforcement de la sécurité humaine réalisée | | % | 40 | 0 | |
| | | Taux de régions sensibilisées à la prévention et à la lutte contre la sectarisation communautaire | | % | 55 | 0 | |
| | | Taux de groupements ou d'associations bénéficiaires de projets à impact rapide | | % | 15 | 0 | |
| | Objectif Spécifique 3 : Consolider l'Unité Nationale | Taux d'actions de renforcement de l'unité nationale réalisées | | % | 50 | 100 | |
| | | Taux d'infrastructures de rapprochement communautaire réalisées | | % | 15 | 100 | |
| | | Proportion de personnes sensibilisées aux valeurs de la paix | | % | 85 | 100 | |
| | | Taux de dialogues intercommunautaires réalisés | | % | 65 | 100 | |
| | Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle | | | | | | |
| | Programme1 : Administration générale | Objectif Spécifique 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé | Proportion des textes relatifs à la réforme hospitalière diffusés | % | 100 | 66 | |
| | | | Proportion d'établissements sanitaires privés ciblés ayant reçus une visite de conformité | % | 98 | 100 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer le cadre de gestion du système de santé | Proportion de structures de santé (CHR, HG, Espc) qui respectent les critères de gestion financière | % | 61 | 65 | |
| | | | Proportion des établissements sanitaires privés illégaux fermés | % | 50 | 72,86 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la planification, la programmation budgétaire et le suivi -évaluation | Proportion des Directions Régionales ayant un Plan de Travail Annuel (PTA) validé | % | 100 | 100 | |
| | | | Proportion des Directions Centrales et Programmes de Santé ayant un Plan de Travail Annuel (PTA) aligné sur le PNDS | % | 100 | 100 | |
| | | Objectif Spécifique 4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire | Taux de complétude des formulaires des rapports SIG | % | 100 | 100 | |
| | | | Taux de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG | % | 100 | 100 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|-----------------------------------|---|---|---|--------|----------------|------------------|
| Santé et Actions Sociales (suite) | Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité | Objectif spécifique 1 : Construire, Réhabiliter, étendre et équiper les infrastructures sanitaires | Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un établissement de santé | % | 81 | 82 |
| | | | Proportion d'établissements sanitaires réhabilités et équipés | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité | Taux de disponibilité des produits traceurs dans les établissements de premier contact sites clients directs | % | 95 | 85,62 |
| | | | Nombre de poches de sang collectées | Nombre | 280 000 | 298134 |
| | | Objectif spécifique 3 : Faire la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide | Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié | % | 85,8 | 94 |
| | | | Proportion d'enfants de moins de 5ans malnutris (MASsc, MASc) guéris | % | 85 | 87 |
| | | | Proportion de PVVIH enfants et adultes de la cohorte encore en vie sous ARV maintenus dans les soins 12 mois après l'initiation du traitement | % | 93 | 96 |
| | | | Nombre de patients traités pour l'hépatite B | Nombre | 300 | 300 |
| | | | Nombre de patients pris en charge dans les UPEC du diabète et de l'hypertension artérielle | Nombre | 83 194 | 132 790 |
| | | | Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas et rechutes de tuberculose toutes formes, confirmées bactériologiquement et diagnostiquées cliniquement : patients guéris et traitement terminé | % | 86 | 88 |
| | | | Proportion de cas de paludisme correctement pris en charge | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre d'interventions médicales réalisées par le SMUR | Nombre | 2100 | 2 024 |
| | | | Proportion de nouveaux patients atteints de maladies cardiovasculaires avec indication opératoire ou interventionnelle effective traités | % | 50 | 59 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Renforcer le processus de réponse efficace aux situations d'urgence et de prévention des évènements de santé publique | Taux de couverture des régions sanitaires en COUSP fonctionnel | % | 36 | 39,39 |
| | | | Proportion de districts sanitaires dont l'ensemble des points focaux ont été formés sur la surveillance intégrée de la maladie et de la riposte 3ième édition (SIMR3) | % | 70 | 52 |
| | Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie | Objectif spécifique 1 : Intensifier les interventions de prévention du paludisme, du VIH/sida, de la tuberculose et de l'Hépatite virale | Pourcentage de personnes clés ayant bénéficié de programme de prévention combinée de lutte contre le VIH | % | 75 | 53 |
| | | | Nombre de Centre de Diagnostic et de Traitement de la tuberculose (CDT) ouvert | Nombre | 332 | 343 |
| | | | Taux de couverture en MILDA en routine | % | 80 | 80 |
| | | | Nombre de patients dépistés pour l'hépatite B | Nombre | 5 000 | 10 000 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|--|--|---|--------------|----------------|------------------|
| Santé et Actions Sociales (suite et fin) | Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie (suite et fin) | Objectif spécifique 2 : Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles, non transmissibles et les maladies tropicales négligées | Proportion de région sanitaire ayant au moins une UPEC du diabète et l'hypertension artérielle | % | 78,8 | 69,69 |
| | | | Taux d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés | % | 15 | 24,32 |
| | | | Taux de Ulcère de Buruli dépistés au stade précoce | % | 72 | 62,56 |
| | | | Proportion de districts sanitaires ayant réussi l'évaluation pour l'arrêt de la transmission de la filariose lymphatique | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion des enfants de 0-5ans ayant bénéficié d'un programme combiné de prévention des affections oculaires congénitales | % | 10 | 19,21 |
| | | Objectif spécifique 3 : Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles | Nombre d'Unité Nutritionnelle (UNT/UNTA/UNS) fonctionnelle | Dénombrement | 2591 | 2 792 |
| | | | Taux de couverture en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois en routine | % | 80 | 90 |
| | | | Taux de couverture en Eau-Hygiène Assainissement dans les Etablissements de soins | % | 60 | 86 |
| | | Objectif spécifique 4 : Renforcement de la santé de la mère , du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes | Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3 | % | 95 | 95 |
| | | | Couverture en CPN1 fait au premier trimestre de la grossesse | % | 43,88 | 51,37 |
| | | | Taux de prévalence contraceptive des méthodes modernes | % | 36,6 | 21,7 |
| | | | Taux d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole | % | 95 | 98 |
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs | Ministère de la Communication | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement institutionnel des secteurs de la Communication | Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis | Dénombrement | 10 | 10 |
| | | | Proportion de missions de contrôles effectuées | % | 33 | 33 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles | Proportion d'agents ayant leurs capacités renforcées | % | 33 | 33 |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 100 | 99,17 |
| | | | Proportion de biens mobiliers acquis | % | 33 | 33 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'archivage de planification, de suivi -évaluation et de la mise en œuvre de la politique du ministère | Taux de réalisation des activités planifiées | % | 33 | 33 |
| | | | Taux d'exécution des missions de suivi des activités | % | 33 | 33 |
| | | | Taux de documents numérisés | % | 10 | 10 |
| | | | Taux de réalisation des activités du plan de communication | % | 33 | 33 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|---|--|-----------------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite) | Programme 2 : Communication et Médias | Objectif Spécifique 1 : Renforcer la production et la diffusion de l'information | Taux de couverture de la diffusion en radios nationales | % | 95 | 80 |
| | | | Taux de couverture de la population en TNT | % | 100 | 100 |
| | | | La part d'audience TV du groupe RTI | % | 22 | 22 |
| | | | La part d'audience Radio du groupe RTI | % | 30 | 30 |
| | | | Taux de départements couverts par les postes de collecte de l'AIP | % | 63,3 | 63,3 |
| | | | Taux annuel d'accroissement de la production | % | 20 | 20 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Réguler et professionnaliser le secteur de la communication et des médias | Proportion de journalistes ayant la carte d'identité professionnelle | % | 33,33 | 33,33 |
| | | | Nombre d'entreprises du secteur dont les emprunts sont garantis | Dénombrement | 4 | 4 |
| | | | Taux des structures subventionnées | % | 27,27 | 44,6 |
| | | | Nombre de supports de Production Imprimée Numérique régulés | Dénombrement | 85 | 137 |
| | | | Nombre de supports de Presse imprimée régulés | Dénombrement | 76 | 76 |
| | | | Taux de panneaux réguliers identifiés | % | 30 | 30 |
| | Ministère de la Culture et de la Francophonie | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et la visibilité du Ministère | Nombre de conventions et d'accords de coopération signés | Nombre | 6 | 18 |
| | | | Pourcentage d'activités culturelles en région suivies par les Directeurs Régionaux | % | 70 | 73,17 |
| | | | Evolution de l'audience des canaux digitaux du Ministère (en millions) | Million de FCFA | 50 | 53,47 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières. | Taux de réalisation du plan de formation | % | 63,07 | 100 |
| | | | Taux de participation des acteurs budgétaires aux conférences internes | % | 70 | 84,31 |
| Taux de participation des acteurs aux réunions dans le cadre du dialogue de gestion | | | % | 60 | 78,92 | |
| Objectif Spécifique 3 : Améliorer la planification et le suivi-évaluation des activités | | Taux de réalisation des activités de la feuille de route du Ministère | % | 75 | 94 | |
| | | Taux de déploiement du logiciel SIG de suivi des activités | % | 50 | 100 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|--|---|----------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite) | Programme 2 : Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives | Objectif Spécifique 1: Renforcer la compétitivité des Industries du Cinéma et du Livre | Nombre de projets de films soutenus | Nombre | 10 | 13 |
| | | | Nombre de journées promotionnelles organisées autour du livre et de la lecture | Nombre | 60 | 68 |
| | | Objectif Spécifique 2: Promouvoir l'expression des diversités culturelles | Pourcentage des activités du secteur des arts vivants soutenues | % | 30% | 58% |
| | | | Production de la cartographie des événements culturels | oui/non | Oui | Oui |
| | Programme 3 : Patrimoine Culturel | Objectif Spécifique 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national | Production du catalogue des biens et éléments | oui/non | Oui | Oui |
| | | | Nombre de biens et éléments du patrimoine culturel inscrits sur les listes de l'UNESCO | Nombre | 6 | 7 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Exploiter les biens du patrimoine culturel national sauvegardés | Proportion de biens et éléments du patrimoine culturel numérisés mis à la disposition des usagers | Fraction | 2514/4991 | 2537/5083 |
| | | | Nombre d'activités de promotion des biens et éléments du patrimoine culturel réalisées | Nombre | 5 | 6 |
| | Programme 4 : Enseignement Artistique et Culturel | Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle | Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de la formation artistique et culturelle | % | 5,26 | 2,22 |
| | | | Taux d'accroissement des effectifs de la formation artistique et culturelle | % | 2,64 | 2,31 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle | Nombre d'enseignants du secondaire recyclés | Nombre | 65 | 100 |
| | | | Ratio élèves par enseignant | Ratio | 12,7 | 9,4 |
| | | | Taux de réussite aux examens dans les établissements d'enseignement artistique et culturel | % | 86,6 | 87,65 |
| | Programme 5 : Francophonie | Objectif Spécifique 1 : Assurer la visibilité des actions de la francophonie | Taux de participation de la CI aux rencontres statutaires de la Francophonie | % | 62,50 | 87,50 |
| | | | Production d'une cartographie des associations partenaires de la Francophonie | oui/non | Oui | Oui |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|---|---|--------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite) | Ministère du Tourisme et des Loisirs | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur du Tourisme | Taux de projets de textes transmis au SGG | % | 90 | 90 |
| | | | Taux de croissance des actes délivrés | % | 12 | 12 |
| | | | Nombre de notes de conjoncture élaborées | Nombre | 4 | 4 |
| | | | Taux de réalisation des activités planifiées | % | 91 | 91 |
| | | | Taux de marchés approuvés | % | 100 | 89 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer les actions de communication et de documentation du ministère | Taux de couverture médiatique des activités planifiées | % | 75 | 75 |
| | | | Taux des processus fonctionnels digitalisés | % | 40 | 40 |
| | | | Taux de numérisation des documents | % | 45 | 45 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources du Ministère | Taux d'exécution du budget | % | 80 | 95,33 |
| | | | Taux de séances tenues avec les acteurs | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des missions de contrôle du patrimoine du Ministère | % | 100 | 94 |
| | | | Taux d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités conformément au plan de formation | % | 100 | 100 |
| | | | | | | |
| | Programme 2 : Tourisme | Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme | Taux de suivi des Services Extérieurs du Tourisme | % | 60 | 60 |
| | | | Nombre d'établissements touristiques évalués | Nombre | 1000 | 450 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'offre de service du tourisme | Nombre d'établissements d'hébergement classés | Nombre | 500 | 265 |
| | | | Nombre d'acteurs du secteur dont les capacités professionnelles ont été renforcées | Nombre | 60 | 300 |
| | | | Nombre de partenariats noués | Nombre | 2 | 2 |
| | | Objectif spécifique 3 : Promouvoir le tourisme | Nombre de participation aux foires et salons internationaux | Nombre | 4 | 7 |
| | | | Nombre de manifestations touristiques organisées par le ministère | % | 2 | 5 |
| | | | Nombre de manifestations ayant bénéficié d'un appui de l'Administration Nationale du Tourisme | Nombre | 15 | 79 |
| | | | Taux de croissance du budget consacré à la production de supports de promotion et de communication de l'offre touristique | % | 5 | 217 |
| | | | | | | |
| | Programme 3 : Loisir | Objectif Spécifique 1 : Développer des infrastructures de loisirs | Taux d'implémentation de l'offre de loisirs au plan national | % | 5 | 8,57 |
| | | | Taux d'infrastructures mises aux normes | % | 40 | 41,67 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les jeux traditionnels | Nombre de jeux traditionnels collectés | Nombre | 280 | 303 |
| | | | Nombre d'établissements scolaires abritant un club de jeux traditionnel | Nombre | 30 | 25 |
| | | Objectifs spécifique 3 : Promouvoir la pratique des loisirs sains | Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs | % | 25 | 39,1 |
| | | | Taux de fréquentation des espaces de loisirs agréés | % | 15 | 58,28 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|--|---|-------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite) | Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse | Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion d'accords et de conventions élaborés et validés | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Proportion prévue d'agents du Ministère ayant bénéficié par an d'une formation | % | 100 | 160,2 |
| | | | Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer l'image du Ministère | Taux d'exécution du plan de Communication | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation | Taux de réalisation des missions d'inspection effectuées | % | 75 | 80 |
| | | | Taux de réalisation des rapports de suivi-évaluation produits | % | 75 | 80 |
| | Programme 2 : Promotion de la jeunesse | Objectif Spécifique 1 : Assurer la participation des jeunes au processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et national | Proportion d'organisations de jeunesse agréées par le Ministère | % | 10 | 11 |
| | | | Proportion des associations de jeunesse ayant renouvelé leurs bureaux exécutifs | % | 70 | 75 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Favoriser l'adoption par les jeunes de comportements adéquats face aux fléaux sociaux | Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement | % | 100 | 100,49 |
| | | | Proportion de nouveaux inscrits sur la plateforme d'information U-report | % | 95 | 155,32 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Faciliter l'accès des jeunes aux services sociaux de base adaptés à leurs besoins | Proportion d'Institutions Socio-Educatives de Jeunesse (ISE) réhabilitées et équipées | % | 10 | 11,26 |
| | | | Proportion d'Institutions Socio-Éducative fonctionnelles | % | 100 | 100 |
| | Programme 3 : Emploi des jeunes | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur l'étendue du territoire national | Taux de couverture nationale en agences régionales | % | 75 | 75,8 |
| | | | Taux de couverture nationale en guichets emplois jeunes | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|---|--|-------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite) | Programme 3 : Emploi des jeunes (suite et fin) | Objectif Spécifique 2 : Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formations et de stages correspondant aux besoins du marché du travail | Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats/attestations d'aptitudes à l'issue du programme Formation en Reconversion et Requalification (FRR) | % | 90 | 94 |
| | | | Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats, Attestations d'aptitudes, à l'issue du programme Apprentissage et Chantiers Écoles | % | 90 | 97,8 |
| | | | Proportion de jeunes ayant obtenu leurs Attestations de fin de Stage de qualification | % | 90 | 98,3 |
| | | | Proportion de jeunes ayant obtenu leurs Attestations de fin de Stage Ecole | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion des bénéficiaires du programme « Activités Génératrices de Revenus » (AGR) ayant reçu leur financement | % | 95 | 116,81 |
| | | | Proportion des bénéficiaires du programme « Micro et Petites Entreprises (MPE) / Projets structurants » ayant reculé financement de leurs projets | % | 70 | 77,65 |
| | | | Proportion des bénéficiaires ayant obtenu une attestation de mise en activités après leurs Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) | % | 90 | 138,97 |
| | | | Proportion de jeunes ayant bénéficié du THIMO éligibles aux AGR ou programme Apprentissage Chantiers Ecoles | % | 90 | 95,8 |
| | Programme 4 : Service Civique | Objectif spécifique 1 : Renforcer la culture civique, citoyenne et promouvoir le volontariat des jeunes | Proportion de jeunes marginalisés formés à travers le dispositif de Service Civique d'Action pour le Développement (SCAD) | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion de jeunes marginalisés formés et accompagnés à l'insertion auprès des structures compétentes | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion de jeunes ayant bénéficié du programme Service National Jeunes (SNJ) | % | 100 | 114 |
| | | | Proportion de jeunes formés au Volontariat | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion de jeunes mis en mission dans le cadre du volontariat | % | 100 | 100 |
| | | Objectif spécifique 2 : Construire, réhabiliter et rendre opérationnels les Centres de Service civique | Proportion de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés | % | 33,33 | 33,33 |
| | | | Proportion de Centres de Service Civique (CSC) réhabilités et équipés | % | 50 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|--|--|--|-------|----------------|------------------|
| Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite et fin) | Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination générale en matière de sport | Proportion de textes réglementaires élaborés et transmis au SGG | % | 70 | 68 |
| | | | Proportion de missions d'inspections réalisées | % | 65 | 65 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la planification et le système de suivi évaluation des programmes et projets | Proportion de missions de suivi-évaluation réalisées | % | 65 | 65 |
| | | | Proportion de documents de suivi évaluation produits et diffusés | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité conformément au plan de formation | % | 30 | 32 |
| | | | Taux de satisfaction des demandes en personnel émises par les unités administratives | % | 55 | 56,67 |
| | | | Taux d'exécution budgétaire | % | 90 | 99,75 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Développer l'offre de formation adaptée aux métiers du sport | Proportion de jeunes formés aux emplois du sport | % | 85 | 85 |
| | | | Proportion de jeunes formés aux métiers du sport | % | 75 | 75 |
| | Programme 2 : Sport | Objectif Spécifique 1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives | Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles aux normes internationales programmées | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles de proximité programmées | % | 34,30 | 30 |
| | | | Taux de réalisation d'infrastructures sportives scolaires et universitaires programmées | % | 73 | 70 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer l'entretien et la maintenance des infrastructures sportives | Proportion d'infrastructures sportives civiles sous contrat d'entretien | % | 100 | 100 |
| | | | Taux d'infrastructures sportives civiles en bon état | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau | Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an | % | 45 | 49 |
| | | | Proportion de personnes pratiquant régulièrement le sport | % | 45 | 55 |
| | | | Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales statutaires par an | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires | % | 42 | 53,62 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|--|--|--|-------|----------------|------------------|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs | Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art | Nombre de Textes légaux et réglementaires soumis | Nbre | 2 | 3 |
| | | | Taux de plaintes des impactés traités sur les projets | % | 80 | 80 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère | Taux d'exécution du plan de formation | % | 80 | 62,66 |
| | | | Taux d'exécution du budget du ministère | % | 70 | 58,71 |
| | | | Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités | Nbre | 6 | 6 |
| | | Objectif spécifique 3 : Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation des activités du Ministère | Taux d'exécution des activités planifiées | % | 80 | 83 |
| | | | Taux de projets suivis et évalués | % | 75 | 70 |
| | | Objectif spécifique 4 : Améliorer la gestion du domaine public de l'État | Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités | % | 96 | 96 |
| | | | Délai de traitement des avis techniques d'instruction des dossiers du domaine public | Jours | 12 | 15 |
| | | Objectif spécifique 5 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère | Taux de couverture médiatique des activités du ministère | % | 95 | 95 |
| | | | Taux de diffusion des activités du ministère sur le site web | % | 95 | 95 |
| | | | Taux de couverture médiatique des projets structurants | % | 80 | 80 |
| | Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Arts | Objectif spécifique 1: Assurer une gestion efficace et efficiente du programme | Nombre de réunions trimestrielles de coordination organisées par le RProg avec les RUO | Nbre | 4 | 4 |
| | | | Taux moyen de réalisation physique des projets d'investissement | % | 85 | 76 |
| | | Objectif spécifique 2 : Assurer un développement et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier | Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel | % | 60 | 100 |
| | | | Taux de routes renforcées conformément au plan annuel | % | 80 | 91 |
| | | | Taux d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel | % | 50 | 50 |
| | Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Renforcer la gouvernance du Ministère | Taux de réalisation du Plan d'actions prioritaires du ministère | % | 100 | 71,52 |
| | | | Taux de réalisation du plan d'actions de l'Inspection Générale | % | 75 | 75 |
| | | | Taux de réalisation des Inspections des dépôts et établissements pétroliers par les structures déconcentrées | % | 100 | 77,99 |
| | | | Taux de réalisation des missions inopinées par les structures déconcentrées | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Taux d'exécution budgétaire | % | 100 | 99,66 |
| | | | Taux de couverture des besoins en matériels | % | 100 | 100,75 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Optimiser le système de planification, d'information et de communication du Ministère | Proportion de documents de planification produits et diffusés | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---------------------------------|--|--|--------|----------------|------------------|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite) | Programme 2 : Hydrocarbures | Objectif spécifique 1 : Renforcer la gouvernance du secteur des Hydrocarbures | Taux de textes législatif et réglementaires transmis | % | 30 | 0 |
| | | | Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers | % | 60 | 0 |
| | | | Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers | % | 55 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des missions de contrôle (subvention butane, établissements pétroliers, stations-services) | % | 100 | 100 |
| | | Objectif spécifique 2 : Accroître la recherche et la production pétrolière et gazière | Taux de réalisation des forages | % | 95 | 100 |
| | | | Taux d'évolution de la production de pétrole brut | % | 36,56 | 50 |
| | | | Taux d'évolution de la production du gaz naturel | % | 5,71 | -2,92 |
| | | | Nombre de blocs attribués | Nombre | 1 | 7 |
| | | Objectif spécifique 3 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers | Taux d'évolution de la consommation nationale de produits pétroliers | % | 9 | 0,24 |
| | | | Pourcentage d'autorisations d'exploitation des stations-services accordées | % | 95 | 100 |
| | Programme 3 : Energie | Objectif Spécifique 1: Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie | Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis | % | 100 | 116,66 |
| | | | Puissance de production installée (MW) | MW | 3 380 | 3 019 |
| | | Objectif Spécifique 2: Assurer la disponibilité de l'énergie | Taux de pertes | % | 14 | 12,7 |
| | | | Taux de réserve à la pointe | % | 25 | 29,18 |
| | | | Contribution des ENR dans le mix énergétique | % | 40 | 31,27 |
| | | | | | | |
| | | Objectif Spécifique 3: Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité | Taux de couverture | % | 95 | 95 |
| | | | Taux d'accès à l'électricité | % | 99 | 98,6 |
| | | | Nombre d'abonnés à l'électricité | Nombre | 4 150 000 | 4587952 |
| | | | | | | |
| | Programme 4 : Mines et Géologie | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des Mines et de la Géologie | Taux de textes juridiques élaborés et transmis (lois, décrets, arrêtés) | % | 100 | 100 |
| | | | Pourcentage des exigences ITIE satisfaites | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion des exigences du processus de Kimberley satisfaites | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des projets au PDLM | % | 65 | 65 |
| | | Objectifs spécifique 2 : Renforcer le contrôle et le suivi de l'application de la législation et de la réglementation dans le secteur minier | Taux de réalisation des inspections des mines en exploitation | % | 100 | 90 |
| | | | Taux de réalisation des contrôles des permis de recherche | % | 94 | 82 |
| | | | Taux de réalisation des inspections des carrières en exploitation | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des inspections des autorisations d'exploitation semi-industrielles et artisanales | % | 85 | 100 |
| | | | Taux de réalisation d'inspection des équipements sous pression | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation d'inspection de dépôts de substances explosives | % | 100 | 100 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|--|---|--------|----------------|------------------|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite) | Programme 4 : Mines et Géologie (suite et fin) | Objectifs spécifique 3 : Développer la recherche géologique et minière | Taux de couverture des degrés carrés du territoire national en cartes géologiques | % | 20 | 0 |
| | | Objectifs spécifique 4 : Créer un environnement propice à l'essor de l'exploitation minière et minéralière | Taux de réalisation de la cartographie des sites d'orpaillages illicites sur l'étendue du territoire national | % | 75 | 14 |
| | | | Taux d'évolution de la production par minerais / Or | % | 4 | 15,51 |
| | | | Taux d'évolution de la production par minerais / Manganèse | % | 0 | -12 |
| | | | Taux d'évolution de la production par minerais / Nickel | % | 9,52 | -40,22 |
| | | | Taux d'évolution de la production par minerais / Bauxite | % | 0 | 203,82 |
| | | | Taux d'évolution de la production par minerais / Diamant | % | -4,16 | 0 |
| | Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la performance des structures | Taux de réalisation globale des activités du ministère | % | 85 | 86 |
| | | | Taux de satisfaction des usagers du MCLU | % | 65 | 66 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du ministère | % | 72,47 | 86,33 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer la gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère | Taux de couverture des besoins en personnel techniques des services du ministère | % | 37,19 | 39,95 |
| | | | Taux d'exécution des crédits alloués au ministère | % | 96 | 74,71 |
| | | | Taux de satisfaction du personnel du MCLU | % | 80 | 80,60 |
| | Programme 2 : Foncier et Urbanisme | Objectif Spécifique 1 : Développer des villes durables | Taux de réalisation ou d'actualisation des Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs | % | 70 | 75,20 |
| | | | Taux de régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan | % | 93 | 94,05 |
| | | | Taux de régularisation des lotissements appliqués, habités et non-approuvés | % | 50 | 49,28 |
| | | | Taux de réalisation de l'adressage des voies et unités d'occupations | % | 50 | 75 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière | Nombre d'ACD signés (Guichet Central) | Nombre | 93 872 | 93 104 |
| | | | Nombre d'ACD signés (Guichets déconcentrés) | Nombre | 91 235 | 133 338 |
| | | | Taux de délimitation des territoires des villages du grand Abidjan | % | 94,16 | 92,60 |
| | | | Superficie des réserves constituées en ha | ha | 232 | 758 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|---|---|--|--|--------|----------------|------------------|--|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite) | Programme 3 : Construction Et Maintenance | Objectif Spécifique 1 : Assurer le suivi des projets de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics | Nombre de chantiers de constructions et de réhabilitations suivis | Nombre | 360 | 234 | |
| | | | Nombre de chantiers d'entretiens et de maintenance suivis | Nombre | 19 | 19 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Faire respecter la réglementation en matière de construction | Délai de traitement des demandes de permis de construire | Jour | 20 | 15 | |
| | | | Taux de régularisation des constructions contrôlées | % | 15 | 15,57 | |
| | | | Nombre de permis de construire délivrés | Nombre | 2400 | 2210 | |
| | Programme 4 : Logement Et Cadre De Vie | Objectif Spécifique 1 : Faciliter l'accès au logement et à la propriété immobilière | Nombre de logements implantés | Nombre | 125 000 | 40 009 | |
| | | | Nombre de logements livrés | Nombre | 75 000 | 19 239 | |
| | | | Taux de réalisation des voiries et réseaux divers primaires sur les 4 principaux sites | % | 97 | 97,34 | |
| | | | Superficie de foncier acquis | Ha | 1500 | 1 573 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer le cadre de vie des populations | Nombre de syndicats créés et mis en place | Nombre | 275 | 276 | |
| | | | Nombre de syndic professionnels formés | Nombre | 90 | 93 | |
| | Ministère des Transports | | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports | Taux annuel des textes réglementaires signés par le Ministre | % | 85 | 91,07 | |
| | | | Taux de contrôle des services au niveau central, régional et départemental | % | 70 | 75 | |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des investissements du Ministère | Taux de planification des investissements du Ministère | % | 80 | 80,77 | |
| | | | Taux annuel de réalisation des missions de suivi-évaluation des projets | % | 80 | 80,95 | |
| | | | Taux d'exécution du budget d'investissement du Ministère | % | 100 | 100 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles | Taux d'exécution du budget du Ministère | % | 90 | 99,96 | |
| | | | Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du Ministère | % | 50 | 82,86 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|--|--|---|--------|----------------|------------------|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite) | Programme 1 : Administration Générale (suite et fin) | Objectif Spécifique 4 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère des Transports | Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports | % | 90 | 90 |
| | | | Taux de progression de la fréquentation du site web et des plateformes d'informations du Ministère | % | 70 | 195,25 |
| | Programme 2 : Transport Aérien | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Aérien | Taux de réalisation des réunions de coordination | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions de coordination | % | 50 | 50 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Développer les infrastructures aéroportuaires. | Nombre d'aéroports exploités | Nombre | 7 | 7 |
| | | | Taux de réalisation de la construction de l'aéroport de Kong | % | 75 | 69,03 |
| | | | Taux de réalisation de la construction de l'aéroport de Séguéla | % | 85 | 99,5 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Obtenir la classification de la Côte d'Ivoire en catégorie 1 de la FAA | Taux de réalisation des exigences FAA | % | 55 | 58,33 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Développer les vols domestiques et internationaux d'AIR COTE D'IVOIRE | Taux annuel de croissance des passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE | % | 10 | 5,58 |
| | | | Taux annuel de croissance des vols effectués par AIR CÔTE D'IVOIRE | % | 5 | 2,78 |
| | | | Taux annuel de croissance des passagers domestiques | % | 3 | 1 |
| | Programme 3 : Transport Terrestre | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Terrestre | Taux de réalisation des réunions de coordination des activités du transport terrestre | % | 100 | 100 |
| | | | Taux annuel de réalisation du projet d'ouverture des centres de gestion intégrée (CGI) sur l'ensemble du territoire national. | % | 92,86 | 97,62 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Développer les infrastructures de transports terrestres. | Taux de réalisation de la libération des emprises du projet du train urbain (ligne 1 du métro d'Abidjan) | % | 90 | 87,5 |
| | | | Taux de réalisation de la construction des infrastructures du projet de train urbain (ligne 1 du métro d'Abidjan) | % | 45 | 17,3 |
| | | | Taux de réalisation du projet de construction du port sec de Ferké | % | 60 | 17,82 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la sécurité routière et ferroviaire | Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routières réalisées | Nombre | 35 | 47 |
| | | | Taux annuel de traitement des incidents ferroviaires | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité ferroviaires réalisées | Nombre | 2 | 1 |
| | | Objectif Spécifique 4: Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens | Nombre maximum de barrages routiers au 100 km | Nombre | 3 | 3 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|---|--|--------------|----------------|------------------|
| Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite et fin) | Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes | | | | | |
| | Programme 2 : Transport Maritime et Fluvio-Lagunaire | Objectif Spécifique 1 : Accroître la mobilité des personnes et des marchandises par voie d'eau | Taux d'accroissement annuel du nombre d'usagers du transport lagunaire à Abidjan | % | 2 | 24,30 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer la sécurité et la sûreté maritimes. | Taux d'alertes traitées (accidents et incidents) | % | 80 | 91 |
| | | | Taux de navires aux normes de sécurité | % | 85 | 96,95 |
| | | | Taux d'embarcations répondant aux normes de sécurité | % | 75 | 88,34 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Accroître la formation des personnels de transport, de navigation, de sécurité et de sûreté maritimes | Taux d'accroissement des personnels de sécurité et de sureté maritime formée | % | 8,30 | 38,28 |
| | | | Nombre de personnel en transport et navigation formé | Nombre | 1926 | 1 760 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Accroître la compétitivité des ports ivoiriens | Taux d'accroissement du trafic global marchandises | % | 1,90 | 98,70 |
| | | | Taux d'accroissement du trafic conteneurs (EVP) | % | 3 | 115,70 |
| | Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1: Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures | Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA) | % | 100 | 90 |
| | Programme 2 : Economie Numérique et Poste | Objectif Spécifique 1 : Développer l'économie numérique et le secteur postal | Taux de pénétration du haut débit fixe | % | 3 | 1,47 |
| | | | Taux de la population couverte par le mobile 4G | % | 65 | 91,12 |
| | | | Nombre de cabinets ministériels utilisant la plateforme e-cabinet | Nombre | 15 | 12 |
| | | | Nombre de bureaux de postes opérationnels | Nombre | 180 | 180 |
| | | | Taux d'exécution du projet Ecom@Africa | % | 50 | 0 |
| | | | Nombres de diplômés (licences et Master) en TIC à l'ESATIC | Dénombrement | 235 | 235 |
| | | | Taux de femmes formées dans le numérique en Côte d'Ivoire | % | 20 | 35 |
| | | | Taux d'exécution des travaux du projet d'aménagement de la zone franche de Grand –Bassam | % | 100 | 93,65 |
| | | | Nombre d'entreprises installées au VITIB | Dénombrement | 12 | 97 |
| | | | Nombre de diplômés aux métiers postaux numériques | Nombre | 22 | 22 |
| | | | Taux de mise en œuvre du Service Postal Universel | % | 30 | 30 |
| | | | Classement Afrique au Global Cyber Security Index | rang | 7/54 | 7/54 |
| | | | Classement Global Cyber Security Index (GCI) | rang | 75/175 | 75/175 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|--|---|--------|----------------|------------------|
| Production, Développement Industriel et Commercial | Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole | Taux de textes soumis | % | 99 | 138 |
| | | | Taux d'organisation des activités promotionnelles | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des missions d'inspections | % | 100 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer le système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaîne PPBSE) | Taux de missions de suivi-évaluation réalisées | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques) | Nbre | 1 | 1 |
| | | | Proportion des agropoles ayant un financement sur la période du PNIA 2 | % | 78 | 78 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion ressources humaines et budgétaires et le cadre de travail | Taux de rotation de l'effectif du Ministère | % | 100 | 100 |
| | | | Taux d'exécution budgétaire du Ministère | % | 95 | 93,07 |
| | | | Taux de couverture en matériel de mobilité des Directions Régionales et Départementales (acquisition et renouvellement) | % | 100 | 100 |
| | | | Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM) | % | 92 | 73,7 |
| | | | Taux de bâtiments livrés | % | 95 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Accroître le nombre de professionnels dans le domaine agricole | Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA | % | 98 | 86,67 |
| | Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire | Objectif Spécifique 1 : Développer les productions des filières agricoles | Taux d'accroissement annuel moyen de la production vivrière | % | 3,5 | 5,5 |
| | | | Taux d'accroissement annuel moyen de la production d'exportation | % | 9,2 | 6 |
| | | | Taux annuel d'agréments délivrés aux opérateurs d'engrais | % | 92 | 100 |
| | | | Taux annuel de consommation d'engrais par les exploitations agricoles (Coton, Cacao, Palmier à Huile, Hévée, Riz, Banane Dessert, Ananas) | kg/ha | 20 | 350 |
| | | | Taux annuel de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire | % | 91 | 94 |
| | | | Taux de consommation des produits phytosanitaires homologués | % | 88 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité | Taux annuel des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation | % | 44 | 56,98 |
| | | | Proportion des projets de recherche appliquée | % | 82 | 85 |
| | | | Quantité de semences certifiées (tonnes) | Tonnes | 1300 | 601,3 |
| | | | | | | |
| | Programme 3 : Développement Rural | Objectif Spécifique 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture | Taux de projets comprenant un volet sur la mécanisation | % | 60 | 46,15 |
| | | | Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation | % | 100 | 89,34 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion du foncier rural | Taux de territoires de villages délimités | % | 75 | 63,33 |
| | | | Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers | % | 5,5 | 3 |
| | | | Taux d'intervenants formés dans les projets de sécurisation foncière | % | 95 | 98,33 |
| | | | Taux annuel de villages sensibilisés | % | 93 | 93,07 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|---|--|--------|----------------|------------------|
| Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Programme 3 : Développement Rural (suite et fin) | Objectif Spécifique 3 : Promouvoir le métier d'agriculteur | Taux de sociétés coopératives immatriculées et enregistrées | % | 100 | 100 |
| | | | Taux de reconnaissance d'interprofessions créées | % | 100 | 76,92 |
| | | | Taux d'apprenants qualifiés à l'exercice du métier d'agriculteur | % | 90 | 90 |
| | | | Taux de jeunes qualifiés ayant bénéficié d'une insertion socioéconomique | % | 25 | 25 |
| | | | Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Cacao | % | 80 | 42 |
| | | | Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Anacarde | % | 20 | 35,42 |
| | | | Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Hévéa | % | 80 | 92,8 |
| | | | Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Palmier à huile | % | 100 | 100 |
| | | | Taux d'occupation des zones agro-industrielles | % | 10 | 20 |
| | Programme 4 : Promotion de la Riziculture | Objectif Spécifique 1 :Accroître de façon durable les superficies exploitées sous maîtrise de l'eau | Superficies rizicoles exploitées sous maîtrise de l'Eau | ha | 55 000 | 30 514 |
| | | | Taux d'exploitation des sites aménagés | % | 80 | 65 |
| | | | Proportion de la production de paddy sous maîtrise de l'eau | % | 20 | 10 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Accroître la productivité des exploitations rizicoles | Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Irrigué (RI) | % | 80 | 80 |
| | | | Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Pluvial (RP) | % | 20 | 10 |
| | | | Rendement moyen des exploitations rizicoles (RI : Riz Irrigué) | t/ha | 5,5 | 5,5 |
| | | | Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPB : Riz Pluvial Bas-fond) | t/ha | 4 | 4,1 |
| | | | Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPP : Riz Pluvial Plateau) | t/ha | 2 | 1,63 |
| | | | Quantité produite de paddy (tonne) | t | 3 100 000 | 2 381 129 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer la valorisation du riz | Proportion d'usines aux normes de qualité | % | 55 | 62 |
| | | | Quantité de riz local blanchi disponible | t | 1 750 000 | 1 547 734 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Assurer la surveillance et la gouvernance dans la filière riz | Nombre de PV des AGO de l'OIA-Riz produits | Nombre | 1 | 1 |
| | | | Proportion d'acteurs institutionnels formés par an | % | 30 | 22 |
| | | | Ecart de prix du riz paddy (FCFA) | FCFA | 31,5 | 31,5 |
| | | | Ecart de prix du riz blanchi (FCFA) | FCFA | 88,5 | 88,5 |
| | | | Proportion des acteurs de la filière riz sensibilisés à l'application des normes de qualité par an | % | 15 | 16 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|--|--|--|-------|----------------|------------------|
| Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Ministère du Commerce et de l'Industrie | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : améliorer l'efficacité des services du ministère | Taux de réalisation des missions d'inspection | % | 59 | 77,27 |
| | | | Taux de transmission des textes au SGG | % | 60 | 84,62 |
| | | | Taux de mise en œuvre des activités de planification | % | 85 | 93,33 |
| | | | Taux d'élaboration de procédures du système de management de qualité | % | 17 | 80 |
| | | Objectif Spécifique 2 : améliorer les systèmes d'informations et de communication du ministère | Taux d'équipement des agents en kit de connexion (ordinateur + internet) | % | 65 | 58,21 |
| | | | Taux de satisfaction des besoins d'intervention en système d'information | % | 75 | 97,8 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 52 | 69,15 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières | Taux de renforcement de capacités du personnel | % | 4 | 15,24 |
| | | | Taux de satisfaction des services en besoins de matériels | % | 50 | 27,38 |
| | | | Taux d'exécution des activités budgétaires | % | 97 | 100 |
| | Programme 2 : Commerce Intérieur | Objectif Spécifique 1 : Promouvoir les activités Commerciales | Nombre d'OPA accompagnées | Nbre | 625 | 693 |
| | | | Proportion de textes de réglementation de commerce intérieur élaborés | % | 22,22 | 22 |
| | | | Proportion de jeunes nationaux encadrés dans les activités commerciales | % | 15,78 | 16,66 |
| | | | Proportion de missions menées auprès des acteurs pour moderniser leurs activités commerciales | % | 20 | 11,66 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Renforcer la surveillance du marché | Proportion de missions de surveillance du marché effectuées | % | 31,11 | 44,09 |
| | | | Proportion de production sur la sensibilisation des prix | % | 31,94 | 33,33 |
| | | | Proportion d'enquêtes liées aux pratiques anti-concurrentielle menées | % | 25 | 28,57 |
| | | | Proportion de catégorie d'instruments de mesure approuvés | % | 31,94 | 36,66 |
| | Programme 3 : Commerce Extérieur | Objectif Spécifique 1 : Faciliter les échanges commerciaux | Taux de conformité des marchandises à destination de la Côte d'Ivoire | % | 98,2 | 98,2 |
| | | | Taux de variation des attributions nationales des codes import-export | % | 4 | 4 |
| | | | Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux sessions des organisations internationales des produits de base | % | 50 | 50 |
| | | | Proportion de E-commerçants agréés | % | 15 | 0 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le commerce extérieur | Proportion d'entreprises accompagnées à l'Export | % | 50 | 167 |
| | | | Taux de réalisation des activités de promotion commerciale à l'extérieur | % | 39 | 90 |
| | | | Taux de croissance des exportations en valeur | % | 23 | 23,7 |
| | | | Proportion d'activités de promotion des accords régionaux, sous régionaux, bilatéraux et multilatéraux réalisées | % | 30,95 | 40 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|-----------------------------|---|---|-------|----------------|------------------|
| Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Programme 4 : Industrie | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la production et la compétitivité du secteur industriel | Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau | % | 68 | 70 |
| | | | Taux de croissance des volumes transformés : Anacarde | % | 6 | 29,4 |
| | | | Taux de croissance des volumes transformés : Hévée | % | 25 | 39,73 |
| | | | Taux de croissance des volumes transformés : Cacao | % | 9 | 9 |
| | | | Taux de croissance des produits certifiés NI | % | 16 | 25,54 |
| | | | Taux de croissance des brevets émis par la Côte d'Ivoire | % | 8 | 18,75 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les investissements industriels | Taux de croissance des investissements industriels | % | 13 | -18,26 |
| | | | Taux de croissance des investissements nationaux dans le secteur industriel | % | 36 | -18 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Développer les infrastructures industrielles | Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de Yopougon (460 ha) | % | 40 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de PK 24 (120ha) | % | 40 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de Bonoua (50 ha) | % | 40 | 100 |
| | | | Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Adzopé (24ha) | % | 35 | 0 |
| | | | Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Bonoua (120 ha) | % | 35 | 10 |
| | | | Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Bouaké (50ha) | % | 35 | 40 |
| | | | Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de San-Pédro (50ha) | % | 35 | 2 |
| | | | Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Assouba (30ha) | % | 35 | 0 |
| | | | Taux de réalisation des travaux BIRD ENCLAVE / Aménagement de 15 ha à Séguéla | % | 100 | 100 |
| | | | Proportion d'entreprises sensibilisées à la mise en place d'un dispositif de sécurité industriel | % | 28,57 | 106 |
| | Programme 5 : PME-Artisanat | Objectif Spécifique 1 : Moderniser et promouvoir le secteur de l'artisanat | Nombre d'artisans immatriculés | Nbre | 23 250 | 37 939 |
| | | | Nombre d'artisans assistés en termes de renforcement de capacités techniques | Nbre | 400 | 977 |
| | | | Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux salons internationaux promotionnels de l'artisanat | % | 29 | 37,5 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 | |
|--|---|---|---|--|----------------|------------------|-------|
| Production, Développement Industriel et Commercial (suite) | Programme 5 : PME-Artisanat (suite et fin) | Objectif Spécifique 2 : Promouvoir et rendre compétitives les PME | Taux de PME encadrées pour l'accès aux financements ayant obtenu un financement | % | 75 | 75 | |
| | | | Nombre de PME assistées en termes de renforcement de capacités techniques et managériales | Nbre | 10 000 | 10 933 | |
| | | | Proportion de PME ayant pris part aux activités promotionnelles programmées | % | 28,57 | 30,06 | |
| | | | Proportion d'attestations d'identification des PME délivrées | % | 27,78 | 22,44 | |
| | | Objectif Spécifique 3 : Formaliser les acteurs de l'informel et encadrer les entrepreneurs | Nombre d'attestations d'entrepreneurs délivrées | Nbre | 25 000 | 26 514 | |
| | | | Proportion d'entrepreneurs enregistrés disposant d'une attestation | % | 80 | 81,29 | |
| | | | Taux d'entrepreneurs formés | % | 5 | 5,3 | |
| | | Objectif Spécifique 4 :Promouvoir l'entrepreneuriat et les Start-up. | Proportion d'acteurs sensibilisés à la culture entrepreneuriale | % | 26,67 | 29,33 | |
| | | | Proportion d'incubés | % | 23,08 | 31,56 | |
| | Ministère des Ressources Animales et Halieutiques | | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur | Taux de réalisation des contrôles des structures | % | 100 | 100 | |
| | | | Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis | % | 100 | 100 | |
| | | | Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis | % | 100 | 100 | |
| | | | Proportion d'Organisations Professionnelles fonctionnelles | % | 50 | 40 | |
| | | | Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques | % | 55 | 55 | |
| | | | Taux annuel des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques | % | 9 | 1 | |
| | | | Proportion d'acteurs formés à la commercialisation | % | 60 | 42 | |
| | | | Proportion de structures du ministère formées aux outils de planification, programmation, suivi-évaluation et collecte de données | % | 38,32 | 40 | |
| | | | Nombre d'abattoirs réhabilités ou construits | Nbre | 1 | 0 | |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du MIRAH | % | 80 | 80 | |
| | | Objectifs spécifique 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières | Taux de formation annuelle des Agents du MIRAH | % | 100 | 100 | |
| | | | Taux d'exécution annuel du budget | % | 94 | 98,18 | |
| | | | Taux de construction de services | % | 44,83 | 44,83 | |
| | | | Taux de réhabilitation de services | % | 38,46 | 38,46 | |
| | | Programme 2 : Développement des Productions Animales | Objectif spécifique1: Accroître la production des ressources animales | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats | % | 5 | 17,18 |
| | | | | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande de volailles moderne | % | 7,8 | 23,52 |
| | | | | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de bovins | % | 0,9 | 1,64 |
| | | | | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de petits ruminants | % | 6,5 | 8,14 |
| | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de porcs | | | % | 4 | 0 | |
| | Taux d'accroissement annuel de productions nationales de lait | | | % | 1,5 | 2,82 | |
| | Taux d'accroissement annuel de productions nationales d'œufs de consommation | | | % | 4 | 14,44 | |
| | Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'espace pastorale | | Taux d'accroissement des superficies de pâturages artificielles | % | 3 | 34,67 | |
| | | | Taux de réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs | % | 11 | 40 | |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|--|--|-------|----------------|------------------|
| Production, Développement Industriel et Commercial (suite et fin) | Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Halieutiques | Objectif spécifique 1 : Accroître la production halieutique | Taux d'accroissement annuel des productions aquacoles nationales | % | 37 | 17,1 |
| | | | Taux d'accroissement des productions nationales des pêches | % | 11 | 1,3 |
| | | | Taux d'accroissement annuel des productions halieutiques nationales | % | 13 | 3 |
| | | | Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale | % | 19 | 15,8 |
| | | | Proportion des navires en situation d'infractions | % | 8 | 3 |
| | Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire | Objectif spécifique 1 : Améliorer la santé animale | Taux de contrôle et d'élimination des épizooties | % | 90 | 100 |
| | | | Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB | % | 40 | 38 |
| | | | Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR | % | 30 | 20 |
| | | | Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie hémorragique virale du lapin (MHVL) | % | 40 | 76 |
| | | Objectif spécifique 2 : Renforcer l'hygiène publique et la qualité sanitaire des denrées animales et d'origine animale | Taux de couverture vaccinale par an pour la rage | % | 9 | 13 |
| | | | Taux de délivrance des agréments sanitaires par an | % | 95 | 100 |
| | | | Taux de réalisation des contrôles et inspections vétérinaires | % | 74 | 100 |
| Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature | Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique | | | | | |
| | Programme 1 : Administration générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures | Nombre de réunions du cabinet organisées | Nbre | 40 | 40 |
| | | | Proportion de textes règlementaires et législatifs (lois et décrets) soumis au SGG | % | 70 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, techniques, matérielles et financières | Taux de traitement des actes administratifs du personnel | % | 90 | 118 |
| | | | Taux d'exécution du budget | % | 70 | 80,16 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de planification de suivi évaluation et de communication | Proportion de documents de suivi évaluation élaborés | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre d'actions de presses réalisées | Nbre | 18 | 115 |
| | | | Nombre d'émissions télé réalisées sur les activités du MINEDD | Nbre | 12 | 42 |
| | Programme 2 : Environnement et développement durable | Objectif Spécifique 1 : Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales | Taux d'inspections réalisées dans les installations classées | % | 65 | 90 |
| | | | Nombre de bilans de pollution industrielle réalisé | Nbre | 40 | 49 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Encourager les populations à adopter les modes de productions et de consommations durables | Nombre des parties prenantes (population, structures) mobilisées autour des activités institutionnelles (JFAC- QNEDD...) | Nbre | 465 | 2 000 |
| | | | Nombre d'organisations sensibilisées autour de la démarche Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) | Nbre | 25 | 280 |
| | | | Nombre d'acteurs formés aux technologies vertes | Nbre | 245 | 101 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|---|--|--------|----------------|------------------|
| Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite) | Programme 2 : Environnement et développement durable (suite et fin) | Objectif Spécifique 3 : Valoriser le réseau des aires protégées | Pourcentage des aires protégées disposant d'un système de protection efficace | % | 85 | 78 |
| | | | Superficie de nouvelles réserves naturelle volontaire créées | ha | 200 | 227 |
| | | | Distance de pistes et de limites des Aires Protégées entretenues | Km | 550 | 1 000 |
| | | | Nombre de touristes reçus dans les aires protégées | Nbre | 15 900 | 16 933 |
| | | | Superficie de mangroves restaurée et protégée (ha) | ha | 3 650 | 15 |
| | | Objectif Spécifique 4 : Assurer la veille environnementale | Proportion des Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) réalisées | % | 90 | 100 |
| | | | Proportion des Études d'Impact environnemental et Social (EIES) réalisées | % | 90 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 5 : Renforcer la lutte contre les effets du changement climatique de l'érosion côtière et améliorer la résilience des populations | Nombre d'acteurs formés sur les thématiques de Changements Climatiques | Nbre | 430 | 643 |
| | | | Nombre de documents de notification élaboré | Nbre | 4 | 2 |
| | | | Nombre MRV (outils de suivi des activités en matière de changement climatique) élaboré | Nbre | 1 | 3 |
| | Ministère des Eaux et Forets | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des Eaux et Forêts | Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et transmis au SGG | Nombre | 15 | 10 |
| | | | Nombre de missions de contrôle et de surveillance effectuées | Nombre | 700 | 3 539 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion moderne et efficace des ressources humaines, matérielles et financières du MINEF | Pourcentage des Agents Techniques formés militairement | % | 80 | 98,10 |
| | | | Pourcentage d'Agents ayant un poste de travail | % | 99 | 99,50 |
| | | | Pourcentage d'actions de formation réalisées | % | 55 | 96 |
| | | | Proportion de projets suivis et évalués | % | 80 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe du MINEF | Taux d'opérationnalisation des systèmes d'information collaboratifs | % | 50 | 62,50 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du Ministère | % | 95 | 99 |
| | | | Taux de réponse aux demandes d'informations | % | 90 | 99 |
| | Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières | Objectif Spécifique 1 : Accroître la couverture forestière | Proportion de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un Plan d'Aménagement (PA) | % | 60 | 53,40 |
| | | | Superficies annuelles de parcelles agroforestières mises en place par les acteurs de la cacao culture (ha) | ha | 100 000 | 114 213 |
| | | | Superficie annuelle reboisée (ha) | ha | 60 000 | 62 560 |
| | | | Nombre d'emplois verts créés (hommes/femmes) | Nbre | 1500 | 1 584 |
| | | | Nombre de personnes bénéficiant d'activités alternatives (AGR) | Nbre | 2000 | 2 775 |
| | | | Nombre de bénéficiaires de microprojets offrant les moyens de subsistances améliorés dont des femmes | Nbre | 1000 | 2916 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|--|---|--|--|--------|----------------|------------------|
| Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite) | Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières (suite et fin) | Objectif Spécifique 2 : Renforcer le cadre d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers | Taux de mise en œuvre des orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers | % | 40 | 66 |
| | | | Nombre cumulé de manuels du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois développés | Nombre | 1/3 | 0/3 |
| | | | Nombre de modules du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois opérationnels | Nombre | 6/15 | 7/15 |
| | | | Nombre d'acteurs informés et sensibilisés sur le code forestière ses textes d'application | Nombre | 1000 | 1034 |
| | | | Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse fonctionnels annuellement | Nbre | 200 | 201 |
| | Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques | Objectif Spécifique 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage | Nombre d'éléphants équipés de dispositif de protection et de suivi GPS | Nombre | 2 | 0 |
| | | | Nombre d'agents formés à la gestion de la faune, la lutte anti-traffic et anti braconnage | Nombre | 45 | 199 |
| | | | Nombre de conflits homme-faune résolus | Nombre | 1 | 2 |
| | | | Nombre d'espèces de faune valorisées en élevage | Nombre | 2 | 0 |
| | | | Nombre d'espèces de faune menacées d'extinction bénéficiant de programme de restauration | Nombre | 1 | 1 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Valoriser le Zoo National d'Abidjan | Nombre d'agents contractuels pris en charge | Nombre | 24 | 24 |
| | | | Nombre d'analyses sanitaires effectuées sur les animaux du ZNA | Nombre | 15 | 15 |
| | | | Evolution du nombre d'éléments attractifs (animaux, restaurant, jeux virtuels, jeux d'enfants, parcours floral, parcours sportif, boutique souvenir, espace pique-nique, cinéma, internet, etc.) | Nombre | 9 | 14 |
| | | | Évolution du nombre d'espèces animales dans le ZNA | Nombre | 63 | 64 |
| | | | Évolution de l'effectif des animaux du ZNA | Nombre | 564 | 1200 |
| | | | Évolution du nombre de visiteurs du ZNA | Nombre | 400 000 | 205 000 |
| | | Objectif Spécifique 1 : Protéger les ressources en eaux | Pourcentage de demande d'autorisations de prélèvement d'eau traitée | % | 100 | 100 |
| | | | Pourcentage d'ouvrages de prélèvements d'eau réalisés | % | 100 | 100 |
| | | | Nombre d'ouvrages hydrauliques réhabilités | Nombre | 3 | 0 |
| | | | Nombre de campagnes sur la qualité des eaux | Nombre | 4 | 4 |
| | | | Nombre de bulletins de la qualité des eaux brutes diffusés | Nombre | 4 | 4 |
| | | | Nombre de campagnes de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources en eaux | Nombre | 2 | 2 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques | Nombre d'agents formés à la gestion durable des ressources en eau | Nombre | 140 | 200 |
| | | | Nombre de retenues d'eau réhabilitées par an | Nombre | 14 | 0 |

| Mission | Programme | Objectif Spécifique | Indicateurs | Unité | Prévision 2024 | Réalisation 2024 |
|---|---|--|---|-------|----------------|------------------|
| Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite et fin) | Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité | | | | | |
| | Programme 1 : Administration Générale | Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du ministère | Taux d'inspections réalisées | % | 54 | 55 |
| | | | Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis | Unité | 10 | 10 |
| | | | Taux de réalisation des formations | % | 67 | 67 |
| | | | Taux d'exécution budgétaire des activités | % | 70 | 74,86 |
| | | | Taux de satisfaction des besoins en matériels roulants des entités administratives | % | 50 | 100 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Assurer une planification et un suivi efficace des actions du MINHAS | Taux de mise en œuvre des outils de planification | % | 70 | 90 |
| | | | Taux d'exécution physique des activités | % | 85 | 85 |
| | | Objectif Spécifique 3 : assurer la gestion des systèmes d'information et de communication | Taux des demandes en assistance informatique traitées | % | 80 | 85 |
| | | | Taux de couverture médiatique des activités du MINHAS | % | 75 | 88,5 |
| | | | | | | |
| | Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine | Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'opérationnalité du secteur de l'eau potable | Taux moyen d'exécution physique des projets | % | 95 | 75,35 |
| | | | Taux moyen d'exécution financière des projets | % | 82 | 78,84 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable | Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain | % | 79 | 75,91 |
| | | | Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural | % | 76,96 | 63,4 |
| | Programme 3 : Assainissement et Drainage | Objectif Spécifique 1 : Assurer l'Assainissement et le Drainage tant en milieu urbain que rural | Linéaire de réseau d'assainissement réalisé | Kml | 154 | 4,69 |
| | | | Linéaire de réseau de drainage réalisé | Kml | 15 | 13,34 |
| | | | Nombre de stations de pompage des eaux usées réalisées | Nbre | 5 | 2 |
| | | | Nombre de stations de traitement des boues de vidanges réalisées | Nbre | 7 | 1 |
| | | | Proportion de latrines réalisées | % | 85 | 87 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Réhabiliter les réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage | Linéaire de réseau d'assainissement réhabilité | Kml | 20 | 8 |
| | | | Linéaire de réseau de drainage réhabilité | Kml | 30 | 9 |
| | | | Nombre de station de pompage des eaux usées réhabilité | Nbre | 0 | 0 |
| | | | Nombre de station de traitement des boues de vidanges réhabilité | Nbre | 0 | 0 |
| | | | | | | |
| | Programme 4 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances | Objectif Spécifique 1 : Promouvoir des infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets | Nombre de sites acquis pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets | Nbre | 9 | 7 |
| | | | Proportion des collectivités territoriales (chefs-lieux de région et districts) bénéficiant de décharges contrôlées | % | 30 | 0 |
| | | Objectif Spécifique 2 : Réduire les nuisances (sonores, olfactives, visuelles, auditives, installations anarchiques) | Taux de réclamations client traitées | % | 98 | 99,7 |
| | | | Nombre de saisines en matière de nuisances | Nbre | 624 | 4 178 |
| | | | Nombre d'installations anarchiques démantelées | Nbre | 130 | 342 |
| | | | Nombre de comités locaux d'assainissement, de salubrité et d'hygiène installés | Nbre | 20 | 20 |

Source : RAP 2024 des ministères

Annexe 3: Liste des Comptes Spéciaux du Trésor pour l'exercice budgétaire 2024

| ACTIVITES | BUDGET INITIAL | BUDGET ACTUEL | EXÉCUTION |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|
| 229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières | 80 317 480 000 | 83 397 217 647 | 83 397 217 647 |
| 78042100581 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC) | 6 349 700 000 | 12 020 000 000 | 12 020 000 000 |
| 78042100652 Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) | 14 300 000 000 | 10 137 577 486 | 10 137 577 486 |
| 78042100693 Transférer les recettes affectées au secteur café cacao | 36 716 780 000 | 53 930 000 000 | 53 930 000 000 |
| 78042100715 Soutenir le secteur anacarde(Parafiscalité anacarde) | 22 951 000 000 | 7 309 640 161 | 7 309 640 161 |
| 322 Ministère des Finances et du Budget | 172 136 720 000 | 155 241 028 163 | 155 241 028 163 |
| 78011201752 Transférer les recettes affectées pour le contrôle des marchandises à l'importation | 55 616 000 000 | 43 790 907 721 | 43 790 907 721 |
| 78011201856 Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA) | 13 807 002 056 | 11 767 071 864 | 11 767 071 864 |
| 78011201861 Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC) | 92 283 997 944 | 86 773 048 578 | 86 773 048 578 |
| 78082000212 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) | 10 429 720 000 | 12 910 000 000 | 12 910 000 000 |
| 323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | 208 615 000 000 | 195 498 682 582 | 195 498 682 582 |
| 78016001983 Transférer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales | 208 615 000 000 | 195 498 682 582 | 195 498 682 582 |
| 330 Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier | 249 950 976 811 | 186 030 697 285 | 186 030 697 285 |
| 78062000748 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier(FER) | 249 950 976 811 | 186 030 697 285 | 186 030 697 285 |
| 334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage | 36 000 000 000 | 34 309 944 600 | 34 309 944 600 |
| 78098000871 Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP) | 36 000 000 000 | 34 309 944 600 | 34 309 944 600 |
| 335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle | 3 700 000 000 | 2 718 606 355 | 2 718 606 355 |
| 78074000530 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT) | 1 110 000 000 | 1 066 824 699 | 1 066 824 699 |
| 78074000584 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS) | 2 590 000 000 | 1 651 781 656 | 1 651 781 656 |
| 336 Ministère de la Communication | 22 500 000 000 | 14 666 970 055 | 14 666 970 055 |
| 78083000160 Transférer la redevance RTI | 18 334 000 000 | 11 678 638 137 | 11 678 638 137 |
| 78083000172 Transférer la taxe de Publicité à l'Agence de Soutien et de Développement des Médias (ASDM) | 1 900 000 000 | 1 129 120 027 | 1 129 120 027 |
| 90083000002 Transférer la redevance Société Ivoirienne de Télédiffusion | 2 266 000 000 | 1 859 211 891 | 1 859 211 891 |
| 340 Ministère des Transports | 3 080 000 000 | 2 874 876 322 | 2 874 876 322 |
| 78045100158 Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'AMUGA | 1 540 000 000 | 1 437 389 331 | 1 437 389 331 |
| 90045190136 Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'ARTI | 1 540 000 000 | 1 437 486 991 | 1 437 486 991 |
| 345 Ministère des Eaux et Forêts | 710 000 000 | 687 517 561 | 687 517 561 |
| 90042200007 Transférer la Taxe pour la Préservation et le Développement Forestier au Fonds Forestier National | 710 000 000 | 687 517 561 | 687 517 561 |

| ACTIVITES | BUDGET INITIAL | BUDGET ACTUEL | EXÉCUTION |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 346 Ministère de la Culture et de la Francophonie | 6 820 000 000 | 7 266 326 446 | 7 266 326 446 |
| 78082000294 Transférer la taxe pour la Promotion de la culture (Fonds de la Culture) | 3 400 000 000 | 5 593 483 612 | 5 593 483 612 |
| 90082090175 Transférer la taxe sur les jeux de hasard | 3 420 000 000 | 1 627 947 025 | 1 627 947 025 |
| 90082090191 Transférer les recettes affectées au Fonds National de l'Industrie Cinématographique (FONSIC) | 0 | 26 937 485 | 26 937 485 |
| 90082090192 Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande (TDVD) / ONAC-CI | 0 | 17 958 324 | 17 958 324 |
| 347 Ministère du Commerce et de l'Industrie | 0 | 16 341 403 124 | 16 341 403 124 |
| 90047190200 Transférer les recettes affectées au Fonds National pour le Développement des Zones Industrielles | 0 | 16 341 403 124 | 16 341 403 124 |
| 348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie | 309 919 000 000 | 357 899 606 249 | 357 899 606 249 |
| 78043200099 Transférer la TSU-SIR à la Société Ivoirienne de Raffinage | 104 980 000 000 | 97 539 036 166 | 97 539 036 166 |
| 78043500048 Transférer la TVA affectée au secteur électricité | 44 694 000 000 | 59 268 741 293 | 59 268 741 293 |
| 78044100128 Transférer les taxes ad valoren | 10 245 000 000 | 15 735 451 061 | 15 735 451 061 |
| 90043200004 Transférer les ressources de la péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) | 90 000 000 000 | 123 524 463 372 | 123 524 463 372 |
| 90043200005 Transférer les ressources de la péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH) | 60 000 000 000 | 61 831 914 357 | 61 831 914 357 |
| 350 Ministère du Tourisme et des Loisirs | 5 360 000 000 | 4 515 356 714 | 4 515 356 714 |
| 78047300100 Transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique | 1 860 000 000 | 1 072 149 583 | 1 072 149 583 |
| 78047300128 Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire Tourisme) | 3 500 000 000 | 3 443 207 131 | 3 443 207 131 |
| 356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation | 36 470 000 000 | 27 676 208 542 | 27 676 208 542 |
| 78046000452 Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT) | 32 300 000 000 | 24 442 126 915 | 24 442 126 915 |
| 78046000573 Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications | 4 170 000 000 | 3 234 081 627 | 3 234 081 627 |
| 366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité | 157 394 000 000 | 127 477 550 158 | 127 477 550 158 |
| 78051000202 Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures ménagères/ANAGED | 11 300 000 000 | 9 493 696 078 | 9 493 696 078 |
| 78051000226 Transférer les recettes affectées au financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED | 121 500 000 000 | 102 078 236 596 | 102 078 236 596 |
| 90051090142 Transférer les taxes sur les sacs et sachets en matière plastique (TSSMP) à l'ANAGED | 294 000 000 | 247 004 129 | 247 004 129 |
| 90056000024 Transférer les recettes affectées au FNAD pour le financement de l'assainissement et le drainage | 24 300 000 000 | 15 658 613 355 | 15 658 613 355 |
| 444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie | 7 600 000 000 | 5 994 997 907 | 5 994 997 907 |
| 78081000161 Transférer la taxe sur le tabac pour le développement du sport (Fédérations sportives) | 7 600 000 000 | 5 994 997 907 | 5 994 997 907 |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 1 300 573 176 811 | 1 222 596 989 710 | 1 222 596 989 710 |

Source : DGBF